

Maintenant



comité invisible

Maintenant

La fabrique
éditions

© **La Fabrique éditions, 2017**
ISBN : 978-235872-086-1

Photographie de couverture :
Jean-Pierre Sageot

La Fabrique éditions
64, rue Rébeval
75019 Paris
lafabrique@lafabrique.fr
www.lafabrique.fr
Diffusion : Les Belles Lettres

Sommaire

Demain est annulé – 7

50 nuances de bris – 19

À mort la politique – 49

Destituons le monde – 67

Fin du travail, vie magique – 87

Tout le monde déteste la police – 109

Pour la suite du monde – 123



Demain est annulé

Toutes les raisons de faire une révolution sont là. Il n'en manque aucune. Le naufrage de la politique, l'arrogance des puissants, le règne du faux, la vulgarité des riches, les cataclysmes de l'industrie, la misère galopante, l'exploitation nue, l'apocalypse écologique – rien ne nous est épargné, pas même d'en être informés. « Climat: 2016 bat un record de chaleur », titre *Le Monde* comme presque chaque année désormais. Toutes les raisons sont réunies, mais ce ne sont pas les raisons qui font les révolutions, ce sont les corps. Et les corps sont devant des écrans.

On peut regarder une campagne présidentielle couler à pic. La transformation du « moment le plus important de la vie politique française » en grand jeu de massacre n'en rend le feuilleton que plus captivant. On n'imaginait pas *Kob-Lanta* avec de tels personnages, ni rebondissements si vertigineux, épreuves si cruelles, humiliation si générale. *Le spectacle de la politique se survit comme spectacle de sa décomposition*. L'incrédulité va bien au paysage immonde. Le Front national, cette négation politicienne de la politique, cette négation de la politique *sur le terrain*

Maintenant

de la politique, occupe logiquement le « centre » de cet échiquier de ruines fumantes. L'humanité assiste, ensorcelée, à son naufrage comme à un spectacle de premier choix. Elle est tellement prise qu'elle ne sent pas l'eau qui baigne déjà ses jambes. À la fin, elle transformera tout en bouée. C'est le destin des naufragés que de transformer en bouée tout ce qu'ils touchent.

Ce monde n'est plus à commenter, à critiquer, à dénoncer. Nous vivons environnés d'un brouillard de commentaires et de commentaires sur les commentaires, de critiques et de critiques de critiques, de révélations qui ne déclenchent rien, sinon des révélations sur les révélations. Et ce brouillard nous ôte toute prise sur le monde. Il n'y a rien à critiquer chez Donald Trump. Le pire que l'on peut dire de lui, il l'a déjà absorbé, incorporé. Il l'incarne. Il porte en sautoir tous les griefs que l'on a jamais cru pouvoir lui faire. Il est sa propre caricature, et il en est fier. Même les créateurs de *South Park* jettent l'éponge : « C'est très compliqué maintenant que la satire est devenue réalité. On a vraiment essayé de rire de ce qui était en train de se passer mais on n'arrivait pas à tenir le rythme. Ce qui se passait était beaucoup plus drôle que tout ce qu'on pouvait imaginer. Donc on a décidé de lâcher l'affaire, de les laisser jouer leur comédie, et nous ferons la nôtre. » Nous vivons dans un monde qui s'est établi *au-delà de toute justification*. Ici, la critique ne peut

plus rien, non plus que la satire. Elles restent sans effet. S'en tenir à la dénonciation des discriminations, des oppressions, des injustices, et attendre d'en recueillir les fruits, c'est se tromper d'époque. Les gauchistes qui croient que l'on peut encore soulever quelque chose en actionnant le levier de la mauvaise conscience se méprennent lourdement. Ils peuvent bien aller gratter leurs croûtes en public et faire entendre leurs plaintes en croyant exciter la sympathie, ils ne susciteront plus que le mépris et le désir de les détruire. « Victime » est devenu une insulte dans tous les quartiers du monde.

Il y a un usage social du langage. Plus personne n'y croit. Son cours est tombé à zéro. D'où cette bulle inflationniste de bavardage mondial. Tout ce qui est social est mensonger, chacun le sait désormais. Ce ne sont plus seulement les gouvernants, les publicitaires et les personnalités publiques qui « font de la communication », c'est chacun des entrepreneurs de soi que cette société entend faire de nous qui ne cesse de pratiquer l'art des « relations publiques ». Devenu instrument de communication, le langage n'est plus une réalité propre, mais un outil servant à opérer sur le réel, à obtenir *des effets* en fonction de stratégies diversement conscientes. Les mots ne sont plus mis en circulation qu'afin de travestir les choses. Tout navigue sous de faux pavillons. L'usurpation est devenue universelle. On ne recule devant aucun paradoxe. L'état d'urgence est l'état

Maintenant

de droit. On fait la guerre au nom de la paix. Les patrons «offrent des emplois». Les caméras de surveillance sont des «dispositifs de vidéoprotection». Les bourreaux se plaignent qu'on les persécute. Les traîtres protestent de leur sincérité et de leur fidélité. Les médiocres sont partout cités en exemple. Il y a la pratique réelle d'un côté, et de l'autre le discours, qui en est le contrepoint implacable, qui est la perversion de tous les concepts, la tromperie universelle de soi-même et des autres. Partout, il n'est question que de préserver ou d'étendre des intérêts. En retour, le monde se peuple de silencieux. Certains d'entre eux explosent en actes fous à dates de plus en plus rapprochées. Qui peut s'en étonner ? Ne dites plus «Les jeunes ne croient plus en rien.» Dites : «Merde ! Ils ne gobent plus nos mensonges.» Ne dites plus «Les jeunes sont nihilistes». Dites : «Putain ! Si ça continue, ils vont survivre à l'effondrement de notre monde.»

Le cours du langage est tombé à zéro, et pourtant nous écrivons. C'est qu'il y a un autre usage du langage. On peut parler de la vie, et on peut parler *depuis* la vie. On peut parler des conflits, et on peut parler *depuis* le conflit. Ce n'est pas la même langue, ni le même style. Ce n'est pas non plus la même idée de la vérité. Il y a un «courage de la vérité» qui consiste à se réfugier derrière la neutralité objective des «faits». Il y en a un autre qui considère qu'une parole qui n'engage à rien, qui ne vaut pas

en tant que telle, qui ne risque pas sa position, qui ne coûte rien, ne vaut pas grand-chose. Toute la critique du capitalisme financier fait pâle figure au regard d'une vitrine de banque fracassée et barrée du tag «Tiens, tes aggios!» Ce n'est pas par ignorance que les «jeunes» détournent des *punchline* de rappeurs dans leurs slogans politiques plutôt que des maximes de philosophes. Et c'est par décence qu'ils ne reprennent pas les «On lâche rien!» que les militants gueulent au moment où ils lâchent tout. C'est que les uns parlent du monde, mais que les autres parlent *depuis* un monde.

Le véritable mensonge n'est pas celui que l'on fait aux autres, mais celui que l'on se fait *à soi-même*. Le premier est, en comparaison de l'autre, relativement exceptionnel. Le mensonge, c'est refuser de voir certaines choses *que l'on voit*, et refuser de les voir *comme on les voit*. Le véritable mensonge, ce sont tous les écrans, toutes les images, toutes les explications qu'on laisse entre soi et le monde. C'est la façon dont nous piétinons quotidiennement nos propres perceptions. Si bien que tant qu'il ne sera pas question de vérité, il ne sera question de rien. Il n'y aura rien. Rien que cet asile de fous planétaire. La vérité n'est pas quelque chose vers quoi il y aurait à tendre, mais une relation sans esquivé à ce qui est là. Elle n'est un «problème» que pour ceux qui voient déjà la vie comme un problème. Elle n'est pas quelque chose que l'on professe, mais une

Maintenant

manière d'être au monde. Elle ne se détient donc pas, ni ne s'accumule. Elle se donne en situation et de moment en moment. Qui sent la fausseté d'un être, le caractère néfaste d'une représentation ou les forces qui se meuvent sous le jeu des images, leur ôte toute prise sur lui. La vérité est pleine présence à soi et au monde, contact vital avec le réel, perception aiguë des données de l'existence. Dans un monde où tout le monde joue, où tout le monde se met en scène, où l'on communique d'autant plus que rien ne se dit réellement, le seul mot de «vérité» glace, agace ou suscite les ricanements. Tout ce que cette époque contient de sociable a pris l'habitude de s'appuyer sur les béquilles du mensonge au point de ne plus pouvoir les lâcher. Il n'y a pas à «proclamer la vérité». Prêcher la vérité à ceux qui n'en supporteraient pas même des doses infimes, c'est seulement s'exposer à leur vengeance. Dans ce qui suit, nous ne prétendons en aucun cas dire «la vérité», mais la perception que nous avons du monde, ce à quoi nous tenons, ce qui nous tient debout et vivants. Il faut tordre le cou au sens commun : les vérités sont multiples, mais le mensonge est un, car il est universellement ligué contre la moindre petite vérité qui fait surface.

On nous entretient à l'année des mille menaces qui nous environnent – les terroristes, les perturbateurs endocriniens, les migrants, le fascisme, le chômage. Ainsi se perpétue l'imperturbable train-train de la

normalité capitaliste : sur fond de mille complots inaboutis, de cent catastrophes repoussées. L'anxiété livide que l'on tente, jour après jour, de nous inoculer, à coups de patrouilles de militaires en armes, de *breaking news* et d'annonces gouvernementales, il faut reconnaître à l'émeute la vertu paradoxale de nous en libérer. C'est ce que ne peuvent entendre les amateurs de ces processions funèbres nommées « manifestations », tous ceux qui goûtent autour d'un canon de rouge la jouissance amère d'être toujours défaits, tous ceux qui poussent un flatulent « Ou bien alors ça va péter ! » avant de rentrer sagement dans leur car. Dans l'affrontement de rue, l'ennemi a un visage défini, qu'il soit en civil ou en armure. Il a des méthodes largement connues. Il a un nom et une fonction. Il est d'ailleurs « fonctionnaire », comme il le déclare sobrement. L'ami aussi a des gestes, des mouvements et une apparence reconnaissables. Il y a dans l'émeute une incandescence de la présence à soi et aux autres, une fraternité lucide que la République est bien incapable de susciter. L'émeute organisée est à même de produire ce que cette société est incapable d'engendrer : des liens, vivants et irréversibles. Ceux qui s'arrêtent aux images de violence ratent tout ce qui se joue dans le fait de prendre ensemble le risque de casser, de taguer, d'affronter les flics. On ne sort jamais indemne de sa première émeute. C'est cette positivité de l'émeute que le spectateur préfère ne pas voir, et qui au fond l'effraie bien plus que les dégâts,

Maintenant

les charges et les contre-charges. Dans l'émeute, il y a production et affirmation *d'amitiés*, configuration franche du monde, possibilités d'agir nettes, moyens à portée de main. La situation a une forme et l'on peut s'y mouvoir. Les risques sont définis, à la différence de tous ces «risques» nébuleux que les gouvernants se plaisent à faire planer au-dessus de nos existences. L'émeute est désirable comme moment de vérité. Elle est suspension momentanée de la confusion : dans les gaz, les choses sont curieusement claires et le réel enfin lisible. Difficile, alors, de ne pas voir qui est qui. Parlant de la journée insurrectionnelle du 15 juillet 1927 à Vienne au cours de laquelle les prolétaires brûlèrent le palais de justice, Elias Canetti disait : « C'est ce que j'ai vécu de plus proche d'une révolution. Des centaines de pages ne suffiraient pas pour décrire tout ce que je vis. » Il en tira l'inspiration de son chef-d'œuvre *Masse et puissance*. L'émeute est formatrice par ce qu'elle fait voir.

Il y avait dans la marine anglaise ce vieux toast « Confusion to our enemies ! » La confusion a une valeur stratégique. Elle n'est pas de hasard. Elle éparpille les volontés et leur interdit de se rassembler à nouveau. Elle a le goût de cendre de la défaite alors que la bataille n'a pas encore eu lieu, et n'aura probablement jamais lieu. Chacun des attentats récents en France était ainsi suivi d'une traîne de confusion, que venait opportunément accroître le discours gouvernemental à leur sujet.

Ceux qui revendiquent ces attentats, ceux qui appellent à la guerre contre ceux qui les revendiquent, tous ont intérêt à notre confusion. Quant à ceux qui les exécutent, ils en sont bien souvent les enfants – les enfants de la confusion.

Ce monde qui jacte tant n'a rien à dire : il est vide d'affirmation. Peut-être a-t-il cru se rendre ainsi inattaquable. Il s'est surtout mis à la merci de toute affirmation conséquente. Un monde dont la positivité s'élève sur tant de ravages mérite bien que ce qui s'y affirme de vivant prenne d'abord la forme du saccage, de la casse, de l'émeute. On ne manquera pas de nous faire passer pour des désespérés au motif que nous agissons, nous bâtissons, nous attaquons *sans espoir*. L'espoir, voilà au moins une maladie dont cette civilisation ne nous aura pas infectés. Nous ne sommes pas désespérés pour autant. Nul n'a jamais agi par espoir. L'espoir a partie liée à l'attente, au refus de voir ce qui est là, à la crainte de faire effraction dans le présent, bref : à la crainte *de vivre*. Espérer, c'est se déclarer par avance sans prise sur ce dont on attend pourtant quelque chose. C'est se mettre en retrait du processus pour ne pas avoir à tenir à son résultat. C'est vouloir que les choses soient autrement sans en vouloir les moyens. C'est une lâcheté. Il faut savoir à quoi l'on tient, et s'y tenir. Quitte à se faire des ennemis. Quitte à se faire des amis. Dès que nous savons ce que nous voulons, nous ne sommes plus seuls, le monde se repeuple.

Maintenant

Partout des alliés, des proximités et une gradation infinie d'amitiés possibles. Rien n'est proche pour qui flotte. L'espoir, cette très légère mais constante *impulsion vers demain* qui nous est communiquée de jour en jour, est le meilleur agent du maintien de l'ordre. On nous informe quotidiennement de problèmes à quoi nous ne pouvons rien, mais à quoi il y aura sûrement *demain* des solutions. Tout l'écrasant sentiment d'impuissance que cette organisation sociale cultive en chacun à perte de vue n'est qu'une immense pédagogie de l'attente. C'est une fuite du maintenant. Or il n'y a jamais eu, il n'y a et il n'y aura jamais que du maintenant. Et même si le jadis peut exercer une action sur le maintenant, c'est parce que ce jadis n'a jamais été lui-même qu'un maintenant. Comme le sera le demain. L'unique façon de comprendre quelque chose au passé, c'est de comprendre qu'il fut lui aussi un maintenant. C'est de sentir le faible souffle de l'air dans lequel vivaient les hommes d'hier. Si nous sommes si enclins à fuir le maintenant, c'est qu'il est le lieu de la décision. Il est le lieu du «j'accepte» ou du «je refuse». Il est le lieu du «je laisse filer» ou du «j'y tiens». Il est le lieu du geste logique qui suit immédiatement la perception. Il est le présent, et donc le lieu de la présence. Il est l'instant, sans cesse reconduit, de la prise de parti. Penser en termes éloignés est toujours plus confortable. «À la fin», les choses changeront; «à la fin», les êtres seront transfigurés. En attendant, continuons ainsi, restons ce que nous

sommes. Un esprit qui pense en termes d'avenir est incapable d'agir dans le présent. Il ne cherche pas la transformation : il l'évite. Le désastre actuel est comme l'accumulation monstrueuse de tous les diffèrements du passé, à quoi s'ajoutent en un éboulement permanent ceux de chaque jour et de chaque instant. Mais la vie se joue toujours maintenant, et maintenant, et maintenant.

Chacun voit bien que cette civilisation est comme un train qui va au gouffre, et qui accélère. Plus il accélère, plus on entend les hourras hystériques des soiffards du wagon-discothèque. Il faudrait tendre l'oreille pour déceler le silence tétanisé des esprits rationnels qui ne comprennent plus rien, celui des angoissés qui se rongent les ongles et l'accent de fausse sérénité dans les exclamations intermittentes de ceux qui jouent aux cartes, en attendant. Intérieurement, bien des gens ont choisi de sauter du train, mais ils se tiennent sur le marchepied. Ils sont encore tenus par tant de choses. Ils se sentent tenus parce qu'ils ont fait le choix, mais que la décision manque. Car c'est la décision qui trace dans le présent la manière et la possibilité d'agir, de faire un saut qui ne soit pas dans le vide. Cette décision, c'est celle de désertter, celle de sortir du rang, celle de s'organiser, celle de faire sécession, fût-ce imperceptiblement, mais dans tous les cas, *maintenant*.

L'époque est aux acharnés.



50 nuances de bris

« Rien ne va plus », disent les mauvais joueurs. « Le monde va mal », opine la sagesse populaire. Nous disons plutôt que le monde se *fragmente*. On nous avait promis un nouvel ordre mondial. C'est le contraire qui se produit. On annonçait la généralisation planétaire de la démocratie libérale. Ce qui se généralise, ce sont plutôt les « insurrections électorales » contre elle et son hypocrisie, comme s'en plaignent amèrement les libéraux. Quartier suivant quartier, la fragmentation du monde se poursuit, sans ménagement, sans interruption. Et cela n'est pas qu'affaire de géopolitique. C'est en tous domaines que le monde se fragmente, en tous domaines que l'unité est devenue problématique. Il n'y a pas plus d'unité dans la « société », de nos jours, que dans la « science ». Le salariat explose en toutes sortes de niches, d'exceptions, de conditions dérogatoires. L'idée de « précarité » occulte opportunément qu'il n'y a tout simplement plus d'expérience commune du travail, même précaire. Si bien qu'il ne peut plus y avoir non plus d'expérience commune de son arrêt, et que le vieux mythe de la grève générale est à ranger au rayon

Maintenant

des accessoires inutiles. La médecine occidentale en est réduite à bricoler avec des techniques qui font voler en éclats son unité doctrinale, telles que l'acupuncture, l'hypnose ou le magnétisme. Par-delà les usuels tripatouillages parlementaires, il n'y a plus, politiquement, de majorité pour rien. Le commentaire journalistique le plus avisé, durant le conflit parti de la loi Travail au printemps 2016, constatait que deux minorités, une minorité gouvernementale et une minorité de manifestants, s'affrontaient devant le parterre d'une population spectatrice. Notre Moi lui-même se présente comme un puzzle de plus en plus complexe, de moins en moins cohérent – si bien que pour que ça tienne, en plus des séances de psy et des comprimés, il faut maintenant des algorithmes. Ce n'est que par antiphrase que l'on appelle « mur » le flux tendu d'images, d'informations, de commentaires, par lequel Facebook essaye de donner forme au Moi. L'expérience contemporaine de la vie dans un monde fait de circulation, de télécommunications, de réseaux, d'un chaos d'informations en temps réel et d'images tentant de capter notre attention est fondamentalement discontinue. À une tout autre échelle, les intérêts particuliers des notables ont de plus en plus de mal à se faire passer pour « l'intérêt général ». Il n'y a qu'à voir comment les États peinent à mettre en œuvre leurs grands projets d'infrastructures, du val de Suse à Standing Rock, pour s'aviser que *ça ne marche*

plus. Qu'il faille désormais faire intervenir l'armée et ses corps d'élite sur le territoire national pour le moindre chantier d'importance montre assez qu'ils sont désormais perçus pour les opérations mafieuses qu'ils sont aussi.

L'unité de la République, celle de la science, celle de la personnalité, celle du territoire national ou celle de la « culture » n'ont jamais été que des fictions. Mais elles étaient efficaces. Ce qui est sûr, c'est que l'illusion de l'unité ne parvient plus à *faire illusion*, à mettre au pas, à discipliner. En toutes choses, l'hégémonie est morte et les singularités deviennent sauvages : elles portent en elles-mêmes leur propre sens, qu'elles n'attendent plus d'un ordre général. Le petit point de vue de surplomb qui permettait à tout ce qui avait un peu d'autorité de ventriloquer pour les autres, de juger, de classer, de hiérarchiser, de moraliser, d'intimer à chacun ce qu'il doit faire et comment il doit être, est devenu inaudible. Tous les « il faut » sont au sol. Le militant qui sait ce qu'il faut faire, le professeur qui sait ce qu'il faut penser, le politicien qui va vous dire ce qu'il faut pour le pays, parlent dans le désert. Rien ne peut plus en remonter à l'expérience singulière là où elle existe. On redécouvre que s'ouvrir au monde, ce n'est pas s'ouvrir aux quatre coins de la planète, que le monde est là où nous sommes. S'ouvrir au monde, c'est s'ouvrir à sa présence

Maintenant

ici et maintenant. Chaque fragment est porteur d'une possibilité de perfection propre. Si « le monde » doit être sauvé, ce sera en chacun de ses fragments. La totalité, on ne peut que la *gérer*.

L'époque opère des raccourcis historiques saisissants. La démocratie est enterrée là même où elle était née deux mille cinq cents ans plus tôt avec la façon dont Alexis Tsipras, à peine élu, n'a eu de cesse de négocier sa reddition. On peut lire sur sa tombe, ironiquement, ces mots du ministre allemand de l'Économie, Wolfgang Schäuble : « On ne peut pas laisser des élections changer quoi que ce soit. » Mais le plus frappant, c'est que l'épicentre géopolitique de la fragmentation du monde soit précisément le lieu d'où est partie son unification sous le nom de « civilisation » il y a cinq mille ans de cela : la Mésopotamie. Si un certain chaos géopolitique semble gagner le monde, c'est depuis l'Irak et la Syrie, c'est-à-dire depuis l'endroit exact où a commencé sa mise en ordre générale. L'écriture, la comptabilité, l'Histoire, la justice royale, le parlement, l'agriculture raisonnée, la science, la mesure, la religion politique, les intrigues de palais et le pouvoir pastoral – toute cette façon de prétendre gouverner « pour le bien des sujets », dans le souci du troupeau et de son bien-être –, tout ce à quoi se ramène ce que nous appelons encore aujourd'hui la « civilisation », tout cela était déjà, trois mille ans avant Jésus-Christ, la

marque propre des royaumes d'Akkad et Sumer. Bien sûr qu'il y aura des tentatives de replâtrer un nouvel État confessionnel irakien. Bien sûr que les intérêts internationaux aboutiront à des opérations farfelues de *state building* en Syrie. Mais en Syrie comme en Irak, l'humanité étatisée est morte. L'intensité des conflits est montée trop haut pour qu'une réconciliation honnête soit encore possible. La guerre contre-insurrectionnelle qu'a livrée le régime de Bachar-Al-Assad à sa population, avec les appuis que l'on sait, a atteint de telles extrémités qu'aucune négociation n'aboutira plus jamais à quelque chose comme un «nouvel État syrien» digne de ce nom. Et aucune tentative de *peopleshaping* – la mise en pratique sanglante du poème ironique de Brecht suite à l'insurrection ouvrière de 1953 contre le nouveau régime soviétique en Allemagne de l'Est: «Le peuple a par sa faute / Perdu la confiance du gouvernement / Et ce n'est qu'en redoublant d'efforts / Qu'il peut la regagner / Ne serait-il pas / Plus simple alors pour le gouvernement / De dissoudre le peuple / Et d'en élire un nouveau ? » – n'y fera rien : les ombres des morts ne se laissent pas mater, elles, à coups de barils de TNT. Quiconque s'est penché sur ce que furent les États européens du temps de leur «splendeur», ne peut voir dans ce qui survit de nos jours sous le nom d'«État» que des faillites. Au regard des puissances transnationales, les États ne se maintiennent plus qu'à l'état

Maintenant

d'hologrammes. L'État grec n'est plus qu'une courroie de transmission d'instructions qui lui échappent. L'État britannique en est réduit à faire le funambule avec le Brexit. L'État mexicain ne contrôle plus rien. Les États italien, espagnol ou brésilien semblent n'avoir plus d'autre activité que de survivre à des avalanches ininterrompues de scandales. Que ce soit sous prétexte de «réforme» ou par accès de «modernisation», les États capitalistes contemporains se livrent à un exercice d'auto-démantèlement méthodique. Sans parler des «tentations indépendantistes» qui se multiplient à travers l'Europe. Il n'est pas dur de discerner derrière les tentatives de restauration autoritaire dans tant de pays du monde une forme de guerre civile qui n'aura plus de cesse. Que ce soit au nom de la guerre contre «le terrorisme», «la drogue» ou «la pauvreté», partout les coutures des États cèdent. Les façades demeurent, mais elles ne servent plus qu'à masquer un tas de décombres. Le désordre mondial excède désormais toute capacité de remise en ordre. Comme le disait un ancien chinois : «Quand l'ordre règne dans le monde, un fou ne peut le troubler à lui seul ; quand le chaos s'empare de lui, un sage ne peut ramener l'ordre à lui seul.»

Nous sommes les contemporains d'un prodigieux retournement du processus de civilisation en processus de fragmentation. Plus la civilisation

aspire à son accomplissement universel, désormais, plus elle implose à sa base. Plus ce monde prétend à l'unification, plus il se fragmente. Quand a-t-il insensiblement basculé sur son axe ? Est-ce le coup du monde qui a suivi les attentats du 11 Septembre ? La « crise financière » de 2008 ? L'échec du sommet de Copenhague sur le changement climatique en 2009 ? Ce qui est sûr, c'est que ce sommet a marqué un point d'irréversibilité dans ce basculement. La cause de l'atmosphère et de la planète offrait à la civilisation le prétexte idéal de son parachèvement. Au nom de l'espèce et de son salut, au nom de la totalité planétaire, au nom de l'Unité terrestre, on allait pouvoir régir chacune des conduites de chacun des habitants de la Terre, et de chacune des entités que celle-ci héberge à sa surface. On était à deux doigts de proclamer l'*imperium mundi* universel et écologique. C'était « dans l'intérêt de tous ». La pluralité des milieux humains et naturels, des usages, des formes de vie, le caractère tellurique de chaque existence, tout cela allait devoir céder devant la nécessité de l'unité de l'espèce humaine, que l'on allait enfin pouvoir gérer depuis on ne sait quel directoire mondial. C'était l'aboutissement logique du processus d'unification qui n'a cessé d'animer « la grande aventure de l'humanité » depuis qu'une petite bande de Sapiens s'est échappée de la vallée du Rift. Jusque-là, on gardait l'espoir que les soi-disant

Maintenant

« responsables » trouveraient un accord de bon sens, que les « responsables », en un mot, seraient responsables. Et patatras ! Ce qui s'est passé à Copenhague, *c'est justement qu'il ne s'est rien passé*. C'est d'ailleurs pour cela que tout le monde l'a oublié. Pas d'empereur, même collégial. Pas de décision des porte-paroles de l'Espèce. Depuis lors, la « crise économique » aidant, la pulsion d'unification s'est retournée en sauve-qui-peut mondial. Puisqu'il n'y aura pas de salut commun, chacun va devoir faire son salut par lui-même, quelle que soit l'échelle, ou renoncer à toute idée de salut. Et tenter de s'étourdir dans une fuite en avant de technologies, de profits, de fêtes, de drogues et de ravages, l'angoisse chevillée à l'âme.

Le démantèlement de toute unité politique induit chez nos contemporains une évidente panique. L'omniprésence de la question de l'« identité nationale » dans le débat public en atteste. « La France », manufacture mondiale de l'État moderne, vit particulièrement mal sa mise au rebut. C'est évidemment parce que jamais « se sentir Français » n'a eu aussi peu de sens que tout ce qu'il y a de politiciens ambitieux dans ce pays en est réduit à broder sans fin sur « l'identité nationale ». Et comme, malgré ces fameux « 1 500 ans d'Histoire » dont on nous rebat les oreilles, personne ne semble avoir une idée claire de ce que peut bien vouloir dire « être Français », on se

replie sur les fondamentaux : le pinard et les grands hommes, les terrasses et la police, quand ce n'est pas tout simplement l'Ancien Régime et les racines chrétiennes. Figures jaunies d'une unité nationale pour manuels de troisième.

De l'unité, il ne reste que la nostalgie, mais elle parle de plus en plus haut. Partout des candidats se présentent pour restaurer la grandeur nationale, pour « *Make America great again* » ou « remettre la France en ordre ». En même temps quand on est nostalgique de l'Algérie française, de quoi ne peut-on être nostalgique ? Partout, on promet donc de refaire par la force l'unité perdue. Seulement plus on « clive » en dissertant sur le « sentiment d'appartenance », plus se répand la certitude de ne pas faire partie de ce tout-là. Mobiliser la panique pour restaurer l'ordre, c'est rater ce qu'il y a d'essentiellement dispersif dans la panique. Le processus de fragmentation générale est si imparable que toutes les brutalités dont on usera afin de refaire l'unité perdue n'aboutiront qu'à l'accélérer, à le rendre plus profond et plus irréversible. Quand il n'y a plus d'expérience commune, hormis celle de se retrouver devant des écrans, on peut bien créer de brefs moments de communion nationale après des attentats en déployant toute une sentimentalité dégoulinante, fausse et creuse, on peut décréter toutes sortes de « guerres contre le terrorisme », on peut

Maintenant

promettre la reprise en main de toutes les « zones de non-droit » que l'on voudra, cela reste un flash de BFM-TV au fond du kebab, et dont on n'entend pas le son. Ce genre de calembredaines, c'est comme les médicaments : pour qu'elles demeurent efficaces, il faut sans cesse forcer la dose, jusqu'à la neurasthénie finale. Ceux qui voient d'un bon œil la perspective de finir leur existence dans une citadelle exiguë et sur-militarisée, même grande comme « la France », pendant que tout autour, l'eau monte, charriant les corps des malchanceux, pourront bien déclarer « traîtres à la Nation » tous ceux qui leur déplaisent. Dans leurs aboiements, on n'entend que leur impuissance. À long terme, l'extermination n'est pas une solution.

Il n'y a pas à désespérer de l'état d'avilissement du débat dans la sphère publique. Si l'on y hurle si fort, c'est que plus personne n'écoute. Ce qu'il se passe vraiment, souterrainement, c'est que tout se pluralise, tout se localise, tout se révèle situé, tout *fuit*. Ce n'est pas seulement que le peuple manque, qu'il joue aux abonnés absents, qu'il ne donne plus de nouvelles, qu'il ment aux sondeurs, c'est qu'il s'est déjà fait la malle, en mille directions insoupçonnées. Il n'est pas seulement abstentionniste, en retrait, introuvable : il est en fuite, quand bien même sa fuite ne serait qu'intérieure ou immobile. Il est déjà *ailleurs*. Et ce ne sont pas les grands rabatteurs d'extrême gauche, les

sénateurs socialistes façon Troisième République qui se prennent pour Fidel Castro dans le genre de Mélenchon, qui vont le faire revenir à la niche. Ce que l'on nomme «populisme» n'est pas seulement le symptôme criant de la disparition du peuple, c'est une tentative désespérée pour retenir ce qu'il en reste de hagard et de déboussolé. Dès qu'une situation politique réelle se présente, comme le conflit du printemps 2016, ce qui se manifeste de manière diffuse, c'est toute l'intelligence, toute la sensibilité, toute la détermination communes que cherchent à recouvrir les clameurs de la publicité. L'événement que fut l'apparition, dans ce conflit, du «cortège de tête» l'a assez montré. Alors que le corps social fait eau de toutes parts, y compris le vieux corps d'encadrement syndical, il parut évident à tout manifestant *vivant* que les défilés traîne-savates relevaient de la pacification par la protestation. Ainsi vit-on s'agréger de manifestation en manifestation en tête de cortège tout ce qui entend bien désertir le cadavre social pour ne pas contracter sa petite mort. Cela commença avec des lycéens. Puis, toutes sortes de jeunes et de moins jeunes, de militants et d'inorganisés, vinrent grossir les rangs. Pour finir, lors de la manifestation du 14 juin, des sections syndicales entières, jusqu'aux dockers du Havre, rejoignirent une tête de manifestation incontrôlée de 10 000 personnes. Ce serait une erreur de voir dans la prise de la tête de ces manifestations une sorte de

Maintenant

revanche historique de ceux qui, « anarchistes », « autonomes » et autres habitués des fins de manif, se retrouvaient traditionnellement en queue de cortège, à se livrer à des escarmouches rituelles. Ce qui s'est passé là comme naturellement, c'est qu'un certain nombre des déserteurs ont créé un espace politique où composer leur hétérogénéité, un espace certes éphémère, certes insuffisamment organisé, mais rejoignable et, le temps d'un printemps, *réellement existant*. Le cortège de tête s'est fait comme le réceptacle de la fragmentation générale. Comme si, en perdant toute force d'aggrégation, cette « société » libérait de toutes parts de petits noyaux autonomes, territorialement, sectoriellement ou politiquement situés, et que ces noyaux avaient pour une fois trouvé à se grouper. Si le cortège de tête réussit finalement à aimanter une part non négligeable de ceux qui combattaient le monde de la loi Travail, ce n'est pas parce que tous ces gens seraient soudainement devenus des « autonomes » – la multiplicité de ses composantes en témoigne suffisamment –, c'est parce qu'il avait pour lui, en situation, la présence, la vitalité et la vérité qui faisaient défaut au reste.

Le cortège de tête était si peu un sujet détachable du reste de la manifestation et tellement un *geste*, que jamais la police ne parvint, comme elle s'y employa si régulièrement, à l'isoler. Pour mettre un terme au scandale de son existence, pour

rétablir l'image traditionnelle du défilé syndical avec à sa tête les patrons des différentes centrales, pour neutraliser cette tête de cortège systématiquement composée d'une masse de jeunes encapuchonnés qui défient la police, de plus vieux qui les soutiennent ou d'ouvriers affranchis qui enfoncent des lignes de CRS, il fallut finalement nasser *la totalité de la manifestation*. Ce fut donc, à la fin juin, l'humiliante ronde autour du bassin de l'Arsenal cerné d'un formidable dispositif policier – belle manœuvre de démoralisation menée conjointement par les centrales et le gouvernement. *L'Humanité* devait titrer, ce jour-là, sur l'insigne « victoire » que représentait cette « manifestation » – c'est une tradition, chez les staliniens, de couvrir leurs retraites par des litanies de triomphe. Le long printemps français de 2016 aura établi cette évidence : l'émeute, le blocage et l'occupation forment la grammaire politique *élémentaire* de l'époque.

La « nasse » ne constitue pas seulement une technique de guerre psychologique que le maintien de l'ordre français a tardivement importée d'Angleterre. La nasse est une image dialectique du pouvoir présent. C'est la figure d'un pouvoir méprisé, honni, et qui ne fait plus que retenir la population dans ses filets. C'est la figure d'un pouvoir qui ne promet plus rien, et n'a d'autre activité que de *verrouiller toutes les issues*. D'un

Maintenant

pouvoir auquel plus personne n'adhère positivement, que chacun tente à sa manière de fuir, et qui n'a d'autre perspective panique que de maintenir dans son giron borné tout ce qui, incessamment, lui échappe. Dialectique, la figure de la nasse l'est en ceci que ce qu'elle a vocation à enfermer, elle le rassemble aussi. Des rencontres s'y produisent entre ceux qui tentent de désertier. Des chants inédits et pleins d'ironie en naissent. Une expérience commune s'y fait. Le dispositif policier est inapte à contenir la sortie verticale qui s'y produit sous la forme des tags qui ne tardent pas à consteller chaque mur, chaque abribus, chaque commerce. Et qui témoignent de ce que l'esprit, lui, reste libre, même quand les corps sont retenus. « Victoire par chaos », « en cendres, tout devient possible », « la France, son pinard, ses révolutions », « hommage aux familles des vitrines », « kiss kiss bank bank », « je pense donc je casse » : depuis 1968, les murs n'avaient pas vu une telle liberté d'esprit. « D'ici, de ce pays où nous respirions mal un air chaque jour plus raréfié, où nous nous sentions chaque jour plus étrangers, ne pouvait nous venir que cette usure qui nous bouffait, à force de vide, à force d'imposture. Faute de mieux, nous nous payions de mots, l'aventure était littéraire, l'engagement platonique. La révolution demain, la révolution possible, combien d'entre nous y croyaient encore ? » C'est ainsi que Pierre Peuchmaurd décrit l'ambiance que mai 1968 a enterrée dans *Plus vivant que jamais*.

L'un des aspects les plus remarquables du processus de fragmentation en cours est qu'il touche cela même qui jusque-là devait assurer le maintien de l'unité sociale : le Droit. Législations antiterroristes d'exception, mise en pièces du droit du travail, spécialisation croissante des juridictions et des parquets, *le* Droit n'existe plus. Prenons le droit pénal. Sous prétexte d'antiterrorisme comme de lutte contre la « criminalité organisée », ce qui se dessine d'année en année, c'est la constitution en matière pénale de deux droits distincts : un droit pour les « citoyens » et un « droit pénal de l'ennemi ». C'est un juriste allemand apprécié, en leur temps, des dictatures sud-américaines, qui l'a théorisé. Il s'appelle Günther Jakobs. Les caillasses, les opposants radicaux, les « voyous », les « terroristes », les « anarchistes », bref : l'ensemble de ceux qui n'éprouvent pas assez de respect pour l'ordre démocratique en vigueur et représentent un « danger » pour « la structure normative de la société », Günther Jakobs note que, de plus en plus, on leur réserve un traitement dérogatoire au droit pénal normal, jusqu'à ne plus respecter leurs droits constitutionnels. N'est-il pas logique, en un sens, de traiter en ennemis ceux qui se comportent en « ennemis de la société » ? Ne sont-ils pas en train de « s'exclure eux-mêmes du droit » ? Et ne doit-on dès lors pas admettre l'existence, pour eux, d'un « droit pénal de l'ennemi » qui consiste justement en l'absence complète de tout droit ?

Maintenant

C'est par exemple ce que pratique ouvertement aux Philippines le président Duterte, qui mesure l'efficacité de son gouvernement, dans sa guerre déclarée «à la drogue», au nombre de cadavres de «dealers» amenés à la morgue, qu'ils aient été «produits» par des escadrons de la mort ou par de simples citoyens. À l'heure où nous écrivons, le décompte dépasse les 7 000 assassinats. Qu'il s'agisse encore là d'une forme de droit, voilà qui est attesté par les interrogations des associations de juristes qui se demandent si l'on ne serait pas, par hasard, en train de «sortir de l'état de droit». Le «droit pénal de l'ennemi» est la fin du droit pénal. Ce n'est donc pas exactement rien. L'arnaque, ici, c'est de faire croire qu'il serait appliqué à une population criminelle préalablement recensée, quand c'est plutôt l'inverse qui se passe : est déclaré «ennemi», après coup, celui que l'on a déjà écouté, arrêté, séquestré, molesté, rançonné, torturé et finalement tué. Un peu comme quand les flics portent plainte pour «outrage et rébellion» contre ceux qu'ils viennent de passer à tabac de manière un peu trop ostensible.

Pour paradoxale que cette affirmation puisse paraître, *nous vivons le temps de l'abolition de la Loi*. La prolifération métastatique des lois n'est qu'un aspect de cette abolition. Si chaque loi n'était pas devenue insignifiante dans l'édifice rococo du droit contemporain, faudrait-il en tant produire ?

Faudrait-il communiquer, à chaque fait divers, par l'édiction d'une nouvelle législation ? L'objet des grands projets de loi des dernières années en France se résume quasiment à l'abolition des lois en vigueur, au démantèlement progressif de toute garantie juridique. Si bien que le Droit, qui prétendait protéger les hommes et les choses devant les aléas du monde, est plutôt devenu ce qui ajoute à leur précarité. Un trait distinctif des grandes lois contemporaines est de mettre telle ou telle administration, telle ou telle puissance au-dessus des lois. La loi Renseignement abolissait tout recours face aux services de renseignement. La loi Macron, qui n'a pu instaurer le « secret des affaires », n'est appelée « loi » qu'en vertu d'une étrange novlangue : elle consistait plutôt à défaire tout un ensemble de garanties dont disposaient les salariés – sur le travail du dimanche, les licenciements ou les professions réglementées. La loi Travail elle-même ne faisait que poursuivre ce mouvement si bien entamé : qu'est-ce que la fameuse « inversion de la hiérarchie des normes » sinon précisément la substitution de l'état d'exception de chaque entreprise à tout cadre juridique général ? S'il fut si naturel pour un gouvernement social-démocrate inspiré par l'extrême droite de déclarer l'état d'urgence après les attentats de novembre 2015, c'est que l'état d'exception régnait déjà *sous la forme de la Loi*.

Maintenant

Accepter de voir la fragmentation du monde jusque dans le droit ne va pas de soi. C'est qu'en France nous héritons d'un quasi-millénaire d'« État de justice » – le bon roi Saint-Louis qui rendait la justice sous son chêne, etc. Au fond, le chantage qui reconduit sans cesse les conditions de notre soumission, c'est celui-ci : soit l'État, le Droit, la Loi, la police, la justice, soit la guerre civile, la vengeance, l'anarchie et tout le bastringue. Cette croyance, ce justicialisme, cet étatisme, imprègnent uniformément l'ensemble des sensibilités politiquement admissibles et audibles dans ce pays, de l'extrême gauche à l'extrême droite. C'est même selon cet axe inamovible que s'opère la conversion d'une bonne partie du vote ouvrier en vote Front national sans crise existentielle majeure pour les concernés. C'est cela aussi qui fait toutes les réactions indignées face aux cascades d'« affaires » qui composent désormais le quotidien de la vie politique contemporaine. Nous proposons une autre perception des choses, une autre façon de les prendre. Ceux qui font les lois ne les respectent à l'évidence pas. Ceux qui entendent nous inculquer la « morale du travail » font des emplois fictifs. Les Stups – c'est désormais de notoriété publique – sont le plus gros dealer de shit de France. Et dès que, par extraordinaire, un magistrat est mis sur écoute, on ne tarde pas à découvrir quelles inqualifiables tractations se cachent derrière l'auguste prononcé d'un jugement, d'un appel ou

d'un non-lieu. En appeler à la Justice face à ce monde, c'est demander à un ogre de garder vos enfants. Quiconque connaît l'envers du pouvoir cesse immédiatement de le respecter. Les maîtres ont toujours été, au fond d'eux, des anarchistes. Il leur déplâit seulement que les autres le soient. Et les patrons ont toujours eu un cœur de bandit. C'est cette honorable façon de voir les choses qui a de tout temps inspiré aux ouvriers lucides la pratique du coulage, voire celle du sabotage. Il faut vraiment s'appeler Michéa pour croire que le prolétariat ait jamais été sincèrement moraliste et légaliste. Le prolétaire, c'est dans la vie, parmi les siens, qu'il manifeste son éthique, pas dans le rapport à la « société ». Face à la « société » et sa tartuferie, il ne peut y avoir d'autre rapport que de guerre plus ou moins ouverte.

C'est également cette façon de raisonner qui a inspiré la fraction la plus déterminée des manifestants dans le conflit du printemps 2016. Car l'un des traits les plus remarquables de ce conflit tient à ce qu'il a eu lieu *en plein état d'urgence*. Ce n'est pas par hasard si les forces organisées qui ont, à Paris, contribué à la formation du cortège de tête sont aussi celles qui ont bravé, lors de la COP 21, l'état d'urgence *place de la République*. Il y a deux façons de prendre l'état d'urgence. On peut le dénoncer verbalement et supplier de revenir à un « État de droit » qui, autant qu'il nous en souvienne, nous

Maintenant

avait toujours semblé exorbitant du temps où il n'était pas encore « suspendu ». Mais on peut aussi dire : « Ah ! Vous faites ce que vous voulez ! Vous vous estimez affranchis des lois dont vous prétendez tirer votre autorité ! Eh bien nous aussi, figurez-vous ! » Il y a ceux qui protestent contre un fantôme, l'état d'urgence, et il y a ceux qui en prennent acte et déploient à partir de là *leur propre état d'exception*. Là où un vieux réflexe de gauche nous porte à frémir de l'état d'exception fictif de la démocratie, le conflit du printemps 2016 a justement préféré opposer, dans la rue, son état d'exception réel, sa propre présence au monde, la forme singulière de sa liberté.

Il en va de même pour la fragmentation du monde : on peut la déplorer et tenter de remonter à la nage le fleuve du temps, mais on peut aussi *partir de là* et voir comment faire. Il serait trop simple d'opposer un affect nostalgique, réactionnaire, conservateur « de droite » et un post-modernisme chaotisant, multiculturaliste, « de gauche ». Être de gauche ou être de droite, c'est choisir entre une des innombrables manières qui s'offrent à l'homme d'être un imbécile. Et de fait, d'un bout à l'autre du spectre politique, les tenants de l'unité sont équitablement répartis. Il y a des nostalgiques de la grandeur nationale partout, à droite comme à gauche, de Soral à Ruffin. On a tendance à l'oublier, mais il y a un bon siècle de cela, un candidat s'est présenté

pour tenir lieu de forme de vie universelle : le Travailleur. S'il avait pu y prétendre, c'est à la suite du grand nombre d'amputations qu'il s'était imposées – en termes de sensibilité, d'attachements, de goût ou d'affectivité. Cela lui donnait d'ailleurs un drôle d'air. Si bien qu'à sa vue, le jury a fui, et que le candidat traîne, depuis lors, sans savoir où aller ni que faire, encombrant péniblement le monde de sa gloire révolue. Du temps de sa splendeur, il avait des groupies de tout bord, nationalistes ou bolchéviques voire nationaux-bolchéviques. Nous observons de nos jours une explosion de la figure humaine. L'« Humanité » comme sujet n'a plus de visage. En marge d'un appauvrissement organisé des subjectivités, nous sommes témoins de la persistance tenace et du surgissement de formes de vie singulières, qui tracent leur chemin. C'est ce scandale que l'on a entendu écraser, par exemple, avec la jungle de Calais. Cette résurgence des formes de vie, dans notre époque, résulte aussi de la fragmentation de l'universalité ratée du travailleur. Elle réalise le deuil du travailleur comme figure. Un deuil mexicain, au reste, qui n'a rien de triste.

Pour dire, lors du conflit du printemps 2016, on aura assisté, chose impensable il y a quelques années, à la fragmentation *de la CGT elle-même*. Tandis que la CGT Marseille dégainait les tonfas contre les « jeunes », la CGT Douai-Armentières, alliée aux « incontrôlés », en venait

Maintenant

aux mains avec le SO de la CGT Lille, plus indécrotablement stalinien. La CGT Énergie revendiquait en Haute-Loire le sabotage de câbles de fibre optique utilisés par les banques et les opérateurs téléphoniques. Durant tout le conflit, ce qui se passait au Havre ne ressemblait à rien de ce qui se passait ailleurs. Les dates de manifestation, les positions de la CGT locale, la discrétion imposée à la police : tout cela était en un sens *autonome* du tout national. La CGT, au Havre, a voté cette motion et appelé les forces de police et le préfet pour les en aviser : « À chaque fois qu'un étudiant sera convoqué à l'hôtel de police, c'est pas compliqué, le port s'arrête ! » Le Havre avait la fragmentation heureuse. Les frictions entre « cortège de tête » et service d'ordre syndical ont entériné un *aggiornamento* remarquable : la position strictement défensive de bon nombre des services d'ordre CGT désormais, qui ne prétendent plus faire la police dans les manifestations, casser la gueule aux « autonomes » et livrer « les sauvageons » aux flics pour se concentrer sur la simple protection de leur tronçon de cortège. Un déplacement appréciable et, qui sait, durable. Malgré un communiqué de condamnation des « violences », de rigueur après la manifestation contre le Front national à Nantes le 25 février 2017, la CGT 44 s'est organisée pour l'occasion avec zadistes et autres incontrôlables. C'est l'un des heureux effets du conflit du printemps 2016,

et qui doit à coup sûr en inquiéter quelques-uns du côté du gouvernement comme de la centrale.

Subi, le processus de fragmentation du monde peut acculer à la misère, à l'isolement, à la schizophrénie. Il peut s'éprouver, dans la vie des êtres, comme une pure perte. La nostalgie nous envahit alors. L'appartenance est tout ce qu'il reste à ceux qui n'ont plus rien. Au prix d'admettre la fragmentation comme point de départ, elle peut aussi bien donner lieu à une intensification et une pluralisation *des liens qui nous font*. Fragmentation ne signifie pas alors séparation, mais chatoiement du monde. Avec le recul, c'est plutôt le processus d'«intégration à la société» qui se révèle avoir été une lente déperdition d'être, une séparation continuée, un glissement vers toujours plus de vulnérabilité, et d'une vulnérabilité toujours plus maquillée. La ZAD de Notre-Dame-des-Landes illustre ce que peut signifier le processus de fragmentation du territoire. Pour un État territorial aussi ancien que l'État français, qu'une portion de terre s'arrache au continuum national pour entrer en sécession et s'y installer durablement, prouve amplement que celui-ci n'existe plus sur le même mode que par le passé. Une telle chose eût été inimaginable sous de Gaulle, Clemenceau ou Napoléon. À l'époque, on aurait envoyé l'infanterie trancher

Maintenant

la question. Maintenant, on nomme une opération « César », et l'on bat en retraite face à une guérilla des bocages. Qu'aux abords de la zone, des bus du Front national puissent être attaqués sur une quatre voies façon « assaut de la diligence » à peu près comme une voiture de police postée à un carrefour de banlieue pour surveiller une caméra qui surveille « les dealers » se fait incendier au cocktail Molotov, indique que c'est en effet un peu devenu le Far West dans ce pays. Le processus de fragmentation du territoire national, à Notre-Dame-des-Landes, loin de constituer un détachement du monde, n'a fait que multiplier les circulations les plus inattendues, les plus planétaires comme les plus voisines. Au point de se dire que la meilleure preuve que les extra-terrestres n'existent pas, c'est qu'ils n'ont pas pris contact avec la ZAD. À son tour, l'arrachement de ce morceau de terre induit sa propre fragmentation intérieure, sa fractalisation, la multiplication des mondes en son sein, et donc des territoires qui y coexistent et s'y superposent. De nouvelles réalités collectives, de nouvelles constructions, de nouvelles rencontres, de nouvelles pensées, de nouveaux usages, des nouveaux venus en tous sens, avec les confrontations nécessairement induites par le frottement entre les mondes et les façons d'être. Et de là, une intensification considérable de la vie, un approfondissement des perceptions, une prolifération d'amitiés,

d'inimitiés, d'expériences, d'horizons, d'histoires, de contacts, de distances – et une grande finesse stratégique. Avec la fragmentation sans fin du monde s'accroît aussi vertigineusement l'enrichissement qualitatif de la vie, la profusion des formes, pour peu que l'on s'attache à la promesse de communisme qu'elle contient.

Il y a dans la fragmentation quelque chose qui pointe vers ce que nous appelons « communisme » : c'est le retour sur terre, la ruine de toute mise en équivalence, la restitution à elles-mêmes de toutes les singularités, l'échec fait à la subsomption, à l'abstraction, le fait que moments, lieux, choses, êtres et animaux acquièrent tous un nom propre – *leur* nom propre. Toute création naît d'une déchirure d'avec le tout. Comme le montre l'embryologie, chaque individu est la possibilité d'une espèce nouvelle dès lors qu'il fait siennes les données de ce qui l'entoure immédiatement. Si la Terre est si riche en milieux naturels, c'est en vertu de sa complète absence d'uniformité. Réaliser la promesse de communisme contenue dans la fragmentation du monde demande un geste, un geste à refaire interminablement, un geste qui est la vie même : celui de *livrer des passages* entre les fragments, de les mettre en *contact*, d'en organiser la rencontre, de frayer les chemins qui mènent d'un bout de monde ami à un autre sans passer en terre hostile, celui d'établir le *bon art des distances* entre les mondes.

Maintenant

Que la fragmentation du monde désoriente et désarçonne toutes les certitudes héritées, qu'elle défie toutes nos catégories politiques et existentielles, qu'elle dérobe le sol en dessous de la tradition révolutionnaire elle-même, voilà qui est certain : elle nous met au défi. Souvenons-nous de ce que Tosquelles racontait à François Pain à propos de la guerre civile espagnole. Certains, alors, étaient miliciens ; Tosquelles était psychiatre. Il constatait que les malades tendaient à se faire rares parce que la guerre, en rompant la trame du mensonge social, soignait les psychotiques plus sûrement que l'asile. Il disait : « La guerre civile est en rapport avec la non-homogénéité du Moi. Chacun de nous est fait de morceaux contre-apposés avec des unions paradoxales et des désunions à l'intérieur de chacun de nous. La personnalité n'est pas faite d'un bloc. Sinon, ce serait une statue. Il faut prendre acte d'une chose paradoxale : la guerre ne produit pas de malades nouveaux, au contraire. Il y a beaucoup moins de névroses pendant la guerre que dans la vie civile, et même il y a des psychoses qui guérissent. » Voilà le paradoxe : la contrainte à l'unité nous défait, le mensonge de la vie sociale nous psychotise et c'est embrasser la fragmentation qui nous fait retrouver une présence sereine au monde. Il y a un certain point de l'esprit où ce fait cesse d'être perçu contradictoirement. C'est là que nous nous plaçons.

Contre la possibilité du communisme, contre toute possibilité de bonheur, se dresse une hydre à deux têtes. Sur la scène publique, elles affectent d'être chacune l'ennemie jurée de l'autre. D'un côté, il y a le programme de restauration fascisante de l'unité, de l'autre il y a la puissance mondiale des marchands d'infrastructure – Google autant que Vinci, Amazon que Veolia. Ceux qui croient que c'est ou bien l'une ou bien l'autre, *auront les deux*. Car les grands bâtisseurs d'infrastructure ont les moyens de ce dont les fascistes n'ont que le discours folklorique. Pour ceux-là, la crise des unités anciennes est d'abord l'opportunité d'une unification nouvelle. Il y a dans le chaos contemporain, dans l'effritement des institutions, dans la mort de la politique, un marché parfaitement rentable pour les puissances infrastructurelles et pour les géants de l'internet. Un monde parfaitement fragmenté reste tout à fait gérable cybernétiquement. Un monde éclaté est même la condition de la toute-puissance de ceux qui en gèrent les voies de communication. Le programme de ces puissances, c'est de déployer derrière les façades craquelées des vieilles hégémonies une nouvelle forme d'unité, purement opérationnelle, qui ne s'embarrasse pas de la pesante production d'un sentiment d'appartenance toujours vacillant, mais opère directement à même « le réel », en le reconfigurant. Une forme d'unité sans limites et sans

Maintenant

prétentions, qui entend bâtir sous la fragmentation absolue l'ordre absolu. Un ordre qui ne prétend jamais fabriquer une nouvelle appartenance fantasmatique, mais se contente de fournir, par ses réseaux, ses serveurs, ses autoroutes, une matérialité qui s'impose à tous inquestionnablement. Plus d'autre unité que l'uniformisation des interfaces, des villes, des paysages ; plus d'autre continuité que celle de l'information. L'hypothèse de la Silicon Valley et des grands marchands d'infrastructure, c'est qu'il n'y a plus besoin de se fatiguer à mettre en scène une unité de façade : l'unité, ils entendent la *faire* à même le monde, incorporée dans ses réseaux, coulée dans son béton. Évidemment que nous ne nous sentons pas appartenir à une « humanité Google » ; mais cela va très bien à Google tant que toutes nos données lui appartiennent. Dans le fond, pour peu que nous acceptions d'être réduits au triste rang d'« utilisateurs », nous appartenons tous au *cloud*, qui n'a aucun besoin de le proclamer. Autrement dit : la fragmentation seule ne nous prémunit pas contre une tentative de réunifier le monde par les « gouvernants de demain » : elle en est même pour eux la condition et la texture idéale. De leur point de vue, la fragmentation symbolique du monde ouvre l'espace de son unification concrète ; la ségrégation ne s'oppose pas à la mise en réseau, elle lui donne au contraire sa raison d'être.

La condition du règne des GAFA (Google, Apple, Facebook, Amazon), *c'est que les êtres, les lieux, les fragments de monde restent sans contact réel*. Là où les GAFA prétendent «mettre en lien le monde entier», ce qu'ils font, c'est au contraire travailler à l'isolement réel de chacun. C'est immobiliser les corps. C'est tenir chacun reclus dans sa bulle signifiante. Le coup de force du pouvoir cybernétique, c'est de procurer à chacun le sentiment d'avoir accès au monde entier quand il en est en réalité de plus en plus séparé, d'avoir de plus en plus d'«amis» quand il est de plus en plus autiste. La foule sérielle des transports en commun a toujours été une foule solitaire, mais chacun ne transportait pas avec lui sa bulle personnelle comme depuis que sont apparus les smartphones. Une bulle qui immunise contre tout contact, en plus de constituer un mouchard absolu. Cette séparation *voulue* par la cybernétique pousse de manière non fortuite dans le sens de la constitution de chaque fragment en petite entité paranoïaque, dans le sens d'un processus de dérive des continents existentiels où l'étrangeté qui règne déjà entre individus dans cette «société» se collectivise féroce­ment en mille petits agrégats en délire. Contre cela, il y a à sortir de chez soi, aller à la rencontre, prendre la route, travailler à la liaison conflictuelle, prudente ou heureuse, entre les bouts de monde. Il y a à s'organiser. S'organiser véritablement n'a jamais été autre chose que s'aimer.



À mort la politique

Si la politique n'était que celle des «hommes politiques», il suffirait de couper la télé et la radio pour ne plus en entendre parler. Mais il se trouve que la France, qui n'est que pour la galerie le «pays-des-droits-de-l'homme», est en revanche bel et bien le *pays du pouvoir*. Tous les rapports *sociaux*, en France, sont des rapports de pouvoir – et qu'est-ce qui n'y a pas été socialisé ? Si bien que de la politique, dans ce pays, il y en a à tous les étages. Dans les associations et les collectifs. Dans les villages et dans les entreprises. Dans les milieux, tous les milieux. Partout ça manœuvre, ça opère, ça cherche à se faire apprécier, ça ne parle pas franchement, parce que ça *craint*. La politique, en France, c'est une maladie culturelle. Dès que des gens se mettent ensemble, quel que soit l'enjeu, quel que soit l'objet et que ça dure un peu, ça se structure en une petite société de cour, et il y en a toujours un pour se prendre pour le roi Soleil. Ceux qui reprochent à Foucault d'avoir développé une ontologie du pouvoir un peu étouffante où la bonté, l'amour du prochain et les vertus chrétiennes trouvent difficilement leur place devraient plutôt lui reprocher d'avoir

Maintenant

excellemment pensé, mais d'avoir peut-être pensé de manière un peu trop française. La France reste ainsi, du sommet de l'État jusque dans les milieux qui professent le plus radicalement sa perte, une *société de cour*. Comme si l'Ancien Régime, comme système de mœurs, n'était jamais mort. Comme si la Révolution française n'avait été qu'une ruse retorse pour maintenir partout, derrière le changement de phraséologie, l'Ancien Régime et le dérober à toute attaque, puisqu'il est censé avoir été aboli. Ceux qui prétendent que c'est une politique locale, «plus proche des territoires et des gens», qui va nous sauver de la décomposition de la politique nationale, ne peuvent défendre une telle insanité qu'en se bouchant le nez, tant il est évident qu'elle n'en est qu'une version moins professionnelle, plus grossière et, pour tout dire, dégénérée. Pour nous, il ne s'agit pas de «faire de la politique autrement», mais de faire autre chose que de la politique. La politique rend vide et avide.

Ce syndrome national n'épargne évidemment pas les milieux militants radicaux. Chaque groupuscule s' imagine gratter quelques parts du marché de la radicalité à ses rivaux les plus proches en les calomniant autant qu'il est possible. À force de lorgner les «parts de gâteau» des autres, il ne tarde pas à moisir, le gâteau, et à sentir la merde. Une militante lucide et en rien résignée livrait récemment ce témoignage sous

pseudo : « Aujourd'hui, je sais que le militantisme désintéressé n'existe pas. Notre éducation, notre scolarité, notre famille, le monde social dans son ensemble font rarement de nous des personnalités épanouies et sereines. Nous sommes chargés de blessures, de questionnements existentiels à résoudre, d'attentes relationnelles, et c'est avec tout ce "bagage intérieur" que nous entrons dans la vie militante. À travers nos luttes, nous sommes tous en recherche "d'autre chose", de gratifications, de reconnaissance, de pouvoir, de relations sociales et amicales, de chaleur humaine, de sens à donner à notre vie. Chez la plupart des militants, cette recherche de gratifications reste assez discrète, elle ne prend pas toute la place. Chez certaines personnes, il faut bien le dire, elle prend une place disproportionnée. On a tous en tête des exemples de militants monopolisant sans cesse la parole ou voulant tout contrôler, d'autres se mettant en scène ou jouant en permanence sur le registre affectif, d'autres encore particulièrement susceptibles, très agressifs ou péremptoirs dans leurs manières de s'exprimer... À eux seuls, ces problèmes de reconnaissance, de gratifications ou de pouvoir me semblent expliquer la majorité des conflits dans les groupes contestataires. [...] À mes yeux, de nombreux conflits apparemment politiques masquent des conflits d'ego et de personnes. C'est mon hypothèse, elle n'est pas forcément juste. Mais à travers

Maintenant

mes expériences, j'ai le profond sentiment qu'il se joue dans les réunions, dans les mobilisations, dans les organisations contestataires, "autre chose" que la lutte proprement dite, un véritable théâtre humain avec ses comédies, ses tragédies, ses marivaudages, qui trop souvent font passer au second plan les objectifs politiques censés nous rassembler. » Ce pays, c'est un crève-cœur pour les âmes sincères.

Nuit debout, à Paris, a été plein de choses. Ce fut un point de ralliement et un point de départ pour toutes sortes d'actions d'éclat. Ce fut le lieu de belles rencontres, de toutes sortes de conversations informelles, de retrouvailles après les manifestations. En offrant une continuité entre les dates de manif saute-mouton qu'affectionnent tant les centrales syndicales, Nuit debout a permis au conflit déclenché par la loi Travail d'être tout autre chose, et bien plus, qu'un classique « mouvement social ». Nuit debout a permis de déjouer la banale opération gouvernementale consistant à réduire ses opposants à l'impuissance en les opposant entre eux, entre « violents » et « non-violents ». Bien que rebaptisée « place de la Commune », la place de la République n'a pu déployer le moindre embryon de ce qu'il y eut de Commune dans le mouvement des places en Espagne ou en Grèce, sans parler de la place Tahrir, simplement parce que nous n'avions pas la

force d'imposer à la police l'occupation effective de la place. Mais s'il y eut dès le départ un vice foncier de Nuit debout, ce fut, sous prétexte de déborder la politique classique, d'en reproduire et d'en mettre en scène l'axiome principal selon lequel la politique est une sphère particulière, distincte de «la vie», une activité qui consiste à discourir, débattre et voter. Si bien que Nuit debout s'apparenta finalement à un parlement imaginaire, une sorte d'organe législatif privé d'exécutif, et donc à une manifestation publique d'impuissance bien faite pour rassurer médias et gouvernants. Une participante résume ce qui s'est passé, ou plutôt ce qui *ne s'est pas passé*, à Nuit debout : «la seule position commune, peut-être, est le désir d'une discussion infinie.[...] Le non-dit et le flou ont toujours été privilégiés au détriment de la prise de position, forcément discriminante, donc supposée non-inclusive». Un autre tire le bilan suivant : «Une succession de prises de parole limitées à deux minutes et jamais suivies de discussion ne pouvait que finir par lasser. Une fois passée la surprise de voir tant de gens se passionner pour leurs propres désirs d'expression, l'absence de tout enjeu devait vider ces rencontres de leur sens même. [...] Nous étions ici pour nous retrouver ; la règle nous séparait. Nous étions ici pour conjurer la malédiction de nos solitudes respectives ; les assemblées lui donnaient au contraire une visibilité éclatante.

Maintenant

L'Assemblée devait être pour moi le lieu où le collectif s'éprouve, se ressent, se tâte, se cherche et, finalement, ne serait-ce que ponctuellement, se déclare. Mais pour cela, il fallait qu'il y eût effectivement des *discussions*. Or nous ne *nous* parlions pas ; nous parlions les uns après les autres. Le pire de ce que nous cherchions à conjurer sur la Place s'y déployait dans l'incompréhension générale : l'impuissance collective qui confond le spectacle des solitudes assemblées avec l'invention d'un collectif actif. [...] Une conjuration de blocages eut finalement raison de ma patience. La référente de notre commission, sans doute dépourvue de toute malveillance intentionnelle, avait un don tout à fait particulier pour décourager avec toutes sortes d'arguties logistiques et procédurales la moindre tentative pour réintroduire un peu d'enjeu dans le fonctionnement des assemblées. » Et pour finir : « Comme beaucoup, j'ai eu parfois le sentiment qu'il y avait une sorte de structure de pouvoir opaque qui donnait les grandes orientations du mouvement [...], [qu'il y avait] un autre étage de décision que celui des assemblées ordinaires. » La micro-bureaucratie qui tenait Nuit debout à Paris, et qui était littéralement une *bureaucratie du micro*, était prise dans cette situation inconfortable qu'elle ne pouvait dérouler ses stratégies verticales qu'embusquée derrière le *spectacle de l'horizontalité* donné chaque jour à 18 heures par l'assemblée

souveraine du vide qui se tenait là, avec ses figurants changeants. C'est pourquoi, au fond, ce qui s'y disait était indifférent, et d'abord à ses organisateurs mêmes. Leurs ambitions et stratégies se déployaient ailleurs que sur la place, et dans un langage dont le cynisme ne peut se donner libre cours qu'à la terrasse des cafés branchés, au dernier stade de l'ivresse, entre affidés. Nuit debout a exemplairement démontré comment la « démocratie participative », l'« intelligence collective », l'« horizontalité » et l'hyperperformisme pouvaient fonctionner comme moyens de contrôle et méthode de sabotage. Cela pourrait sembler désespérant, mais Nuit debout a, à peu près partout en France, illustré ligne à ligne ce qui était dit du « mouvement des places » dans *A nos amis*, et qui fut jugé si scandaleux par bien des militants au moment de sa parution. À tel point que, depuis l'été 2016, chaque fois qu'une assemblée commence à tourner en rond, que plus rien ne s'y dit qu'un chapelet décousu de monologues gauchistes, il y a presque toujours quelqu'un pour s'écrier : « Ah non, pas Nuit debout ! » C'est là l'immense mérite qu'il faut reconnaître à Nuit debout : avoir fait de la misère de l'assemblée non plus une certitude théorique, mais une expérience vécue en commun. Mais il y a manifestement dans le fantasme de l'assemblée et de la prise de décision quelque chose qui échappe à tout argument. C'est que ce

Maintenant

fantasme est vissé profondément dans la vie, et non à la surface des « convictions politiques ». Au fond, le problème de la décision politique ne fait que redoubler et déplacer à une échelle collective ce qui est déjà, chez l'individu, une illusion : la croyance que nos actions, nos pensées, nos gestes, nos mots et nos conduites résulteraient de décisions émanant d'une entité centrale, consciente et souveraine – le Moi. Le fantasme de la « souveraineté de l'Assemblée » ne fait que répéter au plan collectif l'illusoire souveraineté du Moi. Quand on sait tout ce que la monarchie doit à l'élaboration de la notion de « souveraineté », on en vient parfois à se demander si le mythe du Moi n'est pas simplement la théorie du sujet qu'a imposée la royauté partout où elle a prévalu en pratique. Pour que le roi puisse trôner au milieu du pays, il faut bien que le Moi trône au milieu du monde. On comprend mieux, dès lors, d'où provient l'invraisemblable narcissisme des assemblées générales de Nuit debout, et qui a d'ailleurs fini par les tuer, en en faisant le lieu, intervention après intervention, d'explosions à répétition de narcissisme individuel, c'est-à-dire d'impuissance.

D'attentat « terroriste » en crash de la German Wings, on a oublié que le premier « tueur de masse » du nouveau siècle, celui de Nanterre en 2002, Richard Durn, était littéralement un

dégoûté de la politique. Il était passé par le PS avant de rejoindre Les Verts. Il était militant à la Ligue des droits de l'homme. Il avait fait le déplacement « altermondialiste » de Gênes en juillet 2001. Pour finir, il a pris un Glock et, le 27 mars 2002, il a fait feu sur le conseil municipal de Nanterre, il a tué huit élus et en a blessé dix-neuf autres. Dans son journal intime, il écrivait : « J'en ai marre d'avoir dans la tête toujours cette phrase qui revient perpétuellement : "Je n'ai pas vécu, je n'ai rien vécu à 30 ans." [...] Pourquoi continuer à faire semblant de vivre ? Je peux juste pendant quelques instants me sentir vivre en tuant. » Dylan Klebold, l'un des deux conjurés de Columbine Highschool, confiait à ses carnets : « Les nuls se débrouillent, les enculés sont partout, les dieux sont décevants. [...] De plus en plus distant... Voilà ce qui m'arrive. À moi et à tous ces zombies qui s'imaginent réels... Juste des images, rien à voir avec la vie. [...] Les zombies et leur société se liguent pour détruire ce qui est supérieur et ce qu'ils ne comprennent pas et ce dont ils ont peur. » Voilà des gens qui se sont manifestement *vengés* afin de ne plus mariner dans le ressentiment. Ils ont semé la mort parce qu'ils ne voyaient la vie nulle part. À ce point, il est devenu impossible de soutenir que l'existentiel relèverait de la vie privée. Chaque nouvel attentat nous le rappelle : l'existentiel a une puissance de déflagration politique. Voilà le grand mensonge,

Maintenant

et le grand désastre de la politique : poser la politique d'un côté et de l'autre la vie, d'un côté ce qui se dit mais qui n'est pas réel et de l'autre ce qui est vécu mais ne peut plus se dire. Il y a les discours du Premier ministre et, depuis un siècle maintenant, les croustillants ragots du *Canard enchaîné*. Il y a les tirades du grand militant et la façon dont il traite ses semblables, avec qui il s'autorise à se conduire de manière d'autant plus sordide qu'il se tient pour politiquement irréprochable. Il y a la sphère du dicible et la vie aphone, orpheline, mutilée. Et qui se met à crier parce qu'il ne sert plus à rien de parler. L'enfer est proprement le lieu où toute parole est rendue à l'insignifiance. Ce que l'on appelle « débat », de nos jours, n'est que le meurtre civilisé de la parole. La politique officielle est à ce point devenue cette sphère répugnante de la manigance que les seuls événements qui se produisent encore dans cette sphère-là se ramènent à l'expression paradoxale de la plus parfaite hostilité à son endroit. Si Donald Trump est effectivement une figure de la haine, c'est qu'il est d'abord une figure de la haine *de la politique*. Et c'est cette haine qui l'a porté au pouvoir. C'est la politique dans sa totalité qui fait le jeu du Front national, et pas les « casseurs » ni les émeutiers de banlieue.

Ce que médias, militants encartés et gouvernements ne peuvent pas pardonner aux soi-disant

« casseurs » et autres « black blocs », c'est : 1 – de manifester que l'impuissance n'est pas une fatalité, ce qui constitue une insulte vivante pour tous ceux qui se contentent de ronchonner et préfèrent voir dans les émeutiers, contre toute évidence, des agents infiltrés « payés par les banques pour aider le gouvernement » ; 2 – de montrer que l'on peut agir politiquement sans faire de la politique, depuis n'importe quel point de la vie et au prix d'un peu de courage. Ce que le « casseur » démontre en actes, c'est que l'agir politique n'est pas une question de discours, mais de *gestes* ; et cela, il l'atteste jusque dans les mots qu'il laisse à la bombe sur les murs des villes.

« Politique » n'aurait jamais dû devenir un nom. Ça aurait dû rester un adjectif. Un attribut, et non une substance. Il y a des conflits, il y a des rencontres, il y a des actions, il y a des prises de parole qui sont « politiques », parce qu'ils se dressent décisivement dans une situation donnée contre quelque chose, parce qu'ils portent une affirmation quant au monde qu'ils désirent. Politique est ce qui surgit, ce qui fait événement, ce qui fait brèche dans le cours réglé du désastre. Ce qui suscite polarisation, partage, prise de parti. Mais il n'y a rien de tel que « la politique ». Il n'y a pas de domaine propre qui rassemblerait tous ces événements, tous ces surgissements

Maintenant

indépendamment du lieu et du moment où ils surviennent. Il n'y a pas de sphère particulière où il serait question des affaires de tous. Il n'y a pas de sphère séparée de ce qui est général. Il suffit de formuler la chose pour flairer l'arnaque. Est politique tout ce qui a trait à la rencontre, au frottement ou au conflit entre formes de vie, entre régimes de perception, entre sensibilités, entre mondes *dès lors que ce contact atteint un certain seuil d'intensité*. Le franchissement de ce seuil se signale immédiatement par ses effets : des lignes de front se tracent, des amitiés et des inimitiés s'affirment, la surface uniforme du social se craquelle, il y a morcellement de ce qui était faussement uni et communications souterraines entre les différents fragments qui naissent de là.

Ce qui s'est passé au printemps 2016 en France n'était pas un mouvement social, mais un conflit politique, au même titre que 1968. Cela se repère à ses effets, aux irréversibilités qu'il a produites, aux vies qu'il a fait bifurquer, aux désertions qu'il a déterminées, à la sensibilité commune qui s'affirme depuis lors dans toute une partie de la jeunesse, et au-delà. Une génération pourrait bel et bien se rendre ingouvernable. Ces effets, c'est jusque dans les rangs du PS qu'ils se font sentir, à la rupture entre les fractions qui se sont polarisées à ce moment-là, à la déchirure qui

le condamne à terme à l'implosion. Les mouvements sociaux ont un cadre, une liturgie, un cérémonial, qui définissent comme débordements tout ce qui en sort. Or ce conflit non seulement n'a cessé de déborder tous les cadres, qu'ils soient politiques, syndicaux ou policiers, mais il n'a au fond été qu'*une suite ininterrompue de débordements*. Une suite ininterrompue de débordements, après quoi n'ont cessé de courir sans espoir toutes les vieilles formes décaties de la politique. Le premier appel à manifester le 9 mars 2016 était un débordement des syndicats par des youtubeurs, les premiers n'ayant eu d'autre choix que de *suiivre* les seconds s'ils voulaient conserver quelque raison d'être. Les manifestations qui se sont succédées à partir de là ont vu un constant débordement des cortèges par les «jeunes» désormais positionnés en tête. L'initiative de Nuit debout était elle-même un débordement de tout cadre de mobilisation reconnu. Les départs en manifestation sauvage depuis la place de la République, tel l'apéro chez Valls, furent à leur tour un débordement de Nuit debout. Et ainsi de suite. L'unique «revendication du mouvement» – l'abrogation de la loi El Khomri – n'en était pas une, tant elle ne laissait place à aucun aménagement, à aucun «dialogue». Dans son caractère entièrement négatif, elle signifiait seulement le refus de continuer à être gouverné ainsi, et pour certains

Maintenant

le refus d'être gouverné *tout court*. Nul, ici, ni du gouvernement ni des manifestants n'était prêt à la moindre négociation. Au bon temps de la dialectique et du social, le conflit était encore un moment du dialogue. Mais les simulacres de dialogues, ici, ne furent que de simples manœuvres : il s'agissait pour la bureaucratie étatique comme syndicale de marginaliser le parti éternellement absent de toutes les tables de négociations – le parti de la rue qui, alors, était tout. Ce fut un choc frontal entre deux forces – gouvernement contre manifestants –, entre deux mondes et deux *idées* du monde : un monde de crevards où trônent quelques crevards en chef, et un monde fait de beaucoup de mondes, où l'on respire, où l'on danse et où l'on vit. Le mot d'ordre « Le monde ou rien » a d'emblée posé ce dont il était question en réalité : la loi Travail n'a jamais formé le terrain de la lutte, mais son *détonateur*. Il ne pouvait pas y avoir de réconciliation finale. Il ne pouvait y avoir qu'un vainqueur provisoire, et un vaincu ivre de vengeance.

Ce qui vient au jour dans tout surgissement politique, c'est l'irréductible pluralité humaine, l'in-submersible hétérogénéité des façons d'être et de faire – l'impossibilité de la moindre totalisation. Dans toute civilisation animée d'une pulsion vers l'Un, cela sera toujours un scandale. Il n'y a pas de mots ni de langage proprement *politiques*. Il

n'y a qu'un usage politique du langage en situation, face à une adversité déterminée. Qu'une pierre soit projetée sur un CRS n'en fait pas une « pierre politique ». Il n'y a pas non plus d'entités politiques – telles que la France, un parti ou un homme. Ce qui est politique en elles, c'est la conflictualité interne qui les travaille, c'est la tension entre les composantes antagonistes qui les constituent au moment où vole en éclats la belle image de leur unité. Il nous faut abandonner l'idée qu'il n'y a politique que là où il y a vision, programme, projet et perspective, là où il y a finalité, décisions à prendre et problèmes à résoudre. Il n'y a de véritablement politique que ce qui surgit de la vie et fait d'elle une réalité déterminée, orientée. Et cela naît du proche et non de la projection vers le lointain. Le proche ne veut pas dire le restreint, le borné, l'étroit, le local. Cela veut plutôt dire l'accordé, le vibrant, l'adéquat, le présent, le sensible, le lumineux et le familier – le préhensible et compréhensible. Ce n'est pas une notion spatiale, mais éthique. La distance géographique est inapte à nous éloigner de ce dont nous nous sentons proches. Être voisins, à l'inverse, ne rapproche pas toujours. C'est seulement *au contact* que se découvrent l'ami et l'ennemi. Une situation politique ne procède pas d'une décision, mais du choc ou de la rencontre de plusieurs décisions. Qui part du proche ne renonce pas au lointain, il se donne juste une

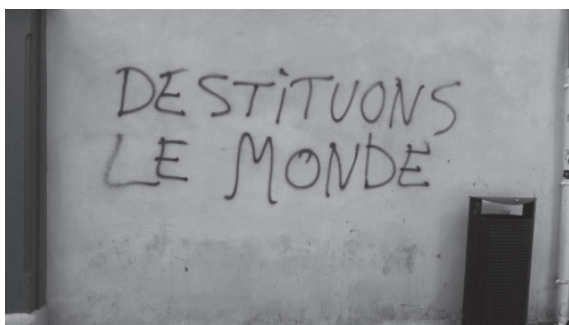
Maintenant

chance d'y arriver. Car c'est toujours depuis l'ici et maintenant que se donne le lointain. C'est toujours *ici* que le lointain nous touche et que nous nous en soucions. Et ce quelle que soit la puissance d'arrachement des images, de la cybernétique et du social.

Une force politique véritable ne peut se construire que de proche en proche et de moment en moment, et non par la simple énonciation de finalités. D'ailleurs, fixer des fins, c'est encore un moyen. On n'en use qu'en situation. Même un marathon ne se court que pas à pas. Cette façon de situer ce qui est politique dans le proche, qui n'est pas le domestique, est l'apport le plus précieux d'un certain féminisme. En son temps, il mit en crise l'idéologie de partis gauchistes entiers, et qui étaient armés. Que des féministes aient par la suite contribué à éloigner à nouveau le proche, le «quotidien», en l'idéologisant, en le politisant extérieurement, discursivement, voilà qui constitue la part de l'héritage féministe que l'on peut bien décliner. Et certes, tout dans ce monde est fait pour nous distraire de ce qui est là, tout proche. Le "quotidien" est par prédisposition le lieu qu'une certaine ankylose voudrait préserver des conflits et des affects trop intenses. C'est justement cette lâcheté-là qui laisse tout filer et finit par rendre le quotidien si poisseux et les relations si gluantes. Si nous étions plus

À mort la politique

sereins, plus sûrs de nous, si nous redoutions moins le conflit et ce qu'une rencontre vient bouleverser, certainement leurs conséquences seraient-elles moins fâcheuses. Et même peut-être pas fâcheuses du tout.



Destituons le monde

80 % des Français ont beau déclarer ne plus rien attendre des politiques, ils n'en sont pas moins 80 % à faire confiance à l'État et à ses institutions. Aucun scandale, aucune évidence, aucune expérience personnelle ne parvient à entamer sérieusement, dans ce pays, le respect dû à l'institution. Ce sont toujours les hommes qui l'incarnent qui sont à blâmer. Il y a eu bavure, abus, défaillance exceptionnelle. Les institutions, semblables en cela à l'idéologie, sont à l'abri du démenti des faits, même permanent. Il a suffi que le Front national promette de restaurer les institutions pour, d'inquiétant, devenir rassurant. Rien d'étonnant à cela. Le réel a quelque chose d'intrinsèquement chaotique que les humains ont besoin de stabiliser en lui imposant une lisibilité et, par là, une prévisibilité. Et ce que procure toute institution, c'est justement une lisibilité *arrêtée* du réel, une stabilisation *ultime* des phénomènes. Si l'institution nous arrange tant, c'est que la sorte de lisibilité qu'elle garantit nous épargne surtout, à nous, à chacun d'entre nous, d'*affirmer* quoi que ce soit, de risquer notre lecture singulière de la vie et des choses, de produire

Maintenant

ensemble une intelligibilité du monde qui nous soit propre et commune. Le problème, c'est que renoncer à faire cela, c'est simplement *renoncer à exister*. C'est démissionner devant la vie. En réalité, ce dont nous avons besoin, ce n'est pas d'institutions, mais de *formes*. Or il se trouve que la vie, qu'elle soit biologique, singulière ou collective, est justement création continue de formes. Il suffit de les percevoir, d'accepter de les laisser naître, de leur faire une place et d'accompagner leur métamorphose. Une habitude est une forme. Une pensée est une forme. Une amitié est une forme. Une œuvre est une forme. Un métier est une forme. Tout ce qui vit n'est que formes et interactions de formes.

Seulement voilà, nous sommes en France, le pays où même la Révolution est devenue une institution, et qui a exporté cette équivoque aux quatre coins du monde. Il y a une passion *spécifiquement française* de l'institution à laquelle nous devons régler son compte si nous voulons pouvoir un jour reparler de révolution, sinon en faire une. Ici, la plus libertaire des psychothérapies a jugé bon de se qualifier d'«institutionnelle», la plus critique des sociologies s'est donné le nom d'«analyse institutionnelle». Si le principe nous vient de la Rome antique, *l'affect* qui l'accompagne est de provenance nettement chrétienne. La passion française de l'institution est le symptôme flagrant de la durable imprégnation chrétienne d'un pays qui s'en croit délivré. D'autant plus

durable, au reste, qu'il s'en croit délivré. Il ne faut jamais oublier que le premier penseur moderne de l'institution est ce *taré* de Calvin, ce modèle de tous les contempteurs de la vie, et qu'il est né en Picardie. La passion française de l'institution provient d'une défiance proprement chrétienne envers la vie. La grande malice de l'idée d'institution est de prétendre qu'elle nous affranchirait du règne des passions, des aléas incontrôlables de l'existence, qu'elle serait un au-delà des passions quand elle n'est que l'une d'elles, et certainement l'une des plus morbides. L'institution se veut un *remède aux hommes*, à qui on ne peut décidément pas faire confiance, peuple ou dirigeant, voisin, frère ou inconnu. Ce qui la gouverne, c'est toujours la même fadaise de l'humanité pécheresse, sujette au désir, à l'égoïsme, à la concupiscence, qui doit se garder d'aimer quoi que ce soit en ce monde et de céder à ses penchants tous uniformément vicieux. Ce n'est pas de sa faute si un économiste tel que Frédéric Lordon ne peut se figurer une révolution qui ne soit une nouvelle institution. Car c'est toute la science économique, et pas seulement son courant «institutionnaliste», qui se ramène en dernier ressort à du saint Augustin. Au travers de son nom et de son langage, ce que promet l'institution, c'est qu'une chose, en ce bas monde, aura transcendé le temps, se sera soustrait au cours imprévisible du devenir, aura établi un peu d'éternité palpable, un sens univoque, affranchi des liens humains et

Maintenant

des situations – une stabilisation du réel définitive comme la mort.

C'est tout ce mirage qui s'évanouit quand éclate une révolution. Soudainement ce qui semblait éternel s'effondre dans le temps comme dans un puits sans fond. Ce qui semblait plonger ses racines dans le cœur des hommes s'avère n'être qu'une fable bonne pour les gogos. Les palais se vident et l'on découvre dans les papiers du souverain laissés en désordre que lui-même n'y croyait plus, s'il y avait jamais cru. Car derrière la façade de l'institution, ce qui se trame est toujours autre chose que ce qu'elle prétend être, c'est même précisément ce dont elle prétendait avoir délivré le monde : la très humaine comédie de la coexistence de réseaux, de fidélités, de clans, d'intérêts, de lignées, de dynasties même, une logique de lutte acharnée pour des territoires, des moyens, des titres misérables, de l'influence, des histoires de cul et de cornecul, de vieilles amitiés et des haines recuites. Toute institution est, dans sa régularité même, le résultat d'un intense bricolage et, en tant qu'institution, du *déni de ce bricolage*. Sa prétendue fixité masque un appétit glouton d'absorber, de contrôler, d'institutionnaliser tout ce qui est à sa marge et recèle un peu de vie. Le véritable modèle de toute institution est universellement l'Église. De même que l'Église n'a manifestement pas pour but de mener le troupeau humain au salut divin, mais de faire *son propre salut* dans le temps, la fonction alléguée d'une institution n'est que *prétexte*

à son existence. Dans toute institution, c'est la *Légende du Grand Inquisiteur* qui se rejoue à l'année. Son but véritable est platement de persister. Inutile de préciser ce qu'il faut broyer d'âmes et de corps pour parvenir à ce résultat, et jusque dans sa propre hiérarchie. On n'en devient pas chef sans être, au fond, le plus broyé – le roi des broyés. Réduire la délinquance, « défendre la société », ne sont que le prétexte de l'institution pénitentiaire. Si, depuis les siècles qu'elle existe, elle n'y est jamais parvenue, bien au contraire, et qu'elle demeure pourtant, c'est que son but est autre : c'est de continuer à exister et de croître si possible, et pour cela de veiller sur le vivier de la délinquance et gérer les illégalismes. Le but de l'institution médicale n'est pas de se soucier de la santé des gens, mais de produire les patients qui justifient son existence et la définition de la santé correspondante. Rien de neuf, de ce côté-là, depuis Ivan Illich et sa *Némésis médicale*. Ce n'est pas l'échec des institutions de santé que nous ayons fini par vivre dans un monde de part en part toxique et qui rend tout le monde malade. C'est au contraire son triomphe. L'échec apparent des institutions est, bien souvent, leur fonction réelle. Si l'école dégoûte les enfants d'apprendre, ce n'est pas fortuitement : c'est que des enfants ayant le goût d'apprendre la rendraient presque inutile. Idem pour les syndicats, dont le but n'est manifestement pas l'émancipation des travailleurs, mais plutôt la perpétuation de leur condition. Que pourraient bien faire de leur vie les

Maintenant

bureaucrates de la centrale si les travailleurs avaient la mauvaise idée de se libérer véritablement ? Il y a bien entendu dans toute institution des gens sincères qui croient vraiment qu'ils sont là pour accomplir leur mission. Mais ce n'est pas un hasard si ceux-là se voient systématiquement mettre des bâtons dans les roues, sont systématiquement tenus à l'écart, punis, brimés, bientôt ostracisés, avec la complicité de tous les « réalistes » qui se taisent. Ces victimes de choix de l'institution ont du mal à comprendre son double langage, et ce qu'elle leur demande en vérité. Leur destin est d'y être traitées en trouble-fêtes, en révoltés, et à s'en étonner éternellement.

Contre la moindre possibilité révolutionnaire en France, on trouvera toujours l'institution du Moi et le Moi de l'institution. Dans la mesure où « être quelqu'un » socialement se ramène toujours, en dernier ressort, à la reconnaissance de, à l'allégeance à quelque institution, dans la mesure où réussir, c'est se conformer au reflet que l'on vous tend dans le palais des glaces du jeu social, l'institution tient chacun par le Moi. Tout cela ne pourrait durer, serait bien trop figé, trop peu dynamique, si l'institution n'avait à cœur de compenser sa rigidité par une attention constante aux mouvements qui la bousculent. Il y a une dialectique perverse entre institution et mouvements, qui témoigne de son instinct de survie acharné. Une réalité aussi ancienne, massive, hiératique, inscrite dans les corps et les

esprits de ses sujets depuis des centaines d'années que l'État français n'aurait pu durer si longtemps s'il n'avait su tolérer, observer et récupérer pas à pas critiques et révolutionnaires. Le rituel carnavalesque des mouvements sociaux y fonctionne comme une soupape de sécurité, comme un instrument de gestion du social autant que de renouvellement de l'institution. Ils lui apportent la souplesse, la chair fraîche, le sang neuf qui lui font si cruellement défaut. Génération après génération, dans sa grande sagesse, l'État a su coopter ceux qui se révélaient disposés à se laisser acheter, et écraser ceux qui jouaient les irréductibles. Ce n'est pas pour rien que tant d'anciens meneurs de mouvements étudiants ont si naturellement accédé à des postes ministériels. Voilà des gens qui ne peuvent qu'avoir le sens de l'État, c'est-à-dire le sens de l'institution comme masque.

Briser le cercle qui fait de sa contestation l'aliment de ce qui domine, marquer une rupture dans la fatalité qui condamne les révolutions à reproduire ce qu'elles chassent, rompre la cage de fer de la contre-révolution, telle est la vocation de la *destitution*. La notion de destitution est nécessaire pour libérer l'imaginaire révolutionnaire de tous les vieux fantasmes constituants qui l'entravent, de tout l'héritage trompeur de la Révolution française. Elle est nécessaire pour trancher au sein de la logique révolutionnaire, pour opérer un partage à l'intérieur même de l'idée d'insurrection. Car il y

Maintenant

a des insurrections constitutantes, celles qui finissent comme ont fini toutes les révolutions à ce jour : en se retournant en leur contraire, celles que l'on fait « au nom de... » – au nom de qui ? le peuple, la classe ouvrière ou Dieu, peu importe. Et il y a des insurrections destituant, comme l'ont été mai 1968, le mai rampant italien et tant de communes insurrectionnelles. En dépit de tout ce qui a pu s'y passer de beau, de vivant, d'inattendu, Nuit debout, comme auparavant le mouvement des places espagnol ou Occupy Wall Street, tenait encore du vieux prurit constituant. Ce qui s'y est spontanément mis en scène n'est autre que la vieille dialectique révolutionnaire qui prétend opposer aux « pouvoirs constitués » le « pouvoir constituant » du peuple envahissant l'espace public. Ce n'est pas pour rien que dans les trois premières semaines de Nuit debout, place de la République, pas moins de trois commissions sont apparues se donnant pour mission de réécrire une Constitution. Ce qui s'est rejoué là, c'est le même débat constitutionnel qui se joue à guichets fermés en France *depuis 1792*. Et il semble qu'on ne s'en lasse pas. C'est un sport national. On n'a même pas besoin de rafraîchir la mise en scène pour le remettre au goût du jour. Il faut dire que l'idée de réforme constitutionnelle présente l'avantage de satisfaire à la fois le désir de tout changer et le désir que rien ne change – ce ne sont finalement que quelques lignes, des modifications symboliques. Tant que l'on débat de mots,

tant que la révolution se formule dans le langage du droit et de la loi, les voies de sa neutralisation sont connues et balisées.

Lorsque des marxistes sincères proclament dans un tract syndical « nous sommes le pouvoir réel ! », c'est toujours la même fiction constituante qui opère, et qui nous éloigne d'une pensée stratégique. L'aura révolutionnaire de cette vieille logique est telle qu'en son nom les pires mystifications arrivent à se faire passer pour des évidences. « Parler de pouvoir constituant, c'est parler de démocratie. » C'est par ce mensonge hilarant que Toni Negri commence son livre sur le sujet, et il n'est pas seul à claironner ce genre d'âneries en dépit du bon sens. Il suffit d'avoir ouvert la *Théorie de la constitution* de Carl Schmitt, qui ne compte pas précisément parmi les grands amis de la démocratie, pour s'aviser du contraire. La fiction du pouvoir constituant convient aussi bien à la monarchie qu'à la dictature. « Au nom du peuple », ce joli slogan présidentiel ne dit rien à personne ? On s'en veut de devoir rappeler que l'abbé Siéyès, l'inventeur de la funeste distinction entre pouvoir constituant et pouvoir constitué, ce tour de passe-passe de génie, n'a jamais été un démocrate. Ne disait-il pas, dans son fameux discours du 7 septembre 1789 : « Les citoyens qui se nomment des représentants renoncent et doivent renoncer à faire eux-mêmes la loi ; ils n'ont pas de volonté particulière à imposer. S'ils dictaient des volontés, la France ne serait plus cet État

Maintenant

représentatif; ce serait un État démocratique. Le peuple, je le répète, dans un pays qui n'est pas une démocratie (et la France ne saurait l'être), le peuple ne peut parler, ne peut agir que par ses représentants»? Si parler de «pouvoir constituant» n'est pas forcément parler de «démocratie», voilà deux notions qui mènent toujours, l'une et l'autre, les révolutions dans l'impasse.

Destituere en latin signifie : placer debout à part, dresser isolément; abandonner; mettre à part, laisser tomber, supprimer; décevoir, tromper. Là où la logique constituante vient s'écraser sur l'appareil du pouvoir dont elle entend prendre le contrôle, une puissance destituante se préoccupe plutôt de lui échapper, de lui retirer toute prise sur elle, à mesure qu'elle gagne en prise sur le monde qu'à l'écart elle forme. Son geste propre est *la sortie*, tout autant que le geste constituant est la prise d'assaut. Dans une logique destituante, la lutte contre l'État et le capital vaut d'abord pour la sortie de la normalité capitaliste qui s'y vit, pour la désertion des rapports merdiques à soi, aux autres et au monde qui s'y expérimentent. Ainsi donc, là où les constituants se placent dans un rapport dialectique de lutte avec ce qui règne pour s'en emparer, la logique destituante obéit à la nécessité vitale de *s'en dégager*. Elle ne renonce pas à la lutte, elle *s'attache à sa positivité*. Elle ne se règle pas sur les mouvements de l'adversaire, mais sur ce que requiert l'accroissement de sa propre puissance. Elle n'a donc que

faire de critiquer : « C'est que ou bien l'on sort tout de suite, sans perdre son temps à critiquer, simplement parce que l'on se trouve placé ailleurs que dans la région de l'adversaire, ou bien on critique, on garde un pied dedans, tandis qu'on a l'autre dehors. Il faut sauter en dehors et danser par-dessus », comme l'expliquait Jean-François Lyotard pour saluer le geste de *L'Anti-Œdipe* de Deleuze et Guattari. Deleuze faisait d'ailleurs cette remarque : « On reconnaît sommairement un marxiste à ce qu'il dit qu'une société se contredit, se définit par ses contradictions, et notamment ses contradictions de classes. Nous disons plutôt que, dans une société, tout fuit, et qu'une société se définit par ses lignes de fuite. [...] Fuir, mais en fuyant, chercher une arme. » La question n'est pas de lutter *pour* le communisme. Ce qui importe, c'est le communisme qui se vit *dans la lutte elle-même*. La véritable fécondité d'une action réside à l'intérieur d'elle-même. Cela ne signifie pas qu'il n'y ait pas, pour nous, de question d'efficacité constatable d'une action. Cela signifie que la puissance d'impact d'une action ne réside pas dans ses effets, mais dans ce qui s'y exprime immédiatement. Ce qui s'édifie sur la base de l'effort finit toujours par s'effondrer pour cause d'épuisement. Typiquement, l'opération que le cortège de tête a fait subir au dispositif processionnaire de la manifestation syndicale est une opération de destitution. Par la joie vitale qu'il exprimait, par la justesse de son geste, par sa

Maintenant

détermination, par son caractère affirmatif autant qu'offensif, le cortège de tête a attiré à lui tout ce qu'il restait de vivant dans les rangs militants et a destitué la manifestation comme institution. Non par la critique du reste du cortège, mais en faisant un usage autre que symbolique du fait de prendre la rue. Se soustraire aux institutions, c'est tout sauf laisser un vide, c'est *positivement* les étouffer.

Destituer, ce n'est pas d'abord attaquer l'institution, mais le besoin que nous avons d'elle. Ce n'est pas la critiquer – les premiers critiques de l'État, ce sont les fonctionnaires eux-mêmes ; quant au militant, plus il critique le pouvoir, plus il le désire et plus il méconnaît son désir –, mais prendre à cœur ce qu'elle est censée faire, hors d'elle. Destituer l'université, c'est établir loin d'elle des lieux de recherche, de formation et de pensée plus vivants et plus exigeants qu'elle ne l'est – ce n'est pas dur –, y voir affluer les derniers esprits vigoureux lassés de fréquenter les zombies académiques, et seulement alors lui porter le coup de grâce. Destituer la justice, c'est apprendre à régler nous-mêmes nos différends, y mettre de la méthode, paralyser sa faculté de juger et chasser ses sbires de nos vies. Destituer la médecine, c'est savoir ce qui est bon pour nous et ce qui nous rend malades, arracher à l'institution les savoirs passionnés qui y survivent sous le boisseau et ne plus jamais se retrouver seul, à l'hôpital, corps livré à la souveraineté artiste d'un chirurgien dédaigneux. Destituer le

gouvernement, c'est se rendre ingouvernables. Qui a parlé de vaincre? Surmonter est tout.

Le geste destituant ne *s'oppose* pas à l'institution, il ne mène pas contre elle une lutte frontale, il la neutralise, la vide de sa substance, fait un pas d'écart et la regarde expirer. Il la ramène à l'ensemble incohérent de ses pratiques et tranche entre elles. Un bon exemple du caractère indirect de l'action d'une puissance destituante est la façon dont le parti alors au pouvoir, le Parti socialiste, a été amené à l'été 2016 à annuler son université annuelle à Nantes. Ce qui s'est constitué en juin à Nantes au sein de l'assemblée «À l'abordage!» a réalisé ce que le cortège de tête n'avait pas réussi à faire durant tout le conflit du printemps : amener les composantes hétérogènes de la lutte à se rencontrer et à s'organiser ensemble au-delà d'une temporalité de mouvement. Syndicalistes, nuitdeboutistes, étudiants, zadistes, lycéens, retraités, associatifs et autres artistes ont commencé à préparer au PS un comité d'accueil bien mérité. Les risques étaient grands, pour le gouvernement, que renaisse là, à un degré d'organisation supérieur, la petite puissance destituante qui lui avait gâché la vie durant tout le printemps. Les efforts convergents des centrales, de la police et des vacances pour entermer le conflit auraient été en pure perte. Le PS se retira donc et renonça à livrer bataille devant la menace que représentaient la positivité même des liens qui firent l'assemblée «À l'abordage» et la

Maintenant

détermination qui en émanait. Identiquement, c'est la puissance des liens qui s'articulent autour de la ZAD qui la protège, et non sa force militaire. Les plus belles victoires destituantes sont souvent celles où la bataille n'a tout simplement jamais lieu.

Fernand Deligny disait: «Pour se battre *contre* le langage et l'institution, le fin mot est peut-être de ne pas se battre contre, mais de prendre le plus de distance possible, quitte à signaler sa position. Pourquoi irions-nous nous coller contre le mur? Notre projet n'est pas d'investir la place.» Deligny était manifestement ce que Toni Negri vomit comme «un destituant». À constater où mène la logique constituante de combinaison des mouvements sociaux avec un parti visant à prendre le pouvoir, la destitution doit être le bon parti. On aura ainsi vu, dans les dernières années, Syriza, cette formation «issue du mouvement des places», se faire le meilleur relais des politiques d'austérité de l'Union européenne. Quant à Podemos, chacun aura pu apprécier la radicale nouveauté des querelles pour le contrôle de son appareil qui auront mis aux prises son numéro 1 et son numéro 2. Et comment oublier le touchant discours de Pablo Iglesias lors de la campagne législative de juin 2016: «Nous sommes la force politique de la loi et de l'ordre. [...] Nous sommes fiers de dire “patrie”. [...] Car la patrie a des institutions qui permettent aux enfants d'aller au théâtre et à l'école. C'est pour cela que nous sommes les tenants de l'institution, les tenants

de la loi, parce que les humbles n'ont que la loi et le droit. » Ou cette édifiante tirade de mars 2015, en Andalousie : « Je veux faire un hommage : vive les militaires démocrates ! Vive la Guardia Civil, ces policiers qui mettent les menottes aux corrompus. » Les dernières lamentables intrigues politiciennes qui font désormais la vie de Podemos ont arraché à certains de ses membres ce constat amer : « Ils voulaient prendre le pouvoir, et c'est le pouvoir qui les a pris ». Quant aux « mouvements citoyens » qui ont prétendu « squatter le pouvoir » en s'emparant par exemple de la mairie de Barcelone, ils en sont déjà à confier à leurs anciens amis des squats ce qu'ils ne peuvent pas encore déclarer en public : en accédant aux institutions, ils ont bien « pris le pouvoir », mais de là *ils ne peuvent rien* – à part faire capoter quelques projets hôteliers, légaliser une ou deux occupations et recevoir en grande pompe Anne Hidalgo, la maire de Paris.

La destitution permet de repenser ce que l'on entend par révolution. Le programme révolutionnaire traditionnel était celui d'une reprise en main du monde, d'une expropriation des expropriateurs, d'une appropriation violente de ce qui est à nous, mais dont on nous avait privés. Seulement voilà : le capital s'est emparé de chaque détail et de chaque dimension de l'existence. Il a fait un monde à son image. D'exploitation des formes de vie existantes, il s'est mué en univers total. Il a configuré, équipé et rendu désirables les manières de parler, de penser,

Maintenant

de manger, de travailler et de partir en vacances, d'obéir et de se rebeller qui lui conviennent. Ce faisant, il a réduit à bien peu la part de ce que l'on pourrait, en ce monde, vouloir se réapproprier. Qui veut se réapproprier les centrales nucléaires, les entrepôts d'Amazon, les autoroutes, les agences de publicité, les TGV, Dassault, La Défense, les cabinets d'audit, les nanotechnologies, les supermarchés et leurs marchandises empoisonnées ? Qui envisage une reprise populaire des exploitations agricoles industrielles où un homme seul exploite 400 hectares de terres érodées au volant de son méga-tracteur piloté par satellite ? Personne de sensé. Ce qui complique la tâche aux révolutionnaires, c'est que là aussi le vieux geste constituant ne marche plus. Si bien que les plus désespérés, les plus acharnés à vouloir le sauver, ont finalement trouvé la martingale : pour en finir avec le capitalisme, il suffit de se réapproprier l'argent lui-même ! Un négriste déduit ceci du conflit du printemps 2016 : « Notre but est le suivant : transformation des fleuves d'argent-commandement qui sortent des robinets de la BCE en argent comme argent, en revenu social inconditionnel ! Faire redescendre les paradis fiscaux sur Terre, attaquer les citadelles de la finance offshore, confisquer les dépôts des rentes liquides, garantir à toutes et tous l'usage de la clé d'accès au monde de la marchandise – le monde dans lequel nous vivons réellement, que cela nous plaise ou pas. Le seul universalisme qu'on aime,

c'est celui de l'argent ! Qui veut prendre le pouvoir, qu'il commence par prendre l'argent ! Qui veut instituer les *commons* du contre-pouvoir, qu'il commence par assurer les conditions matérielles à partir desquelles ces contre-pouvoirs peuvent effectivement être construits ! Qui veut l'exode destituant, qu'il considère les possibilités objectives de soustraction à la production des rapports sociaux dominants inhérentes à la possession d'argent ! Qui veut la grève générale et reconductible, qu'il réfléchisse aux marges d'autonomie salariale concédées par une socialisation du revenu digne de ce nom ! Qui veut l'insurrection des subalternes, qu'il n'oublie pas la puissante promesse de libération contenue dans le mot d'ordre "Prenons-nous l'argent" ! » Le révolutionnaire qui tient à sa santé mentale, plutôt que d'en venir à de telles extrémités discursives, ne peut que laisser derrière lui la logique constituante et ses fleuves d'argent imaginaires.

Le geste révolutionnaire ne consiste donc plus désormais en une simple appropriation violente de ce monde, il se dédouble. D'un côté, il y a des mondes à faire, des formes de vie à faire croître à l'écart de ce qui règne, y compris en récupérant ce qui peut l'être de l'état de choses actuel, et de l'autre il y a à attaquer, à purement détruire le monde du capital. Double geste qui se dédouble encore : évidemment que les mondes que l'on construit ne maintiennent leur écart par rapport au capital que par la complicité dans le fait de l'attaquer et de conspirer contre

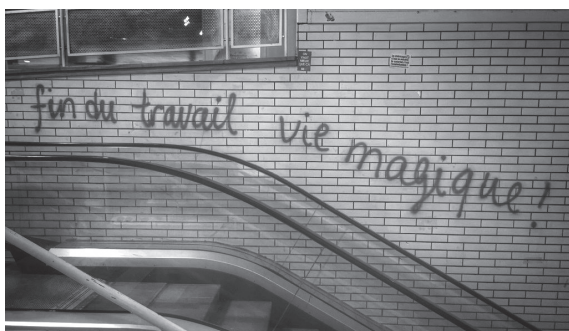
Maintenant

lui, évidemment que des attaques qui ne porteraient pas en leur cœur une autre idée vécue du monde seraient sans portée réelle, s'épuiserait en un activisme stérile. Dans la destruction se construit la complicité à partir de quoi se construit ce qui fait le sens de détruire. Et vice versa. C'est seulement d'un point de vue destituant que l'on peut saisir tout ce qu'il y a d'incroyablement constructif dans la casse. On ne comprendrait pas, sans cela, qu'un tronçon entier de manifestation syndicale puisse applaudir et chanter quand finalement cède et s'effondre la vitrine d'un concessionnaire automobile ou quand est réduit en morceaux du mobilier urbain. Ni qu'il semble si naturel pour un cortège de tête de 10000 personnes, de casser tout ce qui mérite de l'être, et même un peu plus, sur toute la longueur du parcours d'une manifestation comme le 14 juin 2016 à Paris. Ni que toute la rhétorique anti-casseurs de l'appareil de gouvernement, si rodée et en temps normal si efficace, ne cessa de patiner sans convaincre quiconque. La casse se comprend, entre autres choses, comme un débat ouvert en public sur la question de la propriété. Il faut retourner le reproche de mauvaise foi «ils cassent ce qui n'est pas à eux». Comment voulez-vous casser quelque chose si, au moment de le casser, la chose n'est pas entre vos mains, n'est pas, en un sens, à vous? Rappelons le Code civil: «En fait de meubles, la possession vaut titre.» Précisément, celui qui casse ne se livre pas à un acte de négation, mais à une

affirmation paradoxale, contre-intuitive. Il affirme contre les évidences établies : « Ceci est à nous ! » La casse, donc, est affirmation et appropriation. Elle manifeste le caractère problématique du régime de la propriété qui régit désormais toute chose. Ou du moins elle ouvre le débat sur ce point épineux. Et il n'y a guère d'autre façon de l'entamer que celle-là, tant on est prompt à le refermer dès qu'il s'ouvre pacifiquement. Chacun aura noté, au reste, combien le conflit du printemps 2016 aura été un divin intermède dans le processus de pourrissement du débat public.

Seule une affirmation a la puissance d'accomplir l'œuvre de la destruction. Le geste destituant est donc désertion et attaque, élaboration et saccage, et cela *d'un même geste*. Il défie dans le même temps les logiques admises de l'alternative et de l'activisme. Ce qui se joue en lui, c'est un nouage entre le temps long de la construction et celui plus saccadé de l'intervention, entre la disposition à jouir de notre bout de monde et la disposition à le mettre en jeu. Avec le goût de risquer se perdent les raisons de vivre. Le confort, qui émousse les perceptions, se repaît de répéter des mots qu'il vide de sens et préfère ne rien savoir, est son véritable ennemi, son ennemi *intérieur*. Il n'est pas question, ici, d'un nouveau contrat social, mais d'une nouvelle composition stratégique des mondes.

Le communisme est le mouvement réel qui destitue l'état de choses existant.



Fin du travail, vie magique

Durant le conflit déclenché par la loi Travail, il aura été question de gouvernement, de démocratie, de 49-3, de constitution, de violence, de migrants, de terrorisme, de tout ce qu'on voudra, mais à peine du travail lui-même. En comparaison, en 1998, lors du « mouvement des chômeurs », il n'avait paradoxalement été question que de cela, même si c'était pour le refuser. Il n'y a pas si longtemps, lorsqu'on rencontrait quelqu'un, il était encore naturel de lui demander : « Alors, vous faites quoi dans la vie ? » Et la réponse venait elle aussi assez naturellement. On arrivait encore à dire quelle position on occupait dans l'organisation générale de la production. Cela pouvait même servir de carte de visite. Entre-temps, la société salariale a tellement implosé que l'on évite, désormais, ce genre de questions, qui tendent à installer la gêne. Tout le monde bricole, se débrouille, essaie, bifurque, fait une pause, reprend. Ce n'est pas juste socialement que le travail a perdu son éclat et sa centralité, c'est existentiellement.

De génération en génération, nous sommes de plus en plus nombreux à être surnuméraires, à être « inutiles au monde » – au monde, en tout

Maintenant

cas, de l'économie. Depuis soixante ans qu'il y a des gens comme Wiener qui prophétisent que l'automation et la cybernétisation vont « produire un chômage en comparaison duquel les difficultés actuelles et la crise économique des années 1930-36 paraîtront une bonne plaisanterie », il fallait bien que ça finisse par arriver. Aux dernières nouvelles, Amazon médite d'ouvrir aux États-Unis 2 000 supérettes intégralement automatisées, sans caisse et donc sans caissières, sous contrôle total, avec reconnaissance faciale des clients et analyse en temps réel de chacun de leurs gestes. En entrant, on fait bipper son smartphone sur une borne et ensuite on se sert. Ce que vous prenez est automatiquement débité de votre compte Premium grâce à une application, et ce que vous remettez en rayon recrédite. Cela s'appelle Amazon Go. Dans cette dystopie marchande d'avenir, il n'y a plus d'argent liquide, plus de queue, plus de vol et presque plus d'employés. On prévoit que ce nouveau modèle devrait bouleverser tout le domaine de la distribution, le plus gros pourvoyeur d'emplois aux États-Unis. À terme, c'est 3/4 des emplois qui devraient disparaître dans le secteur des magasins de proximité. D'une manière plus générale, si l'on s'en tient aux prévisions de la Banque mondiale, à l'horizon de 2030, c'est 40 % de la masse d'emplois existants dans les pays riches qui, sous la poussée de l'« innovation », auront disparu. « Nous

ne travaillerons jamais» était une bravade de Rimbaud. C'est en passe de devenir le constat lucide d'une entière jeunesse.

De l'extrême gauche à l'extrême droite, il ne manque pas de bonimenteurs pour nous promettre sempiternellement de «rétablir le plein emploi». Ceux qui veulent nous faire regretter l'âge d'or du salariat classique, qu'ils soient marxistes ou libéraux, ont coutume de mentir sur son origine : ils prétendent que le salariat nous aurait affranchis du servage, de l'esclavage et des structures traditionnelles – qu'il aurait constitué, en somme, un «progrès». Toute étude historique un peu sérieuse démontre qu'il est au contraire né comme prolongation et redoublement des rapports de servitude antérieurs. Faire d'un homme le «détenteur de sa force de travail» et qu'il soit disposé à «la vendre», c'est-à-dire faire entrer dans les mœurs la figure du Travailleur, voilà qui requiert pas mal de spoliations, d'expulsions, de pillages et de dévastations, pas mal de terreur, de mesures disciplinaires et de morts. C'est ne rien comprendre au caractère *politique* de l'économie que de ne pas voir que ce dont il retourne dans le travail, c'est moins de produire des marchandises que de produire *des travailleurs* – c'est-à-dire un certain rapport à soi, au monde et aux autres. Le travail salarié fut la forme du maintien d'un *certain* ordre. La violence fondamentale qu'il contient,

Maintenant

celle que font oublier le corps brisé de l'ouvrier à la chaîne, le mineur emporté par un coup de grisou ou le *burn out* des employés sous pression managériale extrême, a trait au sens de la vie. En vendant son temps, en se faisant le sujet de ce à quoi on l'emploie, le salarié place le sens de son existence entre les mains de ceux qu'elle indiffère, voire dont la vocation est de la fouler aux pieds. Le salariat a permis à des générations d'hommes et de femmes de vivre en éludant la question du sens de la vie, en «se rendant utiles», en «faisant carrière», en «servant». Il a toujours été loisible au salarié de remettre cette question à plus tard – disons : jusqu'à la retraite – tout en menant une honorable vie sociale. Et comme il est «trop tard», paraît-il, une fois retraité, pour se la poser, il ne reste plus qu'à attendre patiemment la mort. On aura ainsi réussi à passer une vie entière sans avoir eu à entrer dans l'existence. Ainsi le salariat nous délestait-il de l'encombrant fardeau du sens et de la liberté humaine. *Le Cri* de Munch ne dessine pas pour rien, encore aujourd'hui, le véritable visage de l'humanité contemporaine. Ce qu'il ne trouve pas, ce désespéré, sur sa jetée, c'est la réponse à la question «comment vivre ?».

Pour le capital, la désagrégation de la société salariale est à la fois une opportunité de réorganisation et un risque politique. Le risque est que les humains fassent un usage imprévu de

leur temps et de leur vie, voire prennent à cœur la question de son sens. On a donc fait en sorte que, ceux-ci ayant des loisirs, il ne leur soit pas loisible d'en user à leur guise. Tout se passe comme si nous devions travailler plus en tant que consommateurs à mesure que nous travaillons moins en tant que producteurs. Comme si la consommation ne signifiait plus un assouvissement, mais une obligation sociale. L'appareillage technologique du loisir s'apparente d'ailleurs de plus en plus à celui du travail. Tandis que chacun de nos clics en traînant sur Internet produit de la donnée que les GAFA revendent, on affuble le travail de tous les atours du jeu en y introduisant scores, paliers, bonus et autres avertissements infantilisants. Plutôt que de voir dans la fuite en avant sécuritaire et l'orgie de contrôle actuelles une réponse aux attentats du 11 Septembre, il ne serait pas insensé d'y voir une réponse au fait économiquement établi que c'est justement à partir de 2000 que, pour la première fois, l'innovation technologique a fait baisser le volume des emplois. Il faut désormais pouvoir surveiller en masse chacune de nos activités, chacune de nos communications, chacun de nos gestes, disposer caméras et capteurs en tout lieu, *parce que la discipline salariale ne suffit plus à contrôler la population*. Il n'y a qu'à une population parfaitement sous contrôle que l'on peut songer d'offrir un revenu universel.

Maintenant

Mais là n'est pas l'essentiel. Il faut surtout maintenir le règne de l'économie par-delà l'extinction du salariat. Cela passe par le fait que, s'il y a de moins en moins de travail, tout n'en soit *que plus médié par l'argent*, fût-ce dans des quantités infimes. À défaut de travail, il faut maintenir la nécessité de gagner de l'argent pour survivre. Quand bien même un revenu universel serait un jour instauré, ainsi que le recommandent tant d'économistes libéraux, il faudrait que son montant soit suffisant pour ne pas mourir de faim, mais absolument insuffisant pour vivre, même chichement. Nous assistons à une passation de règne au sein de l'économie. *À la majestueuse figure du Travailleur succède celle, rachitique, du Crevard* – car pour que l'argent et le contrôle puissent s'infiltrer partout, *il faut que l'argent partout manque*. Tout, désormais, doit être l'occasion de générer un peu de monnaie, un peu de valeur, de faire «un petit billet». L'offensive technologique en cours doit aussi se comprendre comme une façon d'occuper et de valoriser ceux que le travail salarié ne permet plus d'exploiter. Ce qui est trop rapidement décrit comme l'ubérisation du monde se déploie de deux manières très différentes. D'un côté, Uber, Deliveroo et consorts donc, cette offre de travail non qualifié ne nécessitant pour tout capital que sa vieille bécane. Chaque conducteur est libre de s'auto-exploiter autant qu'il le souhaite, en sachant qu'il devra rouler

aux alentours de cinquante heures par semaine s'il espère gagner l'équivalent du Smic. Et puis il y a Airbnb, Blablacar, les sites de rencontres, le «co-working», et même à présent le «co-homing» ou le «co-stockage», et toutes ces applications qui permettent d'étendre à l'infini la sphère du valorisable. Ce qui se joue dans l'«économie collaborative», avec ses inépuisables possibilités de valorisation, ce n'est pas seulement une mutation de la vie – c'est une mutation du possible, une mutation de la *norme*. Avant Airbnb, une chambre inoccupée à la maison était une «chambre d'ami» ou une pièce libre pour un nouvel usage, c'est désormais un manque à gagner. Avant Blablacar, un trajet seul dans sa voiture était une occasion de rêvasser, ou de prendre un autostoppeur, ou que sais-je, c'est désormais une occasion de faire un peu de fric passée à la trappe, et donc économiquement parlant *un scandale*. Ce que l'on mettait aux encombrants ou que l'on donnait à Emmaüs, on le vend désormais sur Le bon coin. Il faut que sans cesse et à tout point de vue nous soyons en train de *compter*. Que la crainte de «rater une opportunité» soit l'aiguillon de la vie. L'important n'est pas de travailler pour un euro de l'heure ou de gagner quelques centimes en scannant des contenus pour Amazon Mechanical Turk, mais ce sur quoi cette participation pourrait un jour déboucher. Tout doit désormais entrer dans la sphère du rentabilisable. Tout devient valorisable dans la vie,

Maintenant

même ses déchets. Et nous-mêmes devenons des crevards, des déchets. Si une part grandissante de la population est destinée à être exclue du salariat, ce n'est pas pour lui laisser le loisir d'aller chasser les pokemons le matin et pêcher l'après-midi. L'invention de nouveaux marchés là où on ne les supposait pas l'année précédente illustre ce fait si difficile à faire comprendre à un marxiste : le capitalisme ne consiste pas tant à vendre ce qui est produit qu'à *rendre comptabilisable ce qui ne l'est pas encore*, à rendre évaluable ce qui la veille encore semblait absolument inappréciable, à créer de nouveaux marchés : là est sa réserve océanique d'accumulation. Le capitalisme, c'est l'extension universelle de la *mesure*.

En économie, la théorie du Crevard s'appelle la « théorie du capital humain » – c'est plus présentable. L'OCDE le définit aujourd'hui comme « l'ensemble des connaissances, qualifications, compétences et caractéristiques individuelles qui facilitent la création du bien-être personnel, social et économique ». Joseph Stiglitz, l'économiste-de-gauche, estime que le « capital humain » représente aujourd'hui entre 2/3 et 3/4 du capital total ; de quoi donner raison au titre sans ironie de Staline : *L'Homme, le capital le plus précieux*. Depuis Locke, l'homme était « propriétaire de sa propre personne. Aucun autre que lui-même ne possède un droit sur elle, le travail de son corps et l'ouvrage de ses mains lui appartiennent

en propre » (*Traité du gouvernement civil*), ce qui n'excluait dans son esprit ni la servitude ni la colonisation. Marx en fit le propriétaire de sa « force de travail » – une assez mystérieuse entité métaphysique, à vrai dire. Mais, dans les deux cas, l'homme était propriétaire de quelque chose qu'il pouvait aliéner tout en restant intact. Il était formellement autre chose que ce qu'il vendait. Avec la théorie du capital humain, l'homme est moins le détenteur d'une agrégation indéfinie de capitaux – culturel, relationnel, professionnel, financier, symbolique, sexuel, santé –, qu'il n'est *lui-même* cette agrégation. Il *est* capital. Il arbitre en permanence entre l'accroissement de ce qu'il est comme capital, et le fait de le monnayer sur tel ou tel marché. Il est inséparablement le producteur, le produit et le vendeur du produit. Les footballeurs, les acteurs, les stars, les youtubeurs à succès sont logiquement les héros de l'époque du capital humain, eux dont la valeur coïncide intégralement avec ce qu'ils sont. La micro-économie devient alors la science générale des comportements, que ce soit dans l'entreprise, à l'église ou en amour. Chacun devient une entreprise guidée par un constant souci d'auto-valorisation, par un impératif vital d'auto-promotion. L'homme devient par essence la *créature optimisatrice* – le Crevard.

Le règne du Crevard est un aspect de ce que la revue *Invariance* a appelé, dans les années 1960,

Maintenant

l'anthropomorphose du capital. À mesure que le capital « réalise, sur la planète tout entière et dans la vie tout entière de chaque homme, les modes de colonisation intégrale de l'existant qui se désignent par les termes de *domination réelle* [...], le Moi-capital est la nouvelle forme que la valeur veut assumer à la suite de la dévalorisation. En chacun de nous le capital appelle au travail la force vive » (Cesarano, *Apocalypse et révolution*). Ce mouvement est celui par lequel le capital s'approprie tous les attributs humains et par lequel les humains se font le support neutre de la valorisation capitaliste. Le capital ne détermine plus seulement la forme des villes, le contenu du travail et des loisirs, l'imaginaire des foules, le langage de la vie réelle et celui de l'intimité, les façons d'être à la mode, les besoins et leur satisfaction, il produit aussi *son propre peuple*. Il engendre sa propre humanité *optimisatrice*. Ici, toutes les rengaines sur la théorie de la valeur font leur entrée au musée Grévin. Prenons le cas contemporain du *dance-floor* d'une boîte de nuit : ici, personne n'est là pour le fric, mais pour s'amuser. Nul n'a été contraint de s'y pointer comme on pointe au turbin. Il n'y a pas d'exploitation manifeste, pas de circulation visible d'argent entre les futurs partenaires encore en train de se trémousser. Et pourtant tout, ici, n'est qu'évaluation, valorisation, auto-valorisation, préférences individuelles, stratégies, appariement idéal, sous contrainte

d'optimisation, d'une offre et d'une demande, bref: pur marché néo-classique et capital humain. La logique de la valeur coïncide désormais avec la vie organisée. L'économie comme rapport au monde a excédé depuis longtemps l'économie comme sphère. La folie de l'évaluation domine évidemment chaque aspect du travail contemporain, mais c'est aussi en maîtresse qu'elle règne sur tout ce qui lui échappe. Elle détermine jusqu'au rapport à soi du jogger solitaire qui, pour améliorer ses performances, doit déjà les connaître. La mesure est devenue le mode d'être obligé de tout ce qui entend exister *socialement*. Les médias *sociaux* dessinent très logiquement l'avenir d'évaluation omnilatérale qui nous est promis. Sur ce point, on peut se fier aux prophéties de *Black Mirror* autant qu'à celles d'une analyste enthousiaste des marchés contemporains: «Imaginez que demain, à chaque petit mot posté sur la Toile, pour n'importe quel babillage, échange, rencontre, transaction, partage, ou comportement *online*, vous devrez prendre en considération l'impact que cela aura sur votre réputation. Considérez ensuite que votre réputation ne sera plus une sorte d'effluve immatérielle que certains pourront sonder auprès de vos amis et partenaires professionnels, mais un véritable certificat de fiabilité universel établi par des algorithmes complexes fondés sur le croisement des mille et une informations vous concernant sur la Toile...

Maintenant

des données elles-mêmes croisées avec la réputation des personnes que vous aurez côtoyées ! Bienvenue dans un futur imminent, où votre “réputation” sera concrètement fichée, universelle et accessible à tous : un sésame relationnel, professionnel, commercial, capable de vous ouvrir ou de vous fermer les portes d’une candidature à l’auto-partage sur Mobizen ou Deways, d’une rencontre amoureuse sur Meetic ou Attractive World, d’une vente sur e-bay ou Amazon... et plus encore, cette fois dans le monde bien tangible : d’un rendez-vous professionnel, d’une transaction immobilière ou encore d’un crédit bancaire... Désormais et de façon croissante, nos manifestations sur la Toile vont constituer le fondement de notre réputation. Plus encore : notre valeur sociale va devenir un indicateur majeur de notre valeur économique. »

Ce qu’il y a de nouveau dans la phase actuelle du capital, c’est qu’il dispose à présent des moyens technologiques d’une évaluation généralisée, en temps réel, de tous les aspects des êtres. La passion de la notation et de l’entre-notation s’est échappée des salles de classe, de Bourse et des registres des contre-maîtres pour envahir tous les domaines de la vie. Si l’on admet la notion paradoxale de « valeur d’usage » pour désigner « le corps même de la marchandise [...], ses propriétés naturelles [...], un tout de caractéristiques

multiples » (Marx), le champ de la valeur s'est raffiné à ce point qu'il parvient à serrer au plus près cette fameuse « valeur d'usage », les caractéristiques des êtres, des lieux et des choses : il colle désormais aux corps jusqu'à coïncider avec eux telle une seconde peau. C'est ce qu'un économiste-sociologue, Lucien Karpik, appelle l'« économie des singularités ». La valeur des choses ne se distingue plus, en tendance, de leur existence concrète. Un financier franco-libanais, Bernard Mourad, en a fait une fiction : *Les Actifs corporels*. Il peut être utile de savoir que l'auteur est passé de la banque d'affaires Morgan Stanley à la présidence d'Altice Media Group, la branche de la holding de Patrick Drahi qui contrôle notamment *Libération*, *L'Express* et i24 News, avant de devenir le conseiller spécial d'Emmanuel Macron le temps de sa campagne. Dans ce roman, il imagine l'entrée en Bourse d'une personne, un banquier évidemment, bilan psychanalytique, professionnel et *check-up* biologique à l'appui. Ce récit de l'introduction sur une place de marché d'une « société-personne » dans le cadre d'une « Nouvelle Économie Individuelle » relevait à sa parution, en 2006, de l'anticipation. C'est désormais le Medef qui propose d'affecter un numéro SIRET à chaque Français à la naissance. La valeur des êtres devient l'ensemble de leurs « caractéristiques individuelles » – leur santé, leur humour, leur beauté, leurs savoir-faire, leurs relations,

Maintenant

leur « savoir être », leur imagination, leur « créativité », etc. C'est cela la théorie, et la réalité, du « capital humain ». Le champ de la valeur s'est ajouté tant de dimensions qu'il est devenu un espace complexe. Il est devenu l'ensemble du dicible, du lisible, du visible, *socialement*. La valeur qui était formellement sociale, l'est devenue *réellement*. À mesure que l'argent a perdu son caractère d'impersonnalité, d'anonymat, d'indifférence pour devenir information traçable, localisée, personnalisée, la monnaie, elle aussi, est devenue vivante. « Le monde moderne, écrivait Péguy, n'est pas universellement prostitutionnel par luxe. Il en est bien incapable. Il est universellement prostitutionnel parce qu'il est universellement interchangeable. » Il entre quelque chose de prostitutionnel partout où règne notre « valeur sociale », partout où s'échange une part de nous contre la moindre rétribution, qu'elle soit financière, symbolique, politique, affective ou sexuelle. Les sites de rencontres contemporains forment un cas remarquable de prostitution *fun* et réciproque, mais c'est partout, et tout le temps, désormais que l'on *se vend*. Qui peut dire, de nos jours où tout capital réputationnel est si aisément convertible en plus-value sexuelle, que nous ne sommes pas dans une « phase industrielle où les producteurs ont le moyen d'exiger, à titre de paiement, des objets de sensation de la part des consommateurs, ces objets [étant] des êtres

vivants. [...] En tant que marché parallèle à la monnaie inerte, la monnaie vivante au contraire [est] susceptible de se substituer à l'étalon-or, implanté dans les habitudes et institué dans les normes économiques » (Pierre Klossowski, *La Monnaie vivante*).

Le vertige de l'argent tient à son caractère de pure puissance. L'accumulation monétaire est la remise à plus tard de toute jouissance effective en tant que l'argent met en équivalence comme possibles l'ensemble de ce qu'il permet d'acheter. Toute dépense, tout achat est d'abord déchéance, au regard de ce que l'argent *peut*. Chaque jouissance déterminée qu'il permet d'acquérir est d'abord négation de l'ensemble des autres jouissances potentielles qu'il contient en lui. À l'époque du capital humain et de la monnaie vivante, ce sont chaque instant de la vie, chaque relation effective qui sont désormais nimbées d'un ensemble de possibles équivalents qui les mine. Être ici est d'abord intenable renoncement à être partout ailleurs, où la vie est apparemment plus intense comme se charge de nous en informer notre smartphone. Être avec telle personne est intenable sacrifice de l'ensemble des autres personnes avec qui l'on *pourrait* aussi bien être. Chaque amour est anéanti d'avance par l'ensemble des amours possibles. D'où impossibilité d'être là, inaptitude à être-avec. D'où malheur universel. Torture des

Maintenant

possibles. Maladie mortelle. « Désespoir », aurait diagnostiqué Kierkegaard.

L'économie n'est pas seulement ce dont nous devons sortir pour cesser d'être des crevards. C'est ce dont il faut sortir pour vivre, tout simplement, pour être présent au monde. Chaque chose, chaque être, chaque lieu est incommensurable en tant qu'il est là. On pourra mesurer une chose tant qu'on voudra, sous toutes ses coutures et dans toutes ses dimensions, son existence sensible échappe éternellement à toute mesure. Chaque être est irréductiblement singulier, ne fût-ce que d'être ici maintenant. Le réel est en dernier ressort incalculable, immaîtrisable. C'est pourquoi il faut tant de *mesures de police* pour préserver un semblant d'ordre, d'uniformité, d'équivalence. « La confondante réalité des choses/ Est ma découverte de tous les jours./ Chaque chose est ce qu'elle est/ Et il est difficile d'expliquer à quiconque à quel point cela me réjouit, et à quel point cela me suffit./ Il suffit d'exister pour être complet. [...] Si je tends le bras, j'arrive exactement là où mon bras arrive./ Pas même un centimètre de plus./ Je touche là où je touche, non là où je pense./ Je ne peux m'asseoir que là où je suis./ Et cela fait rire comme toutes les vérités absolument véritables,/ Mais ce qui fait rire pour de bon c'est que nous autres nous pensons toujours à autre chose et sommes en vadrouille loin d'un corps » (Alberto Caeiro). L'économie, c'est son principe, nous fait courir comme des rats,

afin que nous ne soyons jamais là, à découvrir le pot-aux-roses de son usurpation : la présence.

Sortir de l'économie, c'est faire saillir le plan de réalité qu'elle recouvre. L'échange marchand et tout ce qu'il comporte d'âpre négociation, de défiance, de tromperie, de *wabu wabu*, comme disent les Mélanésiens, n'est pas une spécificité occidentale. Là où l'on sait vivre, on ne pratique ce type de rapports qu'avec des étrangers, des gens à qui l'on n'est pas lié, qui sont assez lointains pour qu'une embrouille ne puisse pas tourner à la conflagration générale. Payer, en latin, vient de *pacare*, « satisfaire, calmer », notamment en distribuant de l'argent aux soldats afin qu'ils puissent s'acheter du sel – un salaire donc. On paye *pour avoir la paix*. Tout le vocabulaire de l'économie est au fond un vocabulaire de la guerre évitée. « Il y a un lien, une continuité, entre les relations hostiles et la fourniture de prestations réciproques : les échanges sont des guerres pacifiquement résolues, les guerres sont l'issue de transactions malheureuses » (Lévi-Strauss). Le vice de l'économie, c'est de réduire toutes les relations possibles aux rapports hostiles, toutes les distances à l'étrangeté. Ce qu'elle recouvre ainsi, c'est toute la gamme, toute la gradation, toute l'hétérogénéité entre les différentes relations existantes et imaginables. Selon le degré de proximité entre les êtres, il y a communauté des biens, partage de certaines choses, échange à réciprocité équilibrée,

Maintenant

échange marchand, absence totale d'échange. Et chaque forme de vie a son langage et ses conceptions pour dire cette multiplicité de régimes. Faire payer les connards est de bonne guerre. Qui aime ne compte pas. Là où l'argent vaut quelque chose, la parole ne vaut rien. Là où la parole vaut, l'argent ne vaut rien. Sortir de l'économie, c'est donc être à même de distinguer nettement entre les partages possibles, déployer depuis là où l'on est tout un art des distances. C'est repousser le plus loin possible les rapports hostiles et la sphère de l'argent, de la comptabilité, de la mesure, de l'évaluation. C'est refouler aux marges de la vie ce qui en est présentement la norme, le cœur et la condition.

Il y a une foule de gens, de nos jours, qui tentent d'échapper au règne de l'économie. Ils deviennent boulangers plutôt que consultants. Ils se mettent au chômage dès qu'ils peuvent. Ils montent des coopératives, des SCOP, des SCIC. Ils s'essaient à « travailler autrement ». Mais l'économie est si bien faite qu'elle a désormais tout un secteur, celui de l'« économie sociale et solidaire », qui turbine grâce à l'énergie de ceux qui la fuient. Un secteur qui a droit à un ministère particulier et qui pèse 10 % du PIB français. On a disposé toutes sortes de filets, de discours, de structures juridiques, pour recueillir les fuyards. Ils s'adonnent le plus sincèrement du monde à ce qu'ils rêvent de faire, mais leur

activité est recodée socialement, et ce codage finit par s'imposer à ce qu'ils font. On prend en charge collectivement l'entretien de la source de son hameau, et un jour on se retrouve à « gérer les communs ». Peu de secteurs ont développé un amour aussi fanatique de la comptabilité, par souci de justice, de transparence ou d'exemplarité, que celui de l'économie sociale et solidaire. N'importe quelle PME est un lupanar comptable en comparaison. Nous avons tout de même plus de cent cinquante ans d'expérience des coopératives pour savoir que celles-ci n'ont jamais menacé moindrement le capitalisme. Celles qui survivent finissent, tôt ou tard, par devenir des entreprises comme les autres. *Il n'y a pas d'« autre économie », il n'y a qu'un autre rapport à l'économie.* Un rapport de distance et d'hostilité, justement. Le tort de l'économie sociale et solidaire, c'est de croire aux structures dont elle se dote. C'est de vouloir que ce qui s'y passe coïncide avec les statuts, avec le fonctionnement officiel. Le seul rapport que l'on peut avoir aux structures que l'on se donne, c'est de les utiliser comme paravents afin d'y faire *tout autre chose que ce que l'économie autorise*. C'est donc d'être complices de cet usage, et de cette distance. Une imprimerie commerciale tenue par un ami mettra ses machines à disposition les week-ends où elles ne tournent pas, et le papier sera réglé au black pour que rien n'en apparaisse. Une bande d'amis

Maintenant

menuisiers utilisent tout le matériel auquel ils ont accès dans leur boîte pour construire une cabane pour la ZAD. Nous ne pouvons avoir recours à des structures économiques qu'à condition de les *trouver*.

En tant que structure économique, aucune entreprise n'a de sens. Elle est, c'est tout, mais elle *n'est rien*. Son sens ne peut lui venir que d'un élément étranger à l'économie. Généralement, c'est la tâche de la « communication » que d'habiller la structure économique du sens qui lui fait défaut – il faut d'ailleurs considérer les raisons d'être et la signification morale exemplaires que se donnent si volontiers les entités de l'économie sociale et solidaire comme une banale forme de « communication » dirigée tant vers l'intérieur que vers le dehors. Cela fait de certaines d'entre elles des niches qui se permettent de pratiquer des prix étrangement hauts d'un côté, et de l'autre d'exploiter de manière d'autant plus éhontée que c'est « pour la bonne cause ». La structure trouée, elle, tire son sens non de ce qu'elle communique, mais de ce qu'elle garde secret : sa participation clandestine à un dessein politique autrement plus vaste qu'elle, l'usage à des fins économiquement neutres voire insensées, mais politiquement judicieuses, des moyens qu'en tant que structure économique elle a vocation à accumuler *sans fin*. S'organiser révolutionnairement sous couvert de tout un maquis de structures légales échangeant

Fin du travail, vie magique

entre elles est possible, mais périlleux. Cela peut fournir entre autres choses une couverture idéale à des relations conspiratives internationales. La menace demeure toujours, néanmoins, de retomber dans l'ornière économique, de perdre le fil de ce que l'on fait, de ne plus percevoir le sens de la conjuration. Reste qu'il faut s'organiser, s'organiser à partir de ce que nous aimons faire et s'en donner les moyens.

La seule mesure de l'état de crise du capital, c'est le degré d'organisation des forces qui entendent le détruire.



Tout le monde déteste la police

Cela ressemble à une loi physique. Plus l'ordre social perd de son crédit, plus il arme sa police. Plus les institutions se rétractent, plus elles avancent de vigiles. Moins les autorités inspirent de respect, plus elles cherchent à nous tenir en respect par la force. Et c'est un cercle vicieux, parce que la force n'a jamais rien de respectable. Si bien qu'à la croissante débauche de force répond une efficacité toujours moindre de celle-ci. Le maintien de l'ordre est l'activité principale d'un ordre déjà failli. Il suffit d'aller à la CAF pour prendre la mesure de ce qui ne peut plus durer. Quand une administration aussi bénigne doit s'entourer de tant de gardes, de subterfuges et de menaces pour se défendre de ses administrés jusqu'à prendre des allures de forteresse kafkaïenne, c'est qu'une certaine rationalité est arrivée à son terme. Lorsque le bon ordre des manifestations ne peut plus être garanti qu'à coups de grenades de désencerclement, de nasses et que les manifestants en sont à fuir le laser vert des LBD 40 de la BAC en train de cibler ses futures victimes, c'est que « la

Maintenant

société» a déjà atteint le stade des soins palliatifs. Quand le calme des banlieues est au prix d'armer les CRS de fusils automatiques, c'est qu'une figure du monde a passé. Il n'est jamais bon signe, pour un régime « démocratique », de prendre l'habitude de faire tirer sur sa population. Depuis le temps que la politique se réduit, en tout domaine, à une vaste opération de police menée jour après jour, il était inévitable que la police devienne une question politique.

Revenons quelques mois en arrière. Après la déclaration de l'état d'urgence, le projet visant à la déchéance de nationalité, la loi Renseignement, la loi Macron, l'assassinat de Rémi Fraisse, le CICE et ses millions offerts aux patrons, la loi Travail devait achever l'ultime démoralisation d'un « peuple de gauche » censé être rendu au bord du gouffre. Ce que le pouvoir ne pouvait pas comprendre, c'est que la perte de tout espoir forme aussi bien la condition de la pure révolte – celle qui ne cherche plus d'appui dans ce qu'elle nie et ne s'autorise que d'elle-même. Ce qui s'est cristallisé dans le conflit contre la loi Travail, ce n'est pas le refus partiel d'une réforme désastreuse, mais le discrédit massif des appareils de gouvernement, y compris syndicaux. Ce n'est pas pour rien que l'on a vu ressurgir à Washington, dans les protestations contre l'investiture de Donald Trump, la banderole du printemps français « Soyons

ingouvernables » devenue « Become ungovernable ». La police ayant, au sein de l'appareil gouvernemental, la fonction d'assurer en dernier ressort la soumission individuelle et de produire la population comme population, comme masse dépolitisée, impuissante et donc gouvernable, il était logique qu'un conflit qui exprime le refus d'être gouverné commence par s'en prendre à la police et adopte pour slogan le plus populaire : « Tout le monde déteste la police ». Le troupeau, échappant à son pasteur, ne pouvait trouver meilleur cri de ralliement. Ce qui est plus inattendu, c'est que ce slogan, apparu dans les manifestations qui firent suite à l'assassinat de Rémi Fraisse à Sivens, fasse finalement son chemin jusqu'à Bobigny après le viol de Théo, jeté par des « jeunes » des banlieues à la face des cadors en uniforme qui les toisaient depuis une passerelle métallique changée en mirador.

« Tout le monde déteste la police » dit plus qu'une simple animosité envers les policiers. Car la police, au début du xvii^e siècle, chez les premiers penseurs de la souveraineté, ce n'est rien d'autre que la constitution de l'État, sa forme même. À l'époque, elle n'est pas encore un instrument aux mains de celui-ci, et il n'y a pas encore de lieutenance de police à Paris. Si bien qu'au cours des xvii^e et xviii^e siècles, la « police » a encore une signification très large : la police, c'est alors « tout ce qui peut donner ornement, forme

Maintenant

et splendeur à la cité» (Turquet de Mayerne), «l'ensemble des moyens qui servent à la splendeur de l'État tout entier et au bonheur de tous les citoyens» (Hohenthal). Son rôle, dit-on, est de «conduire l'homme à la plus parfaite félicité dont il puisse jouir en cette vie» (Delamare). La police, c'est aussi bien la propreté des rues que l'approvisionnement des marchés, l'éclairage public que l'enfermement des vagabonds, le juste prix du grain que le récurage des canaux, la salubrité de l'habitat urbain que l'arrestation du bandit. Fouché et Vidocq ne lui ont pas encore donné son visage moderne et populaire.

Si l'on veut comprendre ce qui se joue dans cette question éminemment politique de la police, il faut saisir le tour de prestidigitation qui s'opère entre la police *comme moyen* et la police *comme fin*. Il y a d'un côté l'ordre idéal, légal, fictif du monde – la police comme fin – et il y a son ordre, ou plutôt son désordre, réel. La fonction de la police comme moyen est de faire en sorte qu'extérieurement l'ordre *voulu ait l'air* de régner. Elle veille à l'ordre des choses par les armes du désordre et règne sur le visible par son activité insaisissable. Ses pratiques quotidiennes – kidnapper, frapper, épier, voler, forcer, tromper, mentir, tuer, être armé – couvrent l'ensemble du registre de l'illégalité. Si bien que son existence même ne cesse jamais d'être, au fond, inavouable. Parce qu'elle est la preuve que le

légal n'est pas le réel, que l'ordre ne règne pas, que la société ne tient pas *puisque'elle ne tient pas d'elle-même*, la police se trouve infiniment refoulée dans un point du monde aveugle de pensée. Car elle est, pour l'ordre régnant, comme une tache de naissance au milieu du visage. Elle est l'actualité et la permanence de l'état d'exception – ce que toute souveraineté voudrait pouvoir cacher, mais qu'elle est régulièrement forcée d'exhiber pour se faire craindre. Si l'état d'exception est cette suspension momentanée de la loi qui permet de rétablir, par les mesures les plus arbitraires et les plus sanglantes, les *conditions* du règne de la loi, la police est ce qu'il reste de l'état d'exception lorsque ces conditions ont été restaurées. La police, dans son fonctionnement quotidien, est ce qui persiste de l'état d'exception dans la situation normale. C'est pourquoi son fonctionnement souverain est lui-même si occulté. C'est toujours caché, face au gardé-à-vue récalcitrant, que le policier lâche : « La loi, c'est moi ! ». Ou que le CRS embarquant un camarade sans raison valable un jour de manifestation ironise : « Je fais ce que je veux. Tu vois, aujourd'hui, pour moi aussi c'est l'anarchie ! » Pour l'économie politique comme pour la cybernétique, elle demeure comme un reste honteux et impensable, un *memento mori* qui leur rappelle que leur ordre, qui se voudrait naturel, ne l'est pas encore et ne le sera sans doute jamais. Ainsi,

Maintenant

la police veille à un ordre apparent qui n'est intérieurement que désordre. Elle est la vérité d'un monde de mensonge, et par là mensonge continué. Elle atteste de ce que l'ordre régnant est artificiel, et sera tôt ou tard détruit.

Ce n'est donc pas rien que de vivre une époque où ce ressort obscène, opaque, qu'est la police, vient en pleine lumière. Que des policiers armés, cagoulés marchent tranquillement en cortège sauvage sur l'Élysée, comme ils l'ont fait à l'automne dernier, au cri de « syndicats corrompus » et « francs-maçons en prison », sans que personne n'ose parler de menée factieuse. Qu'un président américain élu trouve face à lui une bonne part de la « communauté du renseignement » et que celle-ci, après avoir forcé la démission de son conseiller à la sécurité nationale, vise clairement à le faire chuter. Que la peine de mort, supprimée par la loi, ait manifestement été rétablie par la police dans les cas d'interventions contre les « terroristes ». Que celle-ci ait réussi à s'arroger une impunité judiciaire à peu près totale pour ses frasques les plus indéfendables. Que certains corps en son sein proclament de plus en plus ouvertement leur prise de parti pour le Front national. Que l'on ait retenu du 18 mai 2016 non le fait que certains syndicats policiers avaient privatisé à leur profit, le temps d'une sauterie en présence de Gilbert Collard, Éric Ciotti ou Marion Maréchal-Le Pen, la place

de la République où se réunissait jusque-là Nuit debout, mais une voiture sérigraphiée en flammes le long du canal Saint-Martin. Voilà qui dessine les contours d'un basculement considérable. C'est cela que la montée en épingle médiatique de l'accrochage du canal Saint-Martin avait vocation à occulter. Il fallait en outre éviter que cette parade policière qui se termine avec un petit panneau déposé quelques mètres devant la voiture en flammes : « poulet grillé – prix libre » ne déclenche, face à pareil pied de nez, un fou rire gagnant la population tout entière. Il a donc fallu que le ministre de l'Intérieur se hâte d'annoncer des poursuites pour « tentatives d'homicide ». Il chassait ainsi l'affect populaire de comique irrésistible par ceux de peur, de gravité et d'appel à la vengeance. Les opérations de police sont aussi des opérations sur les affects. Et c'est en vertu de cette opération que la justice s'acharne depuis lors sur les mis en examen pour l'attaque du quai Valmy. Suite au viol de Théo, un policier livrait au *Parisien* cet aveu tranquille : « Nous appartenons à un gang. Quoi qu'il arrive, nous sommes solidaires. »

Le slogan « Tout le monde déteste la police » n'exprime pas un constat, qui serait faux, mais un affect, qui est vital. Contrairement à ce dont s'inquiètent lâchement gouvernants et éditorialistes, il n'y a pas un « fossé qui se creuse d'année en année entre police et po-

Maintenant

pulation», il y a un fossé qui se creuse entre ceux, innombrables, qui ont d'excellents motifs de détester la police et la masse apeurée de ceux qui embrassent la cause des flics, quand ils n'embrassent pas un flic. En réalité, c'est à un retournement majeur dans la relation entre gouvernement et police que nous assistons. Pendant longtemps, les forces de l'ordre étaient ces marionnettes idiotes, méprisées mais brutales brandies contre les populations rétives. Quelque part entre le parachutiste, le paratonnerre et le *punching-ball*. Désormais, les gouvernants ont atteint de tels abîmes de discrédit que le mépris qu'ils s'attirent a dépassé celui de la police, et qu'elle le sait. La corporation policière a compris, quoique lentement, qu'elle était devenue la *condition* du gouvernement, son kit de survie, son respirateur ambulant. Si bien que leur rapport s'est inversé. Ce sont les gouvernants qui sont désormais des hochets entre les mains de la police. Ils n'ont plus d'autre choix que d'accourir au chevet du moindre flic égratigné et de céder à tous les caprices de la corporation. Après le droit de tuer, l'anonymat, l'impunité, l'armement dernier cri, que peut-elle encore obtenir ? Il ne manque d'ailleurs pas de factions du corps policier pour se sentir pousser des ailes et rêver de se muer en force autonome ayant son propre agenda politique. La Russie fait ici

figure de paradis, où les services secrets, la police et l'armée ont déjà pris le pouvoir et gouvernent le pays à leur profit. Si la police n'est certainement pas en mesure de s'autonomiser matériellement, cela ne l'empêche pas de manifester toutes sirènes hurlantes la *menace* de son autonomie politique.

La police se trouve ainsi écartelée entre deux tendances contradictoires. L'une, conservatrice, fonctionnaire, «républicaine», voudrait bien rester un simple moyen au service d'un ordre certes de moins en moins respecté. L'autre brûle d'en découdre, de «nettoyer la racaille» et de ne plus obéir à personne – d'être à elle-même sa propre fin. Au fond, seule l'arrivée au pouvoir d'un parti décidé à «nettoyer la racaille» et à soutenir sans faille l'appareil policier pourrait réconcilier ces deux tendances. Mais un tel gouvernement serait à son tour un gouvernement de guerre civile.

Il ne restait plus à l'État, pour se justifier, que la légitimité plébiscitaire des grandes élections démocratiques, or cette ultime source de légitimité est à présent épuisée. Quel que soit le résultat d'une élection présidentielle, même quand c'est l'option d'un «pouvoir fort» qui l'emporte, c'est désormais d'un pouvoir faible que l'élection accouche. Tout se passe *comme*

Maintenant

si l'élection n'avait pas eu lieu. La minorité qui s'est mobilisée pour faire vaincre son favori l'a mis aux commandes d'un navire en perdition. Comme on le voit avec Trump aux États-Unis, la promesse de refaire brutalement l'unité nationale se retourne en son contraire: une fois parvenu au pouvoir, le candidat du retour à l'ordre trouve face à lui non seulement des pans entiers de la société, mais des pans entiers de l'appareil d'État lui-même. La promesse de remettre de l'ordre ne fait qu'ajouter au chaos.

Dans un pays comme la France, c'est-à-dire dans un pays qui peut bien être un État policier à condition de ne pas le proclamer publiquement, il serait insensé de rechercher une victoire *militaire* sur la police. Viser un uniforme avec un pavé, ce n'est pas la même chose qu'entrer dans un corps à corps avec une force armée. La police est une cible et non un objectif, un obstacle et non un adversaire. Qui prend les flics pour adversaire s'interdit de percer l'obstacle qu'ils constituent. Pour arriver à les balayer, il faut viser *au-delà*. Face à la police, il n'y a de victoire que politique. Désorganiser ses rangs, la dépouiller de toute légitimité, la réduire à l'impuissance, la tenir à bonne distance, s'octroyer une plus grande marge de manœuvre au moment voulu comme aux endroits choisis: ainsi se destitue la police. « En l'absence de parti

révolutionnaire, les vrais révolutionnaires sont ceux qui se battent contre la police. » Il faut entendre toute la mélancolie qui s'exprime dans ce constat de Pierre Peuchmaurd en 1968.

Si face à la police les révolutionnaires se présentent pour l'heure faibles, désarmés, inorganisés, fichés, ils ont sur elle cet avantage stratégique de n'être le moyen de personne, de n'avoir aucun ordre à maintenir et de ne pas être un *corps*. Nous autres révolutionnaires ne sommes liés par aucune obéissance, nous sommes liés à toutes sortes de camarades, d'amis, de forces, de milieux, de complices, d'alliés. Cela nous rend à même de faire peser sur certaines interventions policières la menace que l'opération de maintien de l'ordre ne déclenche en retour un désordre *ingérable*. Si depuis l'échec de l'opération César aucun gouvernement ne s'est aventuré à expulser la ZAD, ce n'est pas par crainte de perdre militairement la bataille, mais parce que la réaction de dizaines de milliers de sympathisants pourrait s'avérer ingérable. Qu'une « bavure » en banlieue déclenche des semaines d'émeutes diffuses, c'est payer trop cher la licence d'humilier laissée à la BST. Lorsqu'une intervention de police produit plus de désordre qu'elle ne rétablit d'ordre, c'est sa raison d'être même qui est en cause. Alors, soit elle s'entête et finit par apparaître comme *un*

Maintenant

parti avec ses intérêts propres, soit elle rentre à la niche. Dans les deux cas, elle cesse d'être un moyen utile. Elle est destituée.

Il y a une asymétrie fondamentale entre police et révolutionnaires. Tandis que la police nous prend pour cible de ses opérations, nos visées l'excèdent de très loin. L'outrance des prérogatives policières et l'inflation des moyens technologiques de contrôle dessinent un nouveau cadre tactique. Une existence purement publique accule les révolutionnaires soit à l'impuissance pratique, soit à une répression immédiate. Une existence purement conspirative laisse certes une plus grande liberté d'action, mais rend très vulnérable à la répression et politiquement inoffensif. Il s'agit donc de tenir ensemble une capacité de diffusion de masse et un nécessaire échelon conspiratif. S'organiser révolutionnairement implique un jeu subtil entre le visible et l'invisible, le public et le clandestin, le légal et l'illégal. Il nous faut accepter que la lutte, en ce monde, est *essentiellement criminelle*, puisque tout y est devenu criminalisable. Il n'est pas jusqu'aux militants venant en aide aux migrants qui, de nos jours, n'usent de ruses de Sioux afin de déjouer la surveillance dont ils sont l'objet, et agir librement. Une force révolutionnaire ne peut se construire qu'en réseau, de proche en proche, en s'appuyant sur des amitiés sûres, en

tissant furtivement des complicités inattendues jusqu'au cœur de l'appareil adverse. C'est ainsi que se formèrent en Syrie les «tanzikiyat», ce tissu de petits noyaux autonomes de révolutionnaires qui furent par la suite la colonne vertébrale de l'auto-organisation populaire. Les premiers réseaux de la Résistance, en leur temps, ne procédèrent pas autrement. Dans le cas de la Syrie comme des anciens maquis, c'est le fait de parvenir à arracher des quartiers, des campagnes, de disposer de zones un peu sûres qui permit de dépasser le stade de l'activité discrète, anonyme, de petits groupes. «La vie est dans l'usage, non dans le temps», comme disait Manouchian.



Pour la suite du monde

Ce qui, en nous, aspire à ménager les chaînes intérieures qui nous empêchent,

Ce qu'il y a en nous de si malade qu'il se cramponne à de si précaires conditions d'existence,

Ce qui est si harassé de misère, de besoins et de coups que demain paraît chaque jour plus loin que la lune,

Ce qui trouve doux le temps passé à boire des cafés *latte* sur fond de *jungle* dans les cafés branchés en surfant sur son MacBook – le dimanche de la vie allié à la fin de l'histoire,

Attend des *solutions*.

Villes en transition, économie sociale et solidaire, VI^e République, municipalisme alternatif, revenu universel, le film *Demain*, migration vers l'espace, mille nouvelles prisons, renvoi de la planète de tous les étrangers, fusion homme-machine – qu'ils soient ingénieurs, managers, militants, politiciens, écologistes, acteurs ou simples bonimenteurs, tous ceux qui prétendent offrir des solutions au désastre présent ne font en fait qu'une chose : nous imposer *leur* définition du problème, dans l'espoir de nous faire oublier

Maintenant

qu'ils en font *eux-mêmes*, de toute évidence, *partie*. Comme disait un ami : « La solution au problème que tu vois dans la vie est une façon de vivre qui fasse disparaître le problème. »

Nous n'avons pas de programme, de solutions à vendre. *Destituer*, en latin, c'est aussi décevoir. Toutes les *attentes* sont à décevoir. De notre expérience singulière, de nos rencontres, de nos réussites, de nos échecs, nous tirons une perception évidemment partisane du monde, que la conversation entre amis affine. Qui éprouve comme juste une perception, est assez grand pour en tirer les conséquences, ou du moins une sorte de méthode.

Aussi refoulée soit-elle, la question du communisme reste le cœur de l'époque. Ne fût-ce que parce que le règne de son contraire – l'économie – n'a jamais été si accompli. Les délégations de l'État chinois qui vont annuellement fleurir la tombe de Marx à Londres n'abusent personne. On peut bien sûr éluder la question communiste. On peut s'habituer à enjamber des corps de SDF ou de migrants à la rue chaque matin en allant au bureau. On peut suivre en temps réel la fonte des glaces polaires, la montée des océans ou les migrations affolées, en tous sens, des animaux et des hommes. On peut continuer de préparer son cancer à chaque fois qu'on ingurgite

une fourchette de purée. On peut se dire que la reprise, un peu d'autorité ou l'écoféminisme viendront résoudre tout ça. Continuer ainsi est au prix de réprimer en nous le sentiment de vivre dans une société intrinsèquement criminelle, et qui ne manque pas une occasion de nous rappeler que nous faisons partie de sa petite association de malfaiteurs. Chaque fois que nous entrons en contact avec elle – par l'usage de n'importe lequel de ses engins, la consommation de la moindre de ses marchandises ou le taf que nous abattons pour elle –, nous nous faisons ses complices, nous contractons un peu du vice qui la fonde : celui d'exploiter, de saccager, de saper les conditions mêmes de toute existence terrestre. Il n'y a plus nulle part de place pour l'innocence en ce monde. Nous n'avons que le choix entre deux crimes : celui d'y participer et celui de le désertier afin de l'abattre. La traque du criminel, la soif de punition et de jugement ne sont si forcenées, de nos jours, qu'afin de procurer aux spectateurs, pour un instant, un succédané d'innocence. Mais comme le soulagement est de courte durée, il faut incessamment recommencer de blâmer, de punir, d'accuser – pour se dédouaner. Kafka expliquait par là le succès du roman policier : « Dans le roman policier, il s'agit toujours de découvrir des secrets qui sont cachés derrière des événements extraordinaires. Dans la vie, c'est exactement l'inverse. Le secret n'est pas

Maintenant

tapi à l'arrière-plan. Nous l'avons au contraire tout nu sous notre nez. C'est ce qui semble aller de soi. Voilà pourquoi nous ne le voyons pas. La banalité quotidienne est la plus grande histoire de brigands qui existe. Nous côtoyons à chaque seconde, sans y prendre garde, des milliers de cadavres et de crimes. C'est la routine de notre existence. Et pour le cas où, en dépit de notre accoutumance, il y aurait tout de même encore quelque chose qui nous surprendrait nous disposons d'un merveilleux calmant, le roman policier, qui nous présente tout secret de l'existence comme un phénomène exceptionnel et passible des tribunaux. Le roman policier n'est donc pas une bêtise, mais un soutien de la société, un plastron empesé dissimulant sous sa blancheur la dure et lâche immoralité qui par ailleurs se fait passer pour les bonnes mœurs.» Il s'agit de bondir hors du rang des assassins.

Peu de questions ont été aussi mal posées que celle du communisme. Cela ne date pas d'hier. C'est de toute antiquité. Ouvrez le *Livre des Psaumes*, vous verrez bien. La lutte des classes, cela date au moins des prophètes de l'Antiquité juive. Ce qu'il y a d'utopie dans le communisme, on le trouve déjà dans les apocryphes de l'époque: «La terre sera commune à tous, et il n'y aura plus ni murs ni frontières... Tous vivront en commun et la richesse deviendra inutile... Et il n'y aura plus

alors ni pauvres, ni riches, ni tyrans, ni esclaves, ni grands, ni petits, ni rois, ni seigneurs, mais tous seront égaux. »

La question communiste a été mal posée, d'abord, parce qu'elle a été posée comme question sociale, c'est-à-dire comme question *stricte-ment humaine*. Malgré cela, elle n'a jamais cessé de travailler le monde. Si elle continue de le hanter, c'est parce qu'elle ne procède pas d'une fixation idéologique, mais d'une expérience vécue, fondamentale, immémoriale : celle de la *communauté* – qui révoque tant les axiomes de l'économie que les belles constructions de la civilisation. Il n'y a jamais la communauté comme entité, mais comme expérience. C'est celle de la *continuité* entre des êtres et avec le monde. Dans l'amour, dans l'amitié, nous faisons l'expérience de cette continuité. Dans ma présence sereine, ici, maintenant, dans cette ville familière, devant ce vieux sequoia sempervirens dont les branches sont agitées par le vent, je fais l'expérience de cette continuité. Dans cette émeute où nous nous tenons ensemble au plan que nous nous sommes fixé, où les chants des camarades nous donnent du courage, où un *street medic* tire d'affaire un inconnu blessé à la tête, je fais l'expérience de cette continuité. Dans cette imprimerie où règne une antique Heidelberg 4 couleurs sur laquelle veille un ami tandis que

Maintenant

je prépare les feuillets, qu'un autre ami colle et qu'un dernier massicote ce petit samizdat que nous avons conçu ensemble, dans cette ferveur et cet enthousiasme, je fais l'expérience de cette continuité. Il n'y a pas moi et le monde, moi et les autres, il y a moi, avec les miens, à même ce petit morceau de monde que j'aime, irréductiblement. Il est assez de beauté dans le fait d'être ici et nulle part ailleurs. Ce n'est pas le plus mince signe des temps qu'un forestier allemand, et pas un hippie, fasse un tabac en rêvant que les arbres se « parlent », « s'aiment », « se soucient les uns des autres » et savent « se souvenir » de ce qu'ils ont traversé. Il appelle ça *La Vie secrète des arbres*. Pour dire, il y a même un anthropologue qui se demande sincèrement *Comment pensent les forêts*. Un anthropologue, pas un botaniste. En prenant le sujet humain isolément de son monde, en détachant les mortels de tout ce qui vit autour d'eux, la modernité ne pouvait qu'accoucher d'un communisme exterminateur, d'un *socialisme*. Et ce socialisme ne pouvait rencontrer les paysans, les nomades et les « sauvages » autrement que comme un obstacle à balayer, comme un fâcheux résidu au bas de la comptabilité nationale. Il ne pouvait pas même voir de quel communisme ils étaient porteurs. Si le « communisme » moderne a pu se rêver comme fraternité universelle, comme égalité réalisée, c'est en extrapolant cavalièrement

le fait *vécu* de la fraternité dans le combat, de l'amitié. Car qu'est-ce que l'amitié, sinon l'égalité entre les amis ?

Sans l'expérience, même ponctuelle, de la communauté, nous crevons, nous nous desséchons, nous devenons cyniques, durs, désertiques. La vie est cette ville-fantôme peuplée de mannequins souriants, et qui fonctionne. Notre besoin de communauté est si pressant qu'après avoir ravagé tous les liens existants, le capitalisme ne carbure plus qu'à la promesse de « communauté ». Que sont les réseaux sociaux, les applications de rencontres, sinon cette promesse perpétuellement déçue ? Que sont toutes les modes, toutes les technologies de communication, toutes les *love songs*, sinon une façon d'entretenir le rêve d'une continuité entre les êtres où, à la fin, tout contact se dérobe ? Cette promesse de communauté frustrée en redouble opportunément le besoin. Elle le rend même hystérique, et fait turbiner toujours plus vite la grande machine à cash de ceux qui l'exploitent. Entretenir la misère et lui faire miroiter une issue possible, tel est le grand ressort du capitalisme. En 2015, la seule plate-forme de vidéos pornographiques PornHub a été consultée 4 392 486 580 heures, soit deux fois et demie le temps passé par l'Homo Sapiens sur Terre. Il n'y a pas jusqu'à l'obsession de cette époque pour la sexualité et sa débauche de pornographie qui ne témoigne du besoin de communauté, dans

Maintenant

l'extrémité même de sa privation. Quand Milton Friedman dit que «le marché est un mécanisme magique permettant d'unir quotidiennement des millions d'individus sans qu'ils aient besoin de s'aimer ni même de se parler», il décrit le résultat en occultant avec soin le processus qui a amené tant de gens sur le marché, ce par quoi ce dernier les tient, et qui n'est pas que la faim, la menace ou l'appât du gain. Il s'épargne d'avouer les dévastations *de toute nature* qui permettent d'établir quelque chose comme «un marché», et de le présenter comme naturel. Il en va de même lorsqu'un marxiste pontifie : «La maladie, la mort, le chagrin d'amour et les cons sévront toujours après le capitalisme, mais il n'y aura plus de pauvreté massive paradoxale, entraînée par une production abstraite de richesses, on ne verra plus de système fétichiste autonome ni de forme sociale dogmatique» (Robert Kurz). La question du communisme se pose aussi bien dans chacune de nos existences infimes et uniques, à partir de ce qui nous rend malades. À partir de ce qui nous fait mourir à petit feu. À partir de nos ratages amoureux. À partir de ce qui nous rend à ce point étrangers les uns aux autres qu'en guise d'explication à tous les malheurs du monde, nous nous satisfaisons de l'idée débile que «les gens sont cons». Refuser de voir cela revient à porter son insensibilité en bandoulière. Cela convient bien à la sorte de virilité blafarde et myope requise pour devenir économiste.

À cela les marxistes, ou du moins beaucoup d'entre eux, ajoutent une certaine lâcheté devant les plus menus problèmes de la vie, qui était déjà la marque du Barbu. Il y en a même pour organiser des colloques autour de l'«idée du communisme» qui semblent faits tout exprès pour que le communisme reste bien une idée, et ne se mêle pas trop d'entrer dans la vie. Pour ne pas mentionner les conventicules où l'on prétend édicter qui est et qui n'est pas «communiste».

Avec la faillite de la social-démocratie européenne face à la Première Guerre mondiale, Lénine décide de relooker la devanture du vieux socialisme croulant en y peignant le beau mot de «communisme». Il l'emprunte alors, comiquement, à des anarchistes qui entre-temps en avaient fait leur bannière. Cette confusion opportune entre socialisme et communisme a beaucoup fait, dans le dernier siècle, pour que ce mot devienne synonyme de catastrophe, de massacre, de dictature et de génocide. Depuis lors, anarchistes et marxistes jouent au ping-pong autour du couple individu-société, sans s'inquiéter que cette fausse antinomie ait été façonnée par la pensée économique. Se rebeller contre la société au nom de l'individu ou contre l'individualisme au nom du socialisme, c'est se condamner d'avance. Individu et société n'ont de cesse, depuis trois bons siècles, de s'affirmer chacun aux dépens de l'autre, et c'est ce dispositif

Maintenant

rodé et oscillant qui, d'année en année, fait tourner la charmante bobine nommée « économie ». Contrairement à ce que veut bien nous figurer l'économie, ce qu'il y a dans la vie, ce ne sont pas des individus dotés de toutes sortes de propriétés dont ils pourraient faire usage ou se séparer. Ce qu'il y a dans la vie, ce sont des *attachements*, des agencements, des êtres situés qui se meuvent dans tout un ensemble de liens. En faisant sienne la fiction libérale de l'individu, le « communisme » moderne ne pouvait que confondre propriété et attachement, et porter la dévastation là même où il croyait lutter contre la propriété privée et construire le socialisme. Il a été bien aidé en cela par une grammaire où propriété et attachement ne se laissent pas distinguer. Quelle différence grammaticale y a-t-il lorsque je parle de « mon frère » ou de « mon quartier », et lorsque Warren Buffett parle de « ma holding » ou de « mes actions » ? Aucune. Et pourtant, on parle dans un cas d'attachement et dans l'autre de propriété légale, de quelque chose qui me constitue d'un côté et de l'autre d'un titre que je possède. C'est seulement sur la base d'une telle confusion que l'on a pu se figurer qu'un sujet tel que l'« Humanité » pourrait exister, l'Humanité, c'est-à-dire tous les hommes semblablement arrachés à ce qui tisse leur existence déterminée, et fantasmatiquement réunis en un grand machin introuvable. En massacrant tous les attachements qui font la texture propre des

mondes sous prétexte d'abolir la propriété privée des moyens de production, le « communisme » moderne a effectivement fait table rase – de tout. Voilà ce qui arrive à ceux qui pratiquent l'économie, même en la critiquant. « L'économie, il ne fallait pas la critiquer, il fallait *en sortir* ! », aurait dit Lyotard. Le communisme n'est pas une « organisation économique supérieure de la société », mais la *destitution de l'économie*.

L'économie repose sur deux fictions complices, celle de la « société » et celle de l'« individu ». La destituer implique de *situer* cette fausse antinomie et de mettre à jour ce qu'elle entend recouvrir. Ce qu'ont en commun ces fictions, c'est de nous faire voir des *entités*, des unités closes, quand ce qu'il y a, ce sont des *liens*. La société se présente comme l'entité supérieure qui agrège toutes les entités individuelles. C'est, depuis Hobbes et le frontispice du Léviathan, toujours la même image : le grand corps du souverain composé de tous les petits corps minuscules, homogénéisés, sérialisés, de ses sujets. L'opération dont vit la fiction sociale, c'est de piétiner tout ce qui fait l'existence située de chaque humain singulier, d'effacer les liens qui nous constituent, de dénier les agencements dans lesquels nous rentrons, pour ensuite reprendre les atomes passablement estropiés ainsi obtenus dans un lien tout entier fictif – le fameux et spectral « lien social ». Si bien que s'envisager

Maintenant

comme être social, c'est toujours s'appréhender *du dehors*, se rapporter à soi *en faisant abstraction de soi-même*. C'est la marque propre de l'appréhension économique du monde que de ne rien saisir qu'extérieurement. Cette crevure janséniste de Pierre Nicole, qui a tant influencé les fondateurs de l'économie politique, en livrait déjà la recette en 1671 : « Quelque corrompue que toute société serait *au-dedans* et aux yeux de Dieu, il n'y aurait rien *au-dehors* de mieux réglé, de plus civil, de plus juste, de plus pacifique, de plus honnête, de plus généreux ; et ce qui serait de plus admirable c'est que n'étant animée et remuée que par l'amour-propre, l'amour-propre n'y paraîtrait point, et qu'étant entièrement vide de charité, on ne verrait partout que la forme et les caractères de la charité. » Aucune question sensée ne peut être posée sur cette base, encore moins résolue. Il ne peut être question que de gestion et d'économie. Ce n'est pas pour rien que « société » est synonyme d'entreprise. C'était déjà le cas, d'ailleurs, dans la Rome antique. Quand on montait une boîte, sous Tibère, on montait une *societas*. Une *societas*, une société, c'est toujours une alliance, une association volontaire à laquelle on adhère ou dont on se retire *au gré de ses intérêts*. C'est donc, à tout prendre, un *rapport*, un « lien » en extériorité, un « lien » qui ne touche rien en nous et dont on prend congé indemne, un « lien » sans contact – et donc *pas un lien du tout*.

La texture propre à toute société tient à ce que les humains y sont réunis *par cela même qui les sépare* – l'intérêt. Dans la mesure où ceux-ci s'y retrouvent en tant qu'individus, en tant qu'entités closes, et donc de manière toujours révocable, ils y sont réunis *en tant que séparés*. Schopenhauer a donné une image saisissante de la consistance propre aux rapports *sociaux*, de leurs inimitables délices et de « l'insociable sociabilité humaine » : « Par une froide journée d'hiver, un troupeau de porcs-épics s'était mis en groupe serré pour se garantir mutuellement contre la gelée par leur propre chaleur. Mais tout aussitôt ils ressentirent les atteintes de leurs piquants, ce qui les fit s'éloigner les uns des autres. Quand le besoin de se chauffer les eut rapprochés de nouveau, le même inconvénient se renouvela, de façon qu'ils étaient ballottés de çà et de là entre les deux souffrances, jusqu'à ce qu'ils eussent fini par trouver une distance moyenne qui leur rendit la situation supportable. Ainsi, le besoin de société, né du vide et de la monotonie de leur propre intérieur, pousse les hommes les uns vers les autres ; mais leurs nombreuses qualités repoussantes et leurs insupportables défauts les dispersent de nouveau. La distance moyenne qu'ils finissent par découvrir et à laquelle la vie en commun devient possible, c'est la politesse et les belles manières. »

Maintenant

Le génie de l'opération économique, c'est de recouvrir le plan où elle commet ses méfaits, celui où elle livre sa véritable guerre: le plan des liens. Elle dérouté ainsi ses adversaires potentiels, et peut se présenter comme tout entière positive alors qu'elle est de toute évidence animée d'un féroce appétit de destruction. Il faut dire que les liens s'y prêtent bien. Quoi de plus immatériel, subtil, impalpable qu'un lien? Quoi de moins visible, de moins opposable mais de plus sensible qu'un lien détruit? L'anesthésie contemporaine des sensibilités, leur mise en pièces systématique n'est pas seulement le résultat de la survie au sein du capitalisme; c'en est la condition. Nous ne souffrons pas en tant qu'individus, nous souffrons de tenter de l'être. Comme l'entité individuelle n'existe fictivement que *du dehors*, «être un individu» exige de se tenir hors de soi, étrangers à nous-mêmes – de renoncer au fond à tout contact avec soi comme avec le monde et les autres. Il est évidemment loisible à chacun de tout prendre du dehors. Il suffit de s'interdire de sentir, donc d'être là, donc de vivre. Nous préférons prendre le parti contraire – celui du geste communiste. Le geste communiste consiste à prendre les choses et les êtres *de l'intérieur*; à les prendre *par le milieu*. Qu'est-ce que cela donne de prendre l'«individu» par le milieu ou de l'intérieur? De nos jours, cela donne un chaos. Un chaos inorganisé de forces, de bouts d'expérience, de lambeaux d'enfance, de fragments de sens, de

propensions contradictoires et le plus souvent sans communication les unes avec les autres. C'est peu dire que cette époque a accouché d'un matériau humain en piètre état. Il a grandement besoin d'être réparé. Nous le sentons tous. La fragmentation du monde trouve un reflet fidèle dans le miroir en morceaux des subjectivités.

Que ce qui apparaît extérieurement comme une personne ne soit en vérité qu'un complexe de forces hétérogènes n'est pas une idée nouvelle. Les Indiens tzeltal du Chiapas disposent d'une théorie de la personne où sentiments, émotions, rêves, santé et tempérament de chacun sont régis par les aventures et les mésaventures de tout un tas d'esprits qui habitent en même temps dans notre cœur et à l'intérieur des montagnes, et se promènent. Nous ne sommes pas de belles complétudes égotiques, des Moi bien unifiés, nous sommes composés de fragments, nous fourmillons de vies mineures. Le mot «vie» en hébreu est un pluriel comme le mot «visage». Parce que dans une vie, il y a beaucoup de vies et que dans un visage, il y a beaucoup de visages. Les liens entre les êtres ne s'établissent pas d'entité à entité. Tout lien va de fragment d'être à fragment d'être, de fragment d'être à fragment de monde, de fragment de monde à fragment de monde. Il s'établit en deçà et au-delà de l'échelle individuelle. Il agence immédiatement entre elles des portions d'êtres qui d'un coup se découvrent de plain-pied,

Maintenant

s'éprouvent comme continues. Cette continuité entre fragments, c'est ce qui se ressent comme « communauté ». Un *agencement*. C'est ce dont nous faisons l'expérience dans toute rencontre véritable. Toute rencontre découpe en nous un domaine propre où se mêlent indistinctement des éléments du monde, de l'autre et de soi. L'amour ne met pas en rapport des individus, il opère plutôt une coupe en chacun d'eux, comme s'ils étaient soudain traversés par un plan spécial où ils se retrouvent à cheminer ensemble de par le monde. Aimer, ce n'est jamais être ensemble mais *devenir* ensemble. Si aimer ne défaisait pas l'unité fictive de l'être, l'« autre » serait incapable de nous faire à ce point souffrir. Si dans l'amour une part de l'autre ne se retrouvait pas à faire partie de nous, nous n'aurions pas à en faire le deuil lorsque vient l'heure de la séparation. S'il n'y avait que des *rappports* entre les êtres, nul ne se comprendrait. Tout roulerait sur le malentendu. Aussi, il n'y a ni de sujet ni d'objet de l'amour, il y a une *expérience* de l'amour.

Les fragments qui nous constituent, les forces qui nous habitent, les agencements où nous entrons n'ont aucune raison de composer un tout harmonieux, un ensemble fluide, une articulation mobile. L'expérience banale de la vie, de nos jours, est plutôt celle d'une succession de rencontres qui peu à peu nous défont, nous désagrègent, nous

dérober progressivement tout point d'appui certain. Si le communisme a à voir avec le fait de s'organiser collectivement, matériellement, politiquement, c'est dans la mesure exacte où cela signifie aussi s'organiser singulièrement, existentiellement, sensiblement. Ou bien il faut consentir à retomber dans la politique ou l'économie. Si le communisme a un but, c'est la grande santé des formes de vie. La grande santé s'obtient, au contact de la vie, par l'articulation patiente des membres disjoints de notre être. On peut vivre une vie entière sans faire expérience de rien, en se gardant bien de sentir et de penser. L'existence se ramène alors à un lent mouvement de dégradation. Elle use et abîme, au lieu de donner forme. Les relations, passé le miracle de la rencontre, ne peuvent qu'aller de blessure en blessure vers leur consommation. À l'inverse, qui refuse de vivre à côté de soi-même, qui accepte de faire expérience, la vie lui donne progressivement forme. Il devient au plein sens du terme *forme de vie*.

Aux antipodes de cela, il y a les méthodes de construction militantes héritées, si largement défectueuses, si épuisantes, si destructrices, quand elles voudraient tant bâtir. Le communisme ne se joue pas dans le renoncement à soi, mais dans l'attention au moindre geste. C'est une question de plan de perception, et donc de façon de faire. Une question pratique. Ce à quoi la perception des

Maintenant

entités – individuelles ou collectives – nous barre l'accès, c'est au plan où les choses se passent réellement, au plan où les puissances collectives se font et se défont, se renforcent ou s'effilochent. C'est sur ce plan et là seulement que le réel, y compris le réel politique, devient lisible et fait sens. Vivre le communisme, ce n'est pas travailler à faire exister l'entité à laquelle on adhère, mais déployer et approfondir un ensemble de liens, c'est-à-dire parfois en trancher certains. L'essentiel se passe au niveau de l'infime. Pour le communiste, le monde des faits importants s'étend à perte de vue. C'est toute l'alternative entre individuel et collectif que la perception en termes de liens vient révoquer *positivement*. Un « je » qui, en situation, sonne juste peut être un « nous » d'une rare puissance. Aussi bien, le bonheur propre à toute Commune renvoie à la plénitude des singularités, à une certaine qualité de liens, au rayonnement en son sein de chaque fragment de monde – fin des entités, de leur surplomb, fin des claustrations individuelles et collectives, fin du règne du narcissisme. « Le seul et unique progrès, écrivait le poète Franco Fortini, consiste et consistera à atteindre un lieu plus haut, visible, voyant, où il sera possible de promouvoir les puissances et les qualités de chaque existence singulière. » Ce qu'il y a à désertier, ce n'est pas « la société » ni la « vie individuelle », mais le couple qu'ils font ensemble. Il nous faut apprendre à nous mouvoir *sur un autre plan*.

Il y a désagrégation flagrante de la « société », mais il y a aussi, de son côté, manœuvre de reconstitution. Comme souvent, c'est vers l'autre côté de la Manche qu'il faut porter notre regard pour voir ce qui nous attend. Ce qui nous attend, c'est ce que mettent déjà en œuvre les gouvernements conservateurs en Grande-Bretagne depuis 2010 : la « Big Society ». Comme son nom ne l'indique pas, le projet de « Grande Société » dont il est ici question consiste en un démantèlement terminal des dernières institutions rappelant vaguement l'« État social ». Ce qui est curieux, c'est que cette pure réforme néo-libérale énonce ainsi ses priorités : « donner plus de pouvoirs aux “communautés” (localisme et décentralisation), encourager les personnes à s'engager activement dans leur “communauté” (bénévolat), transférer des compétences du gouvernement central vers les autorités locales, soutenir les coopératives, les mutuelles, les associations charitables et les “entreprises sociales”, publier les données publiques (*open government*) ». La manœuvre de la société libérale, au moment où elle ne peut plus cacher son implosion, c'est d'entreprendre de sauver la nature particulière, et particulièrement peu ragoûtante, des rapports qui la constituent en se dupliquant à l'infini en un pullulement de mille petites sociétés : *les collectifs*. Les collectifs en tout genre – de citoyens, d'habitants, de travail, de quartier, d'activistes, d'associations,

Maintenant

d'artistes – sont l'avenir du social. On adhère là aussi comme individu, sur une base égalitaire, autour d'un intérêt, et on est libre de les quitter quand on veut. Si bien qu'ils partagent avec le social sa texture molle et ectoplasmique. Ils ont l'air d'être simplement une réalité floue, mais ce flou *est leur marque distinctive*. La troupe de théâtre, le séminaire, le groupe de rock, l'équipe de rugby, sont des formes collectives. Ils sont agencement d'une multiplicité d'hétérogènes. Ils contiennent des humains distribués à différentes positions, à différentes tâches, qui dessinent une configuration particulière, avec des distances, des espacements, un *rythme*. Et ils contiennent aussi toutes sortes de non-humains – des lieux, des instruments, du matériel, des rituels, des cris, des ritournelles. C'est cela qui en fait des formes, des formes *déterminées*. Mais ce qui caractérise « le collectif » en tant que tel, c'est justement qu'il *est informe*. Et ce jusque dans son formalisme. Le formalisme, qui se veut un remède à son absence de forme, n'en est qu'un masque ou une ruse, et généralement temporaire. Il suffit de faire acte d'appartenance au collectif et d'y être accepté pour en faire partie au même titre que tout autre. L'égalité et l'horizontalité postulées rendent au fond toute singularité affirmée scandaleuse ou insignifiante, et font d'une jalousie diffuse sa tonalité affective fondamentale. Ce ne sont donc, par contre-coup, qu'ambitions inavouées, agitations

en coulisse, racontars ridicules. Les médiocres trouvent là un opium grâce auquel oublier leur sentiment d'insuffisance. La tyrannie propre aux collectifs est celle de l'absence de structure. C'est pourquoi ils ont tendance à se répandre partout. Quand on est vraiment *cool*, de nos jours, on ne fait pas juste un groupe de musique, on fait un « collectif de musiciens ». Idem pour les artistes contemporains et leurs « collectifs artistiques ». Et puisque la sphère de l'art anticipe si souvent ce qui va se généraliser comme la condition économique de tous, on ne s'étonnera pas d'entendre un chercheur en management et « spécialiste de l'activité collective » décrire cette évolution : « Auparavant, on considérait l'équipe comme une entité statique où chacun avait son rôle et son objectif. On parlait alors d'équipe de production, d'intervention, de décision. Désormais, l'équipe est une entité en mouvement car les individus qui la composent changent de rôles pour s'adapter à leur environnement, qui est lui aussi changeant. L'équipe est aujourd'hui considérée comme un processus dynamique. » Quel salarié des « métiers innovants » ignore encore ce que signifie la tyrannie de l'absence de structure ? Ainsi se réalise la parfaite fusion entre exploitation et auto-exploitation. Si toute entreprise n'est pas encore un collectif, les collectifs sont d'ores et déjà des entreprises – des entreprises qui ne produisent pour la plupart rien, rien d'autre

Maintenant

qu'elles-mêmes. De même qu'une constellation de collectifs pourrait bien prendre la relève de la vieille société, il est à craindre que le socialisme ne se survive comme socialisme des collectifs, des petits groupes de gens qui se forcent à « vivre ensemble », c'est-à-dire : à *faire société*. Nulle part on ne parle autant du « vivre-ensemble » que là où tout le monde, au fond, s'entre-déteste et où personne ne sait vivre. « Contre l'uberisation de la vie, les collectifs », titrait récemment un journaliste. Les auto-entrepreneurs aussi ont besoin d'oasis contre le désert néo-libéral. Mais les oasis, à leur tour, sont anéanties : ceux qui y cherchent refuge amènent avec eux le sable du désert.

Plus la « société » se désagrègera, plus grandira l'attraction des collectifs. Ils en figureront une fausse sortie. Cet attrape-nigaud fonctionne d'autant mieux que l'individu atomisé éprouve durement l'aberration et la misère de son existence. Les collectifs ont vocation à réagréger ceux que rejette ce monde, ou qui le rejettent. Ils peuvent même promettre une parodie de « communisme », qui inévitablement finit par décevoir et faire grossir la masse des dégoûtés de tout. La fausse antinomie que forment ensemble individu et collectif n'est pourtant pas difficile à démasquer : toutes les tares que le collectif a coutume de prêter si généreusement à l'individu – l'égoïsme, le narcissisme, la mythomanie, l'orgueil, la jalousie, la possessivité,

le calcul, le fantasme de toute-puissance, l'intérêt, le mensonge –, se retrouvent en pire, en plus caricatural et inattaquable dans les collectifs. Jamais un individu ne parviendra à être aussi possessif, narcissique, égoïste, jaloux, de mauvaise foi et à croire à ses propres balivernes que le peut un collectif. Ceux qui disent « la France », « le prolétariat », « la société » ou « le collectif » en papillotant des yeux, quiconque a l'ouïe fine ne peut qu'entendre qu'ils ne cessent de dire « Moi ! Moi ! Moi ! ». Pour construire quelque chose de collectivement puissant, il faut commencer par renoncer aux collectifs et à tout ce qu'ils charrient de désastreuse extériorité à soi, au monde et aux autres. Heiner Müller allait plus loin : « Ce qu'offre le capitalisme vise des ensembles collectifs mais c'est formulé de telle manière que ça les fait éclater. Ce qu'offre en revanche le communisme, c'est la solitude absolue. Le capitalisme n'offre jamais la solitude mais toujours seulement la mise en commun. Mc Donald est l'offre absolue de la collectivité. On est assis partout dans le monde dans le même local ; on bouffe la même merde et tous sont contents. Car chez Mc Donald ils sont un collectif. Même les visages dans les restaurants Mc Donald deviennent de plus en plus semblables. [...] Il y a le cliché du communisme comme collectivisation. Pas du tout ; le capitalisme, c'est la collectivisation [...] Le communisme, c'est l'abandon de l'homme à sa

Maintenant

solitude. Devant votre miroir le communisme ne vous donne rien. C'est sa supériorité. L'individu est réduit à son existence propre. Le capitalisme peut toujours vous donner quelque chose, dans la mesure où il éloigne les gens d'eux-mêmes » (*Fautes d'impression*).

Sentir, entendre, voir ne sont pas des facultés politiquement indifférentes, ni équitablement réparties parmi les contemporains. Et le spectre de ce que perçoivent les uns et les autres est variable. Il est au reste de rigueur, dans les rapports sociaux actuels, de rester à la surface, de crainte qu'un convive ne soit pris de vertige en abîmant son regard en soi-même. Si tout le cirque social dure encore, c'est parce que chacun s'échine à garder la tête hors de l'eau quand il faudrait plutôt accepter de se laisser tomber jusqu'à toucher quelque chose de solide. La naissance de ce qui devint, au cours du conflit contre la loi Travail, le « cortège de tête » est l'effet d'une *vision*. Quelques centaines de « jeunes » ont *vu*, dès les premières manifestations, que les corps syndicaux défilaient comme des zombies, qu'ils ne croyaient pas un mot des slogans qu'ils beuglaient, que leur service d'ordre matraquait les lycéens, qu'il n'y avait pas moyen de suivre ce grand cadavre, qu'il fallait donc à tout prix prendre la tête de la manifestation. Ce qui fut fait. Et refait. Et refait. Jusqu'à rencontrer la limite où, le « cortège de tête » se

répétant, il n'était plus un geste dans une situation, mais un sujet se mirant dans le reflet des médias, notamment alternatifs. Il était alors temps de désertter cette désertion en train de se figer, de se parodier. Et de continuer à se mouvoir. Cela dit, tout le temps où il est resté vivant, ce cortège de tête fut le lieu depuis lequel les choses devenaient claires, le lieu d'une contamination de la faculté à voir ce qui se passait. Du simple fait qu'il y avait lutte, que des déterminations s'affrontaient, que des forces s'agrégeaient, s'alliaient ou se séparaient, que des stratégies étaient mises en œuvre, et que tout cela se traduisait dans la rue, et pas seulement à la télé, il y avait *situation*. Le réel faisait retour, il se passait quelque chose. On pouvait être en désaccord sur ce qui se passait, on pouvait le lire de façon contradictoire : au moins y avait-il lisibilité du présent. Quant à savoir quelles lectures étaient justes et lesquelles fausses, le cours des événements devait tôt ou tard trancher ; et ce n'était plus, alors, une question d'interprétation. Si nos perceptions n'étaient pas ajustées, cela se payait en coups de matraques. Nos erreurs n'étaient plus une question de « point de vue », elles se mesuraient en points de suture et en chairs tuméfiées.

Deleuze disait de 1968 que ce fut un « phénomène de voyance : une société voyait tout d'un coup ce qu'elle contenait d'intolérable et voyait aussi la

Maintenant

possibilité d'autre chose. » Ce à quoi Benjamin ajoutait : « La voyance est la vision de ce qui est en train de prendre forme : [...] Percevoir exactement ce qui arrive à la seconde même est plus décisif que savoir par avance le futur lointain. » Dans les circonstances ordinaires, la plupart des gens finissent bien par voir, mais quand il est *beaucoup trop tard* – lorsqu'il est devenu impossible de ne pas voir *et que cela ne sert plus à rien*. L'aptitude à la voyance ne doit rien à un vaste savoir, qui sert bien souvent à ignorer l'essentiel. À l'inverse, l'ignorance peut couronner le plus banal entêtement dans l'aveuglement. Disons que la vie sociale exige de chacun qu'il ne voie rien, ou du moins qu'il fasse *comme si* il ne voyait rien.

Il n'y a aucun sens à partager des choses si l'on ne commence pas par communiser l'aptitude à voir. Sans cela, vivre le communisme s'apparente à une danse furieuse dans le noir absolu : on se heurte, on se blesse, on se flanque des bleus à l'âme et au corps, sans même le vouloir et sans même savoir à qui, au juste, en vouloir. S'ajouter la capacité à voir des uns et des autres en tout domaine, composer de nouvelles perceptions et les raffiner à l'infini, voilà l'objet central de toute élaboration communiste, l'accroissement de puissance immédiat qu'elle détermine. Ceux qui ne veulent rien voir ne peuvent produire que des désastres collectifs. Il faut se faire voyant, pour soi autant que pour les autres.

Voir, c'est parvenir à *sentir les formes*. Contrairement à ce qu'un mauvais héritage philosophique nous a inculqué, la forme ne relève pas de l'apparence visible, mais du principe dynamique. La véritable individuation n'est pas celle des corps, mais celle des formes. Il suffit de se pencher sur le processus d'idéation pour s'en convaincre : rien n'illustre mieux l'illusion du Moi individuel et stable que la croyance que j'*aurais* des idées, tant il est clair que les idées *me viennent* sans même que je sache d'où, de processus neuronaux, musculaires, symboliques si enfouis qu'elles affluent naturellement en marchant, ou quand je m'endors et que cèdent les frontières du Moi. Une idée qui surgit, c'est un bon exemple de forme : dans son énoncé entrent en constellation sur le plan du langage quelque chose d'infra-individuel – une part de nous, un éclat d'expérience, un bout d'affect – et quelque chose de supra-individuel. Une forme est quelque chose qui tient rassemblés en soi, en une unité tendue, dynamique, des éléments hétérogènes du Moi et du monde. « L'essence de la forme, disait le jeune Lukàcs dans son jargon idéaliste, a toujours résidé dans le processus par lequel deux principes qui s'excluent absolument deviennent forme sans s'abolir réciproquement ; la forme, c'est le paradoxe qui a pris corps, la réalité de l'expérience vécue, la vie véritable de l'impossible. Car la forme n'est pas la réconciliation mais la guerre, transposée dans l'éternité, de

Maintenant

principes en lutte. » La forme naît de la rencontre entre une situation et une nécessité. Une fois née, elle affecte bien au-delà d'elle-même. On aura vu, dans le conflit du printemps 2016, la naissance d'une forme depuis un point parfaitement singulier, parfaitement repérable. Sur le pont d'Austerlitz, le 31 mars 2016, un courageux petit groupe avance sur les CRS et les fait reculer : il y a une première ligne de gens masqués et porteurs de masques à gaz tenant une banderole renforcée, d'autres gens masqués qui les retiennent en cas de tentative d'arrestation et qui font bloc derrière la première ligne, et derrière encore et sur les côtés, d'autres masqués armés de bâtons qui tapent sur les flics. Cette petite forme apparue, la vidéo de son exploit tourna sur les réseaux sociaux. Elle ne cessa, dans les semaines qui suivirent, de faire des petits, jusqu'à l'acmé du 14 juin 2016 où on ne pouvait plus dénombrer sa progéniture. Parce qu'il y va, dans chaque forme, de la vie même, la véritable question communiste n'est pas « comment produire ? », mais « comment vivre ? ». Le communisme, c'est la centralité de la vieille question éthique, celle-là même que le socialisme historique avait toujours tenue pour « métaphysique », « prématurée » ou « petite-bourgeoise », et non celle du travail. C'est la détotalisation générale, et non la socialisation de tout.

Pour nous, le communisme n'est pas une finalité. Il n'y a pas de « transition » vers lui. Il *est* tout entier transition : il est *en chemin*. Les différentes façons d'habiter le monde ne cesseront jamais de se croiser, de se heurter et, par moments, de se combattre. Tout sera toujours à reprendre. Il ne manquera pas des usuels léninistes pour opposer à une telle conception, immanente, du communisme, la nécessité d'une articulation verticale, stratégique, de la lutte. Et l'instant d'après résonneront certainement les gros sabots de la « question de l'organisation ». La « question de l'organisation », c'est toujours et encore le Léviathan. À l'heure où l'apparente unité du Moi ne parvient plus à masquer le chaos de forces, d'attachements et de participations que nous sommes, comment croire encore à la fable de l'unité organique ? Le mythe de l'« organisation » doit tout aux représentations de la hiérarchie des facultés naturelles telles que nous les ont léguées la psychologie ancienne et la théologie chrétienne. Nous ne sommes plus assez nihilistes pour croire qu'il y aurait en nous quelque chose comme un organe psychique stable – disons : la volonté – qui commanderait à nos autres facultés. Cette belle invention de théologien, beaucoup plus politique qu'il n'y paraît, poursuivait un double but : d'une part faire de l'homme, fraîchement pourvu de sa « libre volonté », un sujet moral et le livrer ainsi

Maintenant

au Jugement dernier comme aux châtiments du siècle; d'autre part, à partir de l'idée théologique d'un Dieu ayant «librement» créé le monde et se distinguant donc essentiellement de son action, instituer une séparation formelle entre l'être et l'agir. Cette séparation, qui allait durablement marquer les conceptions politiques occidentales, a rendu illisible pour des siècles les réalités éthiques – le plan des formes de vie étant précisément celui de l'indistinction entre ce que l'on est et ce que l'on fait. Aussi bien «la question de l'organisation» existe-t-elle depuis ces bolcheviques de l'Antiquité tardive que furent les Pères de l'Église. Elle fut l'instrument de la légitimation de l'Église comme elle sera plus tard celui de la légitimation du Parti. Contre cette question opportuniste, contre l'existence postulée de la «volonté», il faut affirmer que ce qui «veut» en nous, ce qui incline n'est *jamais la même chose*. Que c'est une simple *résultante*, en certains instants cruciaux, du combat que se livrent en nous et hors de nous un réseau enchevêtré de forces, d'affects, d'inclinations, d'un agencement temporaire dans lequel telle force s'est tout aussi temporairement assujéti d'autres forces. Que la séquence de ces agencements produise une sorte de cohérence qui puisse aboutir à une forme, c'est un fait. Mais appeler à chaque fois *du même nom* ce qui se retrouve de façon contingente en position de

dominer ou de donner l'impulsion décisive, se persuader qu'il s'agit toujours de *la même instance*, se persuader finalement que toute forme et toute décision sont tributaires d'un organe de décision, voilà un tour de passe-passe qui n'a que trop duré. D'avoir cru si longtemps à pareil organe, et d'avoir tant et tant stimulé ce muscle imaginaire, on aura abouti à l'aboulie fatale dont semblent affectés de nos jours les rejetons tardifs de l'Empire chrétien que nous sommes. À cela, nous opposons une attention fine aux forces qui habitent et traversent les êtres comme les situations, et un art des agencements *décisifs*.

Face à l'organisation capitaliste, une puissance destituante ne peut certes s'en tenir à sa propre immanence, à l'ensemble de ce qui, faute de soleil, croît sous la glace, à toutes les tentatives de construction locales, à une série d'attaques ponctuelles, même si tout ce petit monde devait se retrouver régulièrement dans de grandes manifestations houleuses. Et l'insurrection n'attendra pas que tout le monde devienne insurrectionnaliste, à coup sûr. Mais l'erreur heureusement cuisante des léninistes, trotskystes, négristes et autres sous-politiciens, c'est de croire qu'une période qui voit toutes les hégémonies brisées à terre pourrait encore admettre une hégémonie politique, même partisane, comme en rêvent Pablo Iglesias ou Chantal Mouffe. Ce qu'ils ne

Maintenant

voient pas, c'est que, dans une époque d'horizontalité déclarée, *c'est l'horizontalité elle-même qui est la verticalité*. Personne n'organisera plus l'autonomie des autres. La seule verticalité encore possible, *c'est celle de la situation*, qui s'impose à chacune de ses composantes parce qu'elle l'excède, parce que l'ensemble des forces en présence est plus que chacune d'elles. La seule chose qui soit à même d'unir transversalement l'ensemble de ce qui déserte cette société en un parti historique, *c'est l'intelligence de la situation*, c'est tout ce qui la rend lisible pas à pas, tout ce qui souligne les mouvements de l'adversaire, tout ce qui identifie les chemins praticables et les obstacles – le caractère systématique des obstacles. Depuis cette intelligence-là, ce qu'il faut de décollement vertical pour faire pencher certaines situations dans le sens désiré peut bien s'improviser à l'occasion.

Une pareille verticalité stratégique ne peut naître que d'un débat constant, généreux et de bonne foi. Les moyens de communication, dans cette époque, sont les formes d'organisation. C'est notre faiblesse, car ils ne sont pas entre nos mains, et ceux qui les contrôlent ne sont pas nos amis. Il n'y a donc d'autre choix que de déployer un art de la conversation entre les mondes qui fait cruellement défaut, et d'où seul peut émaner, au contact d'une situation, la décision juste. Un tel état du

débat ne peut gagner le centre depuis la périphérie où il est pour l'heure tenu qu'au travers d'une offensive du côté de la sensibilité, sur le plan des perceptions, et non du discours. Nous parlons de s'adresser aux corps, et non juste à la tête.

« Le communisme est le processus matériel qui vise à rendre sensible et intelligible la matérialité des choses dites spirituelles. Jusqu'à pouvoir lire dans le livre de notre propre corps tout ce que les hommes firent et furent sous la souveraineté du temps ; et à déchiffrer les traces du passage de l'espèce humaine sur une terre qui ne conservera aucune trace » (Franco Fortini).

Chez le même éditeur

Giorgio Agamben, Alain Badiou, Daniel Bensaïd, Wendy Brown, Jean-Luc Nancy, Jacques Rancière, Kristin Ross, Slavoj Žižek, *Démocratie, dans quel état ?*

Tariq Ali, *Bush à Babylone. La recolonisation de l'Irak.*

Tariq Ali, *Obama s'en va-t-en guerre.*

Zahra Ali (dir.), *Féminismes islamiques.*

Sophie Auouillé, Pierre Bruno, Franck Chaumon, Guy Lérès, Michel Plon, Erik Porge, *Manifeste pour la psychanalyse.*

Bernard Aspe, *L'instant d'après. Projectiles pour une politique à l'état naissant.*

Éric Aunoble, *La Révolution russe, une histoire française. Lectures et représentations depuis 1917.*

Alain Badiou, *Petit panthéon portatif.*

Alain Badiou, *L'aventure de la philosophie française.*

Alain Badiou & Eric Hazan, *L'antisémitisme partout. Aujourd'hui en France.*

Alain Badiou, Pierre Bourdieu, Judith Butler, Georges Didi-Huberman, Sadri Khiari, Jacques Rancière, *Qu'est-ce qu'un peuple ?*

Jean-Christophe Bailly, Jean-Marie Gleize, Christophe Hanna, Hugues Jallon, Manuel Joseph, Jacques-Henri Michot, Yves Pagès, Véronique Pittolo, Nathalie Quintane, « *Toi aussi, tu*

as des armes. » *Poésie & politique.*

Moustapha Barghouti, *Rester sur la montagne. Entretiens sur la Palestine avec Eric Hazan.*

Omar Barghouti, *Boycott, désinvestissement, sanctions. BDS contre l'apartheid et l'occupation de la Palestine.*

Zygmunt Bauman, *Modernité et holocauste.*

Jean Baumgarten, *Un léger incident ferroviaire. Récit autobiographique.*

Mathieu Bellahsen, *La santé mentale. Vers un bonheur sous contrôle.*

Walter Benjamin, *Essais sur Brecht.*

Walter Benjamin, *Baudelaire.* Édition établie par Giorgio Agamben, Barbara Chitussi et Clemens-Carl Härle.

Daniel Bensaïd, *Les dépossédés. Karl Marx, les voleurs de bois et le droit des pauvres.*

Daniel Bensaïd, *Tout est encore possible.* Entretiens avec Fred Hilgemann.

Jacques Bidet, *Foucault avec Marx.*

Ian H. Birchall, *Sartre et l'extrême gauche française. Cinquante ans de relations tumultueuses.*

Auguste Blanqui, *Maintenant, il faut des armes.* Textes présentés par Dominique Le Nuz.

Félix Boggio Éwangé-Épée & Stella Magliani-Belkacem, *Les féministes blanches et l'empire.*

Bruno Bosteels, *Alain Badiou, une*

trajectoire polémique.

Houria Bouteldja, *Les Blancs, les Juifs et nous. Vers une politique de l'amour révolutionnaire*.

Alain Brossat,
Pour en finir avec la prison.

Philippe Buonarroti, *Conspiration pour l'égalité dite de Babeuf*.
Présentation de Sabrina Berkane.

Pilar Calveiro,
Pouvoir et disparition. Les camps de concentration en Argentine.

Grégoire Chamayou, *Les chasses à l'homme*.

Grégoire Chamayou, *Théorie du drone*.

Louis Chevalier, *Montmartre du plaisir et du crime*. Préface d'Eric Hazan.

Ismahane Chouder, Malika Latrèche, Pierre Tévania,
Les filles voilées parlent.

George Ciccariello-Maher, *La révolution au Venezuela. Une histoire populaire*.

Cimade, *Votre voisin n'a pas de papiers. Paroles d'étrangers*.

Comité invisible, *À nos amis*.

Comité invisible, *L'insurrection qui vient*.

Comité invisible, *Maintenant*.

Angela Davis, *Une lutte sans trêve*.
Textes réunis par Frank Barat.

Joseph Déjacque, *À bas les chefs! Écrits libertaires*. Présenté par Thomas Bouchet.

Christine Delphy, *Classer, dominer: Qui sont les « autres » ?*

Alain Deneault, *Offshore. Paradis*

fiscaux et souveraineté criminelle.

Raymond Depardon,
Images politiques.

Raymond Depardon
Le désert, allers et retours
Propos recueillis par Eric Hazan

Yann Diener, *On agite un enfant. L'État, les psychothérapeutes et les psychotropes*.

Cédric Durand (coord.), *En finir avec l'Europe*.

Éric Fassin, Carine Fouteau,
Serge Guichard, Aurélie Windels, *Roms & riverains. Une politique municipale de la race*.

Jean-Pierre Faye, Michèle Cohen-Halimi, *L'histoire cachée du nihilisme. Jacobi, Dostoïevski, Heidegger, Nietzsche*.

Norman G. Finkelstein,
L'industrie de l'holocauste. Réflexions sur l'exploitation de la souffrance des Juifs.

Joëlle Fontaine, *De la résistance à la guerre civile en Grèce. 1941-1946*.

Charles Fourier,
Vers une enfance majeure.
Textes présentés par René Schérer.

Isabelle Garo, *L'idéologie ou la pensée embarquée*.

Antonio Gramsci, *Guerre de mouvement et guerre de position*.
Textes choisis et présentés par Razmig Keucheyan.

Christophe Granger, *La destruction de l'université française*.

Daniel Guérin, *Autobiographie de jeunesse. D'une dissidence sexuelle au socialisme*.

Chris Harman, *La révolution allemande 1918-1923*

Amira Hass,
Boire la mer à Gaza, chroniques 1993-1996.

Eric Hazan,
Chronique de la guerre civile.

Eric Hazan,
Notes sur l'occupation. Naplouse, Kalkilyia, Hébron.

Eric Hazan, *Paris sous tension.*

Eric Hazan, *Une histoire de la Révolution française.*

Eric Hazan & Eyal Sivan,
Un État commun. Entre le Jourdain et la mer.

Eric Hazan & Kamo, *Premières mesures révolutionnaires.*

Eric Hazan, *La dynamique de la révolte. Sur des insurrections passées et d'autres à venir.*

Eric Hazan, *Pour aboutir à un livre.*
Entretiens avec Ernest Moret.

Henri Heine, *Lutèce. Lettres sur la vie politique, artistique et sociale de la France.* Présentation de Patricia Baudoin.

Hongsheng Jiang, *La Commune de Shanghai et la Commune de Paris.*

Victor Hugo, *Histoire d'un crime.*
Préface de Jean-Marc Hovasse,
notes et notice de Guy Rosa.

Sadri Khiari, *La contre-révolution coloniale en France. De de Gaulle à Sarkozy.*

Stathis Kouvelakis, *Philosophie et révolution. De Kant à Marx.*

Georges Labica, *Robespierre. Une politique de la philosophie.*
Préface de Thierry Labica.

Yitzhak Laor, *Le nouveau philosémitisme européen et le « camp de la paix » en Israël.*

Lénine, *L'État et la révolution.*

Mathieu Léonard, *L'émancipation des travailleurs. Une histoire de la Première Internationale.*

Gideon Levy, *Gaza. Articles pour Haaretz, 2006-2009.*

Laurent Lévy, « *La gauche* », les Noirs et les Arabes.

Frédéric Lordon, *Capitalisme, désir et servitude. Marx et Spinoza.*

Frédéric Lordon, *Imperium. Structures et affects des corps politiques.*

Herbert R. Lottman, *La chute de Paris, 14 juin 1940.*

Pierre Macherey, *De Canguilhem à Foucault. La force des normes.*

Pierre Macherey,
La parole universitaire.

Gilles Magniont & Yann Fastier,
Avec la langue. Chroniques du « Matricule des anges ».

Andreas Malm, *L'anthropocène contre l'histoire. Le réchauffement climatique à l'ère du capital.*

Karl Marx,
Sur la question juive.
Présenté par Daniel Bensaïd.

Karl Marx & Friedrich Engels,
Inventer l'inconnu. Textes et correspondance autour de la Commune.
Précédé de « *Politique de Marx* »
par Daniel Bensaïd.

Albert Mathiez,
La réaction thermidorienne. Présentation de Yannick Bosc et Florence Gauthier.

Louis Ménard, *Prologue d'une révolution* (fév.-juin 1848).
Présenté par Maurizio Gribaudo.

Jean-Yves Mollier, *Une autre histoire de l'édition française*.

Elfriede Müller & Alexander Ruoff, *Le polar français. Crime et histoire*.

Dolf Oehler, *Juin 1848, le spleen contre l'oubli*. Baudelaire, Flaubert, Heine, Herzen, Marx.

Ilan Pappé, *La guerre de 1948 en Palestine. Aux origines du conflit israélo-arabe*.

François Pardigon, *Épisodes des journées de juin 1848*.

Alexander Rabinowitch, *Les bolcheviks prennent le pouvoir. La révolution de 1917 à Petrograd*.

Jacques Rancière, *Le partage du sensible. Esthétique et politique*.

Jacques Rancière, *Le destin des images*.

Jacques Rancière, *La haine de la démocratie*.

Jacques Rancière, *Le spectateur émancipé*.

Jacques Rancière, *Moments politiques. Interventions 1977-2009*.

Jacques Rancière, *Les écarts du cinéma*.

Jacques Rancière, *La leçon d'Althusser*.

Jacques Rancière, *Le fil perdu. Essais sur la fiction moderne*.

Textes rassemblés par J. Rancière & A. Faure, *La parole ouvrière 1830-1851*.

Amnon Raz-Krakotzkin, *Exil et souveraineté. Judaïsme, sionisme et pensée binationale*.

Tanya Reinhart, *Détruire la Palestine, ou comment terminer la guerre de 1948*.

Tanya Reinhart, *L'héritage de Sharon*.

Détruire la Palestine, suite.

Mathieu Rigouste, *La domination policière. Une violence industrielle*.

Robespierre, *Pour le bonheur et pour la liberté. Discours choisis*.

Kristin Ross, *L'imaginaire de la Commune*.

Julie Roux, *Inévitablement (après l'école)*.

Christian Ruby, *L'interruption. Jacques Rancière et le politique*.

Alain Rustenholz, *De la banlieue rouge au Grand Paris. D'Ivry à Clichy et de Saint-Ouen à Charenton*.

Gilles Sainati & Ulrich Schalchli, *La décadence sécuritaire*.

Julien Salingue, *La Palestine des ONG. Entre résistance et collaboration*.

Thierry Schaffauser, *Les luttes des putes*.

André Schiffrin, *L'édition sans éditeurs*.

André Schiffrin, *Le contrôle de la parole. L'édition sans éditeurs, suite*.

André Schiffrin, *L'argent et les mots*.

Ivan Segré, *Judaïsme et révolution*.

Ivan Segré, *Le manteau de Spinoza*.

Pour une éthique hors la Loi.

Ella Shohat, *Le sionisme du point de vue de ses victimes juives. Les juifs orientaux en Israël.*

Eyal Sivan & Armelle Laborie, *Un boycott légitime. Pour le BDS universitaire et culturel d'Israël.*

Jean Stern, *Les patrons de la presse nationale. Tous mauvais.*

Syndicat de la magistrature, *Les mauvais jours finiront. 40 ans de combats pour la justice et les libertés.*

Marcello Tarì, *Autonomie ! Italie, les années 1970.*

N'gugi wa Thiong'o, *Décoloniser l'esprit.*

E.P. Thompson, *Temps, discipline du travail et capitalisme industriel.*

Tiqqun, *Théorie du Bloom.*

Tiqqun, *Contributions à la guerre en cours.*

Tiqqun, *Tout a failli, vive le communisme !*

Alberto Toscano, *Le fanatisme. Modes d'emploi.*

Enzo Traverso, *La violence nazie,*

une généalogie européenne.

Enzo Traverso, *Le passé : modes d'emploi. Histoire, mémoire, politique.*

Louis-René Villermé, *La mortalité dans les divers quartiers de Paris.*

Sophie Wahnich, *La liberté ou la mort. Essai sur la Terreur et le terrorisme.*

Michel Warschawski (dir.), *La révolution sioniste est morte. Voix israéliennes contre l'occupation, 1967-2007.*

Michel Warschawski, *Programmer le désastre. La politique israélienne à l'œuvre.*

Eyal Weizman, *À travers les murs. L'architecture de la nouvelle guerre urbaine.*

Slavoj Žižek, Mao. *De la pratique et de la contradiction.*

Collectif, *Le livre : que faire ?*

Collectif, *Contre l'arbitraire du pouvoir. 12 propositions.*

Cet ouvrage a été reproduit et achevé d'imprimer par l'Imprimerie Floch à Mayenne en avril 2017.

Numéro d'impression : XXXXXXXX

Dépôt légal : 2^e trimestre 2017.

Imprimé en France.